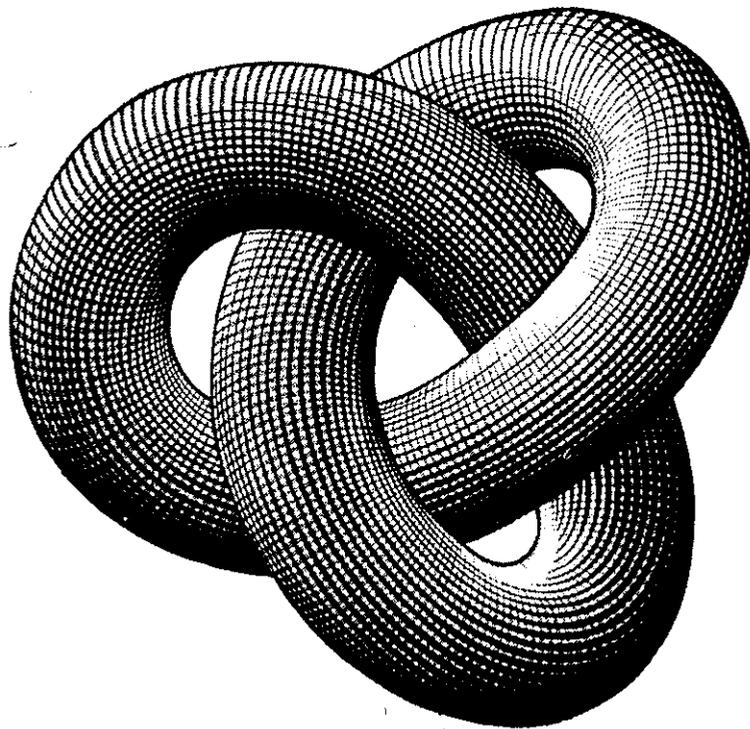


Plan, marché et démocratie

l'expérience des pays dits socialistes



Catherine Samary



M.C. Escher, Nœuds, 1965

CAHIERS

d'étude et de recherche

Numéro double 718

1988



Institut International de Recherche et de Formation



Dans la série "cours"

Plan, marché et démocratie dans les pays dits socialistes

Catherine Samary

	Page
Présentation générale : Questions théoriques, politiques et méthodologiques	3
Exposé I. Les rapports sociaux dans la planification bureaucratique centralisée :	12
Exposé II. L'utilisation de mécanismes marchands par le plan	21
a) sans autogestion	
b) avec autogestion	
Exposé III. Le "socialisme de marché" - l'exemple de la Yougoslavie de 1965 à 1971	29
Exposé IV. Pour une actualisation du débat soviétique des années vingt	39
Exposé V. Conclusion : vers un optimum social, à propos d'un point de vue d'Ota Sik	53
Bibliographie	60

La crise économique de l'URSS aujourd'hui reconnue par Gorbatchev met en évidence l'impasse de la planification pratiquée sous Brejnev. Mais la plupart des réformateurs voudraient nous faire choisir entre planification (qu'ils associent à bureaucratie et totalitarisme d'Etat) et rationalité marchande (qu'ils associent à liberté). Rejetant cette fausse alternative, l'auteur rappelle que le projet communiste n'a de sens que s'il est émancipateur pour "chacun et chacune et donc pour tous et toutes". "S'il faut rejeter les dogmes," écrit-elle, "il faut aussi rejeter le terrorisme intellectuel qui voudrait faire passer pour de l'innovation l'absence de tout esprit critique envers le marché : il faut mettre à nu, derrière le marché (qu'on le baptise ou pas "socialiste") et derrière le plan bureaucratique tout ce qui couvre des relations sociales d'exploitation et d'oppression. C'est le fil conducteur que nous aurons pour l'ensemble des exposés."

Catherine Samary est née en 1945. Elle enseigne l'économie à l'Université de Paris IX-Dauphine. Sa thèse de doctorat d'Etat (1986-Paris X) sur les réformes yougoslaves de 1947 à 1980 est largement reprise dans son livre, *Le Marché contre l'autogestion- l'expérience yougoslave*, PubliSud/La Brèche, Paris, à paraître en 1988. Elle anime un séminaire mensuel sur "Les comportements sociaux face aux réformes de la planification centralisée : comparaison de la Yougoslavie à l'URSS" à l'Institut du Monde soviétique, d'Europe centrale et orientale. Elle collabore régulièrement à l'IIRF.

Bulletin de commande

Nom - Prénom :

Numéro et rue :

Commune : Code postal : Pays :

Ci-joint la somme de pour :

* un abonnement à neuf numéros des CER (180 FF), à partir du numéro

* les numéros suivants des CER (20 FF, 25 FF ou 40FF par exemplaire; voir titres en page 2) :

Chèques libellés à l'ordre de Pierre Rousset, de préférence en francs français, tirables dans une banque située en France. Envoyer à CER/NSR, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à Crédit Lyonnais/Paris/Roquette 30002/816/47170C/44. Virements postaux à Pierre Rousset, CCP Paris 11 541 97 T. Paiements groupés : indiquer la somme pour les CER.

Plan, marché et démocratie

L'expérience des pays dits socialistes

par Catherine Samary



Présentation générale : Questions théoriques, politiques et méthodologiques

Les débats qui opposent partisans du plan et partisans du marché prennent souvent à "l'Est" un contenu "purement économique".*

Plan et marché — ou choix de société?

Les partisans du plan soulignent les méfaits bien connus des rapports marchands, leur lot de chômage et de crises cycliques, les limites des besoins enregistrés et satisfaits par le marché. Ils y opposeront, à juste titre, les vertus d'une prise en compte sociale et à long terme des besoins qui assure notamment le plein-emploi des ressources matérielles et humaines en s'émancipant des critères de rentabilité locaux et de courte vue.

Les partisans du marché s'appuieront sur l'expérience répétée de la bureaucratisation qui, à des degrés divers, de l'URSS à Cuba en passant par la Chine, le Vietnam ou les pays de l'Europe de l'Est, s'est nourrie d'une planification hypercentralisée. Ils souligneront — à juste titre aussi — les gâchis économiques de la gestion par ordres subordonnée au pouvoir politique.

Evidemment, derrière les premiers peuvent se réfugier ceux qui se sont nourris des privilèges de fonctionnaires du plan. Les seconds auront au contraire la force d'une critique radicale des mécanismes existants — contre les replâtrages qui ne changent rien à l'essentiel.

☛ Nous ne nous situerons pas sur le même terrain (plan ou marché).

Il y a de vrais difficultés et débats ouverts sur l'articulation du marché et du plan, de la centralisation et de la décentralisation. Mais, menés là où subsiste le délit d'opinion, ces débats jettent souvent le bébé avec l'eau sale de la baignoire : ils évacuent bien vite le politique au sens riche — les grands choix de société — en rejetant la politique réellement existante.

On entendra de plus en plus critiquer comme "demi-mesures" les réformes de Gorbatchev, comme on a critiqué celles de Hongrie, ou celles, pourtant plus audacieuses de

Yougoslavie : or, ce ne sont pas, en général, les limites de la démocratie derrière les choix politiques qui sont alors désignées, mais "l'interférence de choix politiques" dans les mécanismes économiques — ou encore l'absence de pleine liberté du marché... La "contrainte extérieure" du marché mondial dont le non-respect se payerait par l'endettement, soulignerait, dans cette optique, l'existence de lois objectives économiques — universelles — violées : celles du marché.

Nous irons à contre-courant de ce point de vue, tout en estimant que le système politique et la confrontation au marché mondial sont effectivement au cœur des problèmes qui se sont posés en Yougoslavie — et qui se posent aujourd'hui de l'URSS à la Chine en passant par la Hongrie... et le Nicaragua.

Une fausse alternative

Pour résumer synthétiquement notre point de vue, nous dirons qu'en se démarquant du stalinisme sans une critique radicale de son système politique, les réformateurs de la planification bureaucratique sont vite contraints de théoriser une fausse alternative : planification bureaucratique (et totalitarisme de l'Etat) ou rationalité marchande (et liberté). Dans cette logique, ils associent souvent marché, autogestion et irrespect des règlements administratifs.

Mais il existe aussi, dans ces mêmes sociétés, un rejet massif des "règles" de la compétition marchande. Ce rejet-là, pragmatique, n'est pas seulement le fait de forces conservatrices protégeant leur incompétence contre toute forme de sanction. Il est aussi le fait des travailleurs qui ne peuvent accepter au nom d'une pseudo-rationalité économique qui leur est extérieure, d'être traités comme "un facteur de production" licenciable. Les réserves, sinon l'hostilité des travailleurs et travailleuses soviétiques envers les réformes en cours attestent ce même constat.

☛ Autrement dit, il faut porter l'éclairage critique, non seulement sur l'Etat-Providence mais aussi sur le marché généralisé. Celui-ci voudrait imposer des critères faussement universels de coût et d'efficacité qui, derrière les prix mondiaux camouflent des rapports sociaux rejetés.

Ce n'est pas d'abord la contrainte extérieure du marché

* Ce cahier se compose de quatre exposés présentés par Catherine Samary à l'Institut International de Recherche et de Formation en 1987. L'introduction et les annexes ont été rédigées pour ce cahier; la conclusion est tirée de son livre, *Le Marché contre l'autogestion*, PubliSud/La Brèche, Paris, 1988.

mondial qui explique la crise yougoslave, mais l'absence de respect d'une "contrainte intérieure", essentielle d'un point de vue socialiste : la nécessité d'un choix préalable explicite de "rapports des hommes entre eux", de rapports des communautés entre elles. Autrement dit, la subordination de la production et des échanges (intérieurs et mondiaux) au politique, aux choix de société — mais cela pose le problème d'une démocratisation radicale de la société.

La "contrainte extérieure" existe et aggrave la crise intérieure. Elle est un problème-clé de tous les pays dont l'économie se trouve dans un état de productivité comparée inférieure à celle des économies dominantes — alors que celles-ci imposent leurs critères. Le choix réel n'est pas entre autarcie et insertion dans les échanges mondiaux. Il est celui des critères de l'insertion dans ces échanges : doivent-ils, peuvent-ils être d'abord "intérieurs" à une communauté donnée — et donc contrôlés démocratiquement par elle? (1)

Quelle société?

"Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation de l'une en l'autre."
Karl Marx, *Critique du Programme de Gotha*

Les indications bien connues léguées par Marx et Engels sur leur vision du socialisme n'étaient pas des "recettes pour les marmites de l'histoire". Elles se fondaient sur une critique des contradictions du système capitaliste de "marché généralisé". La supériorité du socialisme/communisme ne pouvait s'affirmer qu'en réalisant une nouvelle organisation du travail humain sur une échelle au moins aussi développée que le capitalisme dans sa phase la plus avancée. La mondialisation de la production, la division internationale du travail offrait à l'humanité un développement sans précédent de ses forces productives — mais qui se payait d'un coût social croissant.

La subordination des économies de la périphérie capitaliste aux besoins des métropoles allait reporter sur les sociétés les moins développées les contradictions les plus explosives. A cet égard, la révolution d'Octobre comme la révolution yougoslave étaient des produits nationaux d'un tout organique, structuré internationalement sur des bases hiérarchiques. (2) Elles combinaient dès lors des traits de révolutions démocratiques bourgeoises (sur les questions nationales et agraires) et prolétariennes (dans leur dynamique anti-

capitaliste), des traits du développement capitaliste le plus récent et l'héritage des sociétés pré-capitalistes. La question d'une transformation socialiste s'y est trouvée posée sans qu'il puisse être question de se passer du "dé-tour du marché".

☞ L'écart entre le contexte réel de ces révolutions et les textes de Marx et Engels ne posait pas seulement de nouveaux problèmes terminologiques (pouvait-on encore appeler la société immédiatement post-capitaliste une société socialiste?). Il recouvrait le risque de nouvelles différenciations sociales se nourrissant soit de l'appareil bureaucratique soit/et du marché. Le sous-développement culturel et socio-économique favorisait tous les mécanismes de délégation de pouvoir et la cristallisation de couches privilégiées défendant leurs propres intérêts.

Du point de vue terminologique, Marx et Engels parlaient de socialisme ou de communisme de façon souvent interchangeable, en dépit de la référence bien connue à un mode de distribution socialiste correspondant à une phase inférieure du communisme. Mais les "producteurs associés" géraient directement le produit de leur travail dès le renversement du capitalisme — de ce point de vue, le socialisme était déjà communisme.

Mais l'URSS de la NEP (Nouvelle Politique Economique; voir encadré de l'exposé 4 aux pages 44-45) était-elle d'emblée socialiste? Pouvait-elle l'être? Pour les bolcheviques, il s'agissait d'une société de transition au socialisme dont l'économie conservait d'important secteurs capitalistes et de petite production marchande. Le nom attribué à l'URSS visait à décrire l'objectif de transformation, non la réalité immédiate, comme le soulignait Lénine :

"Parmi les gens qui se sont intéressés à l'économie de la Russie, personne, semble-t-il, n'a nié le caractère transitoire de cette économie. Aucun communiste non plus, n'a nié, semble-t-il, que l'expression de République Socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste. Mais que veut dire le mot transition? Ne signifie-t-il pas, appliqué à l'économie, qu'il y a dans le régime en question des éléments, des fragments, des parcelles, à la fois de capitalisme et de socialisme? Tout le monde en conviendra".

[Lénine, "Sur l'infantilisme de gauche" (mai 1918), *Œuvres*, 3 volumes, p. 826.]

(1) Michel Beaud [1987] s'oppose à une vision simpliste de la possibilité, pour un pays qui voudrait échapper aux contraintes, de "déconnexion" par rapport au marché mondial et à la loi de la valeur. Mais il pense qu'il est possible à un tel pays de gagner des marges d'autonomie, de trouver des relais régionaux et pluri-nationaux dans certains domaines de politique économique extérieure, et par là, de "maîtriser" la navigation du bateau sur des flots mondiaux auxquels on n'échappe pas. Notre problématique touche également à cette question d'une maîtrise et d'une possibilité de choisir sa direction, y compris à contre-courant. [Le lecteur trouvera les références complètes des ouvrages cités dans le texte et les notes, en se rapportant à la bibliographie, au nom de l'auteur et à la date de publication indiquée entre crochets.]

(2) Même les marxistes ne sont pas unanimes sur la façon complexe dont opère cette hiérarchie, dont elle se combine aux réalités nationales et dont elle s'est transformée au vingtième siècle, notamment. La notion de développement inégal et combiné et les différentes théories du développement mondial inégal du capitalisme sont essentielles à la compréhension du cas yougoslave, même si nous ne partageons pas toutes les analyses du Centre et de la Périphérie — mais ceci dépasse le cadre de cette étude. Pour un aperçu du débat, voir la partie de la bibliographie sur "Les contraintes extérieures".

La conception de ce que pouvait, de ce que devait être cette économie transitoire était d'autant moins claire et achevée chez les bolcheviques qu'ils n'imaginaient pas une victoire isolée dans l'URSS arriérée. (3) L'idée d'un socialisme réalisé dans un cadre national et moins développé que le capitalisme — déjà mondial — n'était même pas envisagée. La continuité du point de vue théorique des bolcheviques avec celui de Marx demeurait sur ce plan entière : la transformation socialiste était conçue comme un processus mondial qui ne pouvait commencer sur l'arène nationale, qu'après la prise de pouvoir politique.

Autrement dit, la révolution socialiste ne s'arrêterait pas à la prise du pouvoir, ni même aux nationalisations : la fonction historique de la transition était de réaliser cette "transformation révolutionnaire du capitalisme en communisme" au cours de laquelle des régressions s'avéreraient possibles et menaçantes pour l'avenir socialiste.

La théorie de la "révolution permanente" de Trotsky a prolongé la vision de Marx à laquelle elle intègre les conditions dans lesquelles les révolutions ont surgi, au sein de formations sociales de la périphérie capitaliste. Pour l'Opposition de Gauche à Staline, il était possible de commencer à construire le socialisme dans un pays comme l'URSS, mais sans avoir l'illusion d'y parvenir seuls. Il était vital que l'URSS sortît de son arriération et de son isolement. Il ne fallait donc pas lui sacrifier d'autres révolutions en subordonnant tout à la construction (impossible) du socialisme "dans un seul pays". (4)

Impossible? ... à la fin des années trente, le socialisme était déclaré construit en URSS par Staline. Cette "réalité" devait s'imposer — littéralement — au plan intérieur et international. La révolution yougoslave sera la première faille de l'édifice parce qu'elle ne se pliera pas aux intérêts diplomatiques de la nouvelle "grande puissance".

Les communistes yougoslaves, confrontés aux

(3) David Mandel [1983] montre à quel point l'idée d'une transformation socialiste de l'économie ne s'est imposée en 1918 qu'en défense contre les sabotages et fermetures d'entreprises. Chez les ouvriers comme dans le programme bolchevique, il s'agissait d'abord d'imposer un contrôle sur une gestion qui demeurerait capitaliste. Pour l'évolution du point de vue bolchevique, voir notamment E. Mandel, "Étapes de l'économie soviétique" [1962]; Bettelheim, "1ère période : 1917-1923" [1974] et Trotsky, *Histoire de la révolution russe* [1950].

(4) Les calomnies stalinienne ont propagé de la théorie de la révolution permanente une vision caricaturale : Trotsky, alors que le peuple soviétique était épuisé, aurait prôné de faire "encore" la révolution, non seulement en URSS mais au plan international "puisque" la construction du socialisme en URSS était impossible...

La vérité est autre. La théorie de Trotsky comportait trois volets :

1. Dans les pays de la périphérie capitaliste à l'ère de l'impérialisme, l'industrialisation était subordonnée aux capitaux étrangers et les bourgeoisies nationales ne pourraient pas connaître la même croissance organique que celles de la vieille Europe ou des USA. Les révolutions y éclataient dans un contexte de développement "inégal et combiné" de formes archaïques et d'industrialisation récente. Il revenait donc au prolétariat de jouer un rôle stratégique dirigeant dans les révolutions de ces pays.

2. Le deuxième aspect soulignait qu'une dynamique de dépassement des objectifs initiaux de la révolution s'instaurerait. La révolution combinerait les tâches des révolutions bourgeoise et

anathèmes de Staline furent contraints d'expliquer ce qu'il était advenu de la "patrie du socialisme" jusque là idolâtrée :

"Étant donné, notamment, que l'URSS a été pendant longtemps le seul pays socialiste et, par surcroît, un pays assez arriéré, encerclé par des capitalistes, que la participation consciente des masses à l'édification du socialisme y a joué un rôle relativement peu important et que les forces révolutionnaires se sont montrées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur relativement faibles, on y a abouti à la création d'une couche privilégiée de bureaucrates et au centralisme bureaucratique, on y a transformé provisoirement l'Etat en une 'puissance placée au-dessus de la société.'" [Djilas 1950, p. 8]

Sauf que ce "provisoire" s'est avéré durable et susceptible de se reproduire sous d'autres formes, ailleurs. En Yougoslavie, notamment. Face à ce phénomène historique nouveau, on sait qu'il n'y a, y compris parmi les marxistes, aucun consensus autour d'une caractérisation unanimement acceptée.

Sur la base de critères hétérogènes, ce type de société se trouve donc dénommé "socialiste" (éventuellement complété d'un attribut : "bureaucratique", ou "d'Etat", voire "de marché", pour la Yougoslavie); "capitaliste" (avec des variantes contradictoires entre elles; soit encore nouvelles sociétés de classe, avec de multiples critères, économiques ou politiques — que nous ne discuterons pas ici). (5)

Nous nous rattachons à une quatrième option, qui admet, elle aussi, des variantes : ces sociétés, non prévues chez Marx, sont analysées comme hybrides, ni capitalistes, ni socialistes, mais sans qu'une nouvelle classe dominante y joue un rôle indépendant et cohérent dans les rapports de production. Cette approche est dans la continuité de celle de Lénine et Trotsky quand ils caractérisaient l'URSS de société de transition. Elle s'intègre aux réflexions plus vastes sur les périodes de transition

prolétarienne. La prise du pouvoir politique par le prolétariat ne serait que le premier maillon d'une chaîne de transformations sociales.

3. Dans la continuité des approches marxistes classiques, le troisième volet soulignait que le communisme ne pouvait se réaliser comme mode de production supérieur au capitalisme, qu'en disposant au moins des mêmes forces productives, mondialisées, que le capitalisme : la révolution socialiste commençait sur l'arène nationale mais ne pouvait s'achever qu'au plan international. De là ne découlait aucune politique "d'exportation" artificielle de la révolution. Les victoires sur ce plan dépendraient avant tout des conditions nationales. Mais la "construction du socialisme dans un seul pays" était une utopie.

Le socialisme exigeait non seulement des forces productives mondiales, mais dans chaque pays un haut niveau de développement culturel, économique. L'héritage de départ était un handicap. Les transformations sociales que rendaient possibles la prise du pouvoir politique, mettraient du temps à se réaliser. La "révolution permanente" soulignait la nécessité d'une transformation permanente des rapports sociaux, du niveau culturel et matériel de développement afin de réaliser les prémisses de rapports socialistes effectifs, sans relations d'oppression et d'exploitation. Voir aussi Trotsky, "Le socialisme dans un seul pays" [1963].

(5) Voir un aperçu des points de vue sur cette question dans la partie de la bibliographie sur le débat sur la nature de classe de l'URSS et des sociétés apparentées et sur la démocratie socialiste.

entre "modes de production" stabilisés que l'on trouve chez E. Mandel [1974 et 1977] ou, différemment, chez Bettelheim [1968 et 1970].

La notion de transition au socialisme est également développée par des auteurs yougoslaves [Horvat 1969]. La terminologie officielle a fluctué en Yougoslavie. Mais le terme "socialiste" est généralement entendu pour désigner l'objectif du développement et non une société sans classe et sans conflits sociaux (à la différence de l'imagerie d'Epinal présentée par Staline) [Kardelj 1976, pp. 48-52].

Les débats sur les sociétés dites socialistes nous paraissent d'autant plus fructueux qu'on les relie à une réflexion d'ensemble sur la transition entre le capitalisme et le communisme.

La notion de "société de transition entre le capitalisme et le socialisme" pose toutefois quelques problèmes.

"Dans une société de transition, dit Mandel, il y a une combinaison hybride entre des éléments du passé et de l'avenir. Mais cette combinaison donne naissance (...) à quelque chose de spécifique, à des rapports de production spécifiques de cette étape de transition." [1977, p. 8]

Autrement dit, l'aspect "hybride" ne signifie pas un "secteur socialiste" et d'autres qui ne le seraient pas encore (comme cela était quelque peu présenté dans la terminologie de Lénine ou de Prébrajensky).

"Une des distinctions essentielles entre les périodes de transition et les grandes 'étapes progressives' de l'histoire, comme dit Marx dans Préface de la Contribution à la Critique de l'Economie Politique, c'est que les périodes de transition n'ont pas de mode de production qui leur soit spécifique (6) alors que les grandes étapes progressives de l'humanité sont, par définition, caractérisées par des modes de production spécifiques". [Idem, p. 9]

Mais appliquée aux pays dits socialistes, cette approche se heurte à une objection : au plan théorique, la transition au communisme, même si on y inclut une période pré-socialiste, implique l'idée qu'il n'y a pas de véritable stabilisation à une étape donnée. Des éléments de l'avenir sont déjà dans le présent, comme le socialisme était déjà un communisme. Leur dénaturation bureaucratique pose évidemment problème. Le sens de l'évolution n'est pas assuré. Il peut aussi y avoir régression vers le capitalisme ou blocage dans la transformation des rapports sociaux, par la bureaucratisation. De ce point de vue, nous préférons parler de sociétés post-capitalistes — pour autant, évidemment, que le capitalisme n'y a pas été restauré; on y reviendra : il s'agit d'une terminologie plus neutre qui n'empêche pas de rattacher l'analyse de ces sociétés aux contradictions générales de l'émergence du socialisme.

Nous partageons le point de vue développé par de nombreux auteurs, selon lequel la suppression de la propriété privée des moyens de production ne donne pas

(6) E. Mandel utilise ici le concept de "mode de production" dans un sens analytique, pour désigner un système structuré et cohérent, doté de lois de reproduction stabilisées. Une société de transition, selon cette approche, a donc, comme toute société, des "rapports de production", mais non pas un "mode de production"

d'emblée le contenu de "propriété sociale" à ces moyens. L'expérience yougoslave élargit la réflexion sur l'évolution du contenu réel (pas seulement juridique) de la propriété selon les conditions d'appropriation du surplus. (7)

Au plan socio-économique, on peut donc analyser selon le contexte, des formes de "socialisation" de la propriété juridique privée, ou à l'inverse de "privatisation" de la "propriété juridique sociale"...

Dans le cadre d'une société globalement appréhendée comme "post-capitaliste", il faut pouvoir analyser ou repérer le sens des évolutions, et les éventuels sauts qualitatifs — vers le socialisme, comme vers le capitalisme. Cela soulève de nombreuses difficultés. Les problèmes théoriques rencontrés ne sont d'ailleurs pas les mêmes dans les deux cas.

Comment cerner les avancées socialistes?

Notre rejet de l'identification "stalinisme = socialisme" (éventuellement "sous-développé"?), ne résout pas tout, loin de là. Toute tentative de définir le socialisme risque d'être piégée par le fait de retenir des critères normatifs privilégiés de façon subjective (nationalisations? Quel pourcentage? Plan — sous quelle forme? Démocratie — à partir de quel seuil?).

☛ Nous préférons avoir du socialisme la même approche que de la propriété sociale — car il s'agit de facettes d'un même problème : celui de la transformation de rapports sociaux dans le sens d'un dépérissement des rapports d'oppression et d'exploitation et d'une réappropriation par chacun — et donc à cette condition, par toutes et tous — du travail comme activité créatrice.

Nous étendons donc l'approche adoptée par W. Brus [1975] : celui-ci analyse le processus de transformation de la propriété étatique en "propriété sociale" au sens strict — qui suppose un contrôle effectif de la société, pas seulement de l'Etat comme institution séparée des citoyens et citoyennes, ni seulement d'ailleurs le contrôle d'un groupe particulier de travailleurs et travailleuses. Mais Brus ne conteste pas le contenu "socialiste" des sociétés ainsi dénommées. Pour nous, il ne peut y avoir socialisme sans propriété sociale — ni avancée vers le socialisme sans avancée dans la transformation des rapports de propriété. C'est de façon cohérente avec cette approche que nous traiterons l'autogestion socialiste.

L'autogestion socialiste

La notion d'autogestion peut recouvrir l'objectif de classes ou castes régnantes de maintenir leur pouvoir sous de nouvelles formes. Il ne s'agit alors au mieux que d'obtenir des travailleurs qu'ils participent plus activement à leur propre exploitation par une auto-

cohérent.
(7) Outre Bettelheim [1968 et 1970], Kardelj [1976] et Horvat [1969], voir notamment : Brus [1975], Kowalewski [1985], Maksimovic, [1976], Djurdjevac [1978], et Markovic [1973].

gestion atomisée, quand il s'avère que le "travail en miettes" empêche de nouveaux gains de productivité. Ou bien encore, l'autogestion peut devenir le maître-mot de couches particulières aspirant à plus de responsabilité; il s'agit là à nouveau d'obtenir une forme nouvelle de délégation de pouvoir —ce qui peut signifier un **déplacement** dans l'équilibre des forces au sein de couches privilégiées et l'apparition de failles en "haut" exploitables "en bas". Mais globalement, surgiront de nouvelles stratifications et non pas le dépérissement du travail salarié, aliéné, —au bénéfice de chacun/e et de toutes et tous.

Si l'on entend par transformation socialiste un processus permettant, comme le disait Marx "qu'une masse d'instruments de production soit subordonnée à chaque individu et que la propriété soit subordonnée à l'ensemble" (8), il se peut que la transformation vers le socialisme soit bloquée : cela peut être le fait de nouvelles stratifications sociales. L'aspect juridique n'est pas l'essentiel. Mais cela ne signifie pas qu'il ne joue aucun rôle. Les "droits de propriété" sont des rapports des hommes entre eux et non des rapports des hommes aux choses. (9) Nous verrons que les droits reconnus peuvent être à la fois tournés et contraignants. Ils modifient certainement les comportements et les consciences. Et, nous verrons aussi ces mêmes droits contestés dans le cadre d'un processus de restauration capitaliste.

La question de la restauration capitaliste

Les formes d'existence du capitalisme peuvent être multiples —et les formations sociales dites capitalistes sont le produit d'un développement inégal et combiné de formes sociales différentes. [Cf. aussi Beaud 1987].

☞ Ce qui pose la question du saut qualitatif : la restauration capitaliste est achevée si la domination capitaliste est assurée, à la fois légitimée et protégée par le pouvoir d'Etat et ses institutions. L'exploitation capitaliste implique un contenu social particulier de la logique d'accumulation —sa subordination à la recherche du profit, dans le cadre de rapports de classe spécifiques.

Nous refusons la logique du tiers-exclu : le fait que le contrôle social échappe aux travailleurs n'implique pas automatiquement que l'appropriation de ce surplus soit "capitaliste" —à moins de donner à ce terme un contenu banalisé et a-historique qui conviendrait à toute forme de société de classe et d'exploitation. Un test essentiel permet d'en juger : la capacité du système à élever la productivité du travail en traitant le travail (la force de travail, en réalité) comme "un facteur de production, une chose", un coût mis sur le même plan que les autres coûts et facteurs; ou si l'on préfère, le mécanisme social qui pousse à l'introduction de machines contre les travailleuses et les travailleurs, en utilisant l'arme du

chômage, "l'armée de réserve industrielle". Le parachèvement d'un tel processus est sa légalisation sous la protection de l'Etat.

Ceci étant, bien en deça d'une restauration capitaliste achevée, le rôle de l'argent peut se transformer —et derrière lui, les relations sociales de crédit et les formes d'appropriation du surplus, tendant à faire fonctionner cet argent comme "capital".

Il ne faut pas confondre tendance et forme achevée. Le capitalisme a pris naissance au sein de sociétés qu'il ne dominait pas encore. L'idée que la suppression de la propriété privée supprimerait tout danger de formes d'exploitation capitalistes et de nouvelles stratifications sociales antagoniques était défendue par Boukharine —comme elle a été défendue en Yougoslavie. Nous ne la partageons pas.

☞ Mais cela ne donne aucune réponse simple sur la place nécessaire d'une certain marché et d'une certaine propriété privée —ni d'ailleurs sur l'opportunité d'investissements capitalistes— dans une société post-capitaliste. Autrement dit, le fait d'estimer que l'extension du marché et de la propriété privée est conflictuelle avec les objectifs socialistes ne signifie pas automatiquement qu'il n'est pas nécessaire d'y recourir... Mais c'est alors la question d'un contrôle conscient du processus engagé qui se trouve posée.

Nous sommes convaincus de l'inefficacité des replâtrages de la planification bureaucratique et de la nécessité d'une critique radicale de la pratique et des pseudo-théorisations stalinienne. Mais il faut aussi analyser les impasses —et la crise présente— auxquelles ont mené les réformes marchandes en Yougoslavie. Nous essayerons de montrer en quoi ce sont des impasses inévitables pour tout système qui voudrait faire du marché le lien essentiel, de base, entre des entreprises autogérées par les travailleurs.

☞ Le premier acte de transparence et de démocratie effective dans l'introduction de réformes, serait de tirer devant tous —et avec tous les intéressés— le bilan des réformes similaires déjà expérimenté ailleurs.

Ceci ne fait apparemment pas partie de la Glasnost (transparence, publicité). Autrement dit, ce n'est pas l'extension marchande qui doit être radicale, mais la démocratisation. Dans tous les autres domaines, les erreurs sont possibles et redressables.

[Voir la suite du texte page 9.]

(8) Karl Marx, *L'idéologie allemande*, La Pleiade, Paris, p. 1121.

(9) Ce n'est pas seulement Marx qui l'a dit. Paradoxalement l'École libérale des Droits de Propriété adopte une telle problématique —tout en ayant une approche apologétique des droits de propriété privée capitaliste. (Cf. Henri Lepage, un des principaux porte-parole français de cette école dans *L'utopie capitaliste et Capitalisme et autogestion* [1978].)

Des distinctions nécessaires

Il ne faut pas confondre le marché comme régulateur d'ensemble (ou encore la "loi de la valeur") orientant les investissements et l'existence de catégories, voire de mécanismes marchands partiels. Cette distinction souvent reprise par Ernest Mandel, notamment dans les débats avec Charles Bettelheim, est également admise comme fondamentale par Włodzimierz Brus,

■ "Avant tout il importe à mon avis, de rejeter résolument et une fois pour toutes l'idée que le fait même que se manifestent des catégories marchandes et monétaires témoigne de l'action de la loi de la valeur." (...)

"Nous sommes ici nettement en présence d'une confusion des concepts, dûe sans aucun doute à une analogie non justifiée avec la situation classique de la concurrence où, effectivement, la manifestation même des catégories marchandes et monétaires est identique à l'action de la loi de la valeur, étant donné que fonctionne librement le mécanisme qui ramène les relations de prix des marchandises aux relations de valeur (ou de prix de production).

Par contre, lorsque le contrôle des ressources économiques atteint un degré de concentration tel que celui qui le dirige exerce une influence effective sur toute la structure des grandeurs économiques (par opposition à des conditions proches de ce que l'on appelle la concurrence parfaite, dans lesquelles les diverses unités disposant des facteurs de la production doivent considérer la structure comme donnée et s'y adapter), la manifestation des catégories marchandes et monétaires cesse d'être en elle-même identique à l'action de la loi de la valeur." (...)

"Lorsque l'Etat modèle, au moyen du plan, les proportions de la production sociale et des prix, le fait que se manifestent des catégories marchandes et monétaires ne peut plus être défini comme une 'utilisation de la loi de la valeur', en particulier si les relations de prix s'écartent des relations de valeur non en tant que phénomène accidentel et momentané, mais en tant qu'effet d'une politique consciente. En tout cas, l'idée que n'importe quelle structure des prix témoigne d'une soumission à l'action de la loi de la valeur prive cette loi de toute valeur objective, étant donné qu'elle ne donne aucune base, aucun cadre à la politique gouvernementale des prix."

[Włodzimierz Brus, *Problèmes du fonctionnement de l'économie socialiste*, Maspero, Paris, 1968, p. 123-124]

■ Cette interprétation qui est aussi la nôtre est manifestement différente de celle des économistes soviétiques, rapportée par Marie Lavigne et Henri Denis :

"Ainsi nous devons admettre que dans une économie socialiste de type soviétique le prix global de la production nationale exprime nécessairement la somme des valeurs d'échange des produits puisqu'il représente exactement leur coût total en travail; nous admettons en second lieu que toute somme reçue en échange d'un produit particulier représente une certaine quantité de travail, encore que cette quantité ne corresponde pas toujours exactement à celle qui a été dépensée pour la fabrication du produit. Ces deux principes constituent, nous semble-t-il, ce que les économistes soviétiques désignent lorsqu'ils parlent de la 'loi de la valeur'. Sur la définition de cette loi il n'y a pas entre eux de divergences." (Nous soulignons—CS) [H. Denis et M. Lavigne, *Le problème des prix en Union soviétique*, Paris, Cujas, 1965, cité dans M. Lavigne et A. Tirapolsky, *L'URSS, une économie socialiste*, Paris, Hatier, 1979.]

Loi de la valeur, prix, salaire, profit

Il est vrai que la théorie marxiste voit dans le travail humain la substance de la valeur, derrière les prix. Tant qu'on se situe dans une économie de pénurie relative, l'économie du travail humain est un objectif essentiel. Mais ce que Marx a appelé la loi de la valeur recouvre, contrairement à l'interprétation rappelée par Lavigne-Denis ci-dessus, un ensemble cohérent de mécanismes de formation des prix dans un contexte historique donné —celui du marché généralisé (éventuellement de la petite production marchande).

La distinction n'est pas mince. Elle signifie qu'il peut y avoir "prix", "salaires", "profits" sans qu'ils aient un mode de formation propre à un marché généralisé (capitaliste). Mais il est évidemment toujours vrai que derrière les prix, il y a dépenses en travail.

Il peut y avoir "prix" sans liberté d'achat et de vente —les biens produits étant impérativement livrés là où le plan l'a prévu avec un simple enregistrement comptable de la circulation des produits d'une unité à l'autre. L'obligation de recevoir un produit d'un fournisseur donné attribué par le plan, fait partie des rigidités souvent dénoncées, de la planification soviétique. Ces prix-là ne recouvrent pas un mécanisme marchand de formation de la valeur.

De même il peut y avoir "salaire" bien que la part globale des salaires dans le Produit National soit planifiée et que la formation des salaires obéisse à des critères socio-politiques non marchands —notamment, sans qu'il soit possible de licencier la force de travail.

Le "profit" peut être un indicateur (biaisé) de la réalisation du plan ou de son dépassement. Il faut alors le distinguer du rapport social analysé dans le *Capital*, ou encore d'un critère dominant orientant les choix d'investissements privés : si les planificateurs déterminent (bien ou mal) les objectifs de production, de tels profits n'impliquent aucun automatisme de la répartition ou des choix de production. De même les gaspillages et pertes de la planification soviétique n'impliquent pas nécessairement la fermeture des entreprises correspondantes, ni même la baisse des revenus qui y sont distribués...

Un des objectifs des réformes est précisément de changer tout cela. Les réformateurs les plus audacieux veulent justement faire jouer un vrai régulateur marchand, avec de "vrais" prix. Selon eux, le profit doit devenir un critère fondamental et non plus seulement un indice pour les choix d'investissements. Cela impliquerait des mécanismes de formation des prix et des décisions d'investissement rigoureusement différents (reste à débattre si tout cela n'implique pas aussi de vrais capitalistes...).

☞ Autrement dit, les réformes et les débats en cours en URSS sont la preuve du pudding : le marché (ou la loi de la valeur) ne fonctionne effectivement pas comme régulateur d'ensemble, même s'il y a des "catégories marchandes" (prix, etc) dans la planification centralisée.

La conséquence est que les formes que prend la crise de cette planification sont différentes de la crise capitaliste.

Une des difficultés du débat sur la place du marché est que "le mot" recouvre des interprétations, des situations différentes. Un de nos objectifs est d'expliciter ce qui fait débat à ce propos. (Voir ci-contre, page 8 "Des distinctions nécessaires".)

Aller derrière les mots

Derrière le mot marché utilisé dans le langage courant (y compris par des économistes!) il peut y avoir des réalités et des dynamiques sociales très différentes (c'est vrai aussi du "mot" planification!). Dans la transition post-capitaliste, il y a nécessairement une certaine dose (laquelle? c'est la difficulté de la question) de mécanismes marchands. Le débat doit se clarifier en explicitant quels sont les domaines, les choix qui sont laissés au marché et jusqu'à quel point.

Dans le débat Nove/Mandel l'opposition marché/plan prend la forme d'une opposition régulation *ex post*/lex *ante* selon Mandel —point contesté par Nove qui fait remarquer que les commandes ou études de marché peuvent réduire les incertitudes du marché et ses formes d'ajustement *ex post*, sans supprimer ce qui fait "marché" à ses yeux : l'acte d'achat/vente.

Le débat Nove/Mandel

Mandel

"(...) Evidemment, le travail directement affecté peut s'accompagner d'une comptabilisation monétaire —comme c'est le cas dans les économies planifiées bureaucratiques de l'URSS, de la Chine et de l'Europe de l'Est. Mais cela ne le rend pas identique à l'affectation par le marché. Lorsque General Motors fait fabriquer les pièces détachées de ses camions par l'usine X, les carrosseries par l'usine Y, et l'assemblage par l'usine Z, le fait que des feuilles informatiques portant des calculations monétaires des plus minutieuses de coût accompagnent le transfert des pièces détachées, ne signifie en aucune façon que l'usine X 'vend' des pièces détachées à l'usine Z. Les ventes impliquent un changement de propriété, et par là une fragmentation réelle de la prise des décisions qui reflète l'autonomie réelle des intérêts des possédants et financiers. Ce n'est pas le marché mais la cible planifiée de production de camions qui détermine le nombre de carrosseries qui seront fabriquées. L'usine de carrosserie ne peut pas 'faire faillite' parce qu'elle a livré 'trop' d'unités à l'usine d'assemblage."

"(...) Nous avons utilisé le terme de 'planification'. Or ce concept exige une définition plus précise. La planification n'est pas l'équivalent de l'affectation 'parfaite' des ressources, ni même d'une affectation plus 'humanitaire'. Elle signifie simplement affectation 'directe', *ex ante* (par avant). En tant que telle, elle se situe à l'opposé de l'affectation par le marché, qui se fait *ex post* (par après). Ce sont là deux méthodes fondamentales d'affectation des ressources, et ces méthodes fondamentales différentes —même si à l'occasion elles peuvent se combiner dans des formes transitoires précaires hybrides, qui ne

pourront pas se reproduire automatiquement. Leur essence procède de logiques internes différentes. Elles engendrent des lois de développement différentes. Elles diffusent des motivations divergentes parmi les producteurs et les organisateurs de la production, et trouvent leur expression dans des valeurs sociales contradictoires".

"Les deux systèmes différents d'affectation des ressources sont structurellement reliés —et s'identifient même largement— aux deux moyens contrastés d'adapter la production aux besoins. En effet, toute société humaine est en dernière analyse orientée vers la consommation —puisque sans consommation par les producteurs (c'est-à-dire sans la reproduction de leur force de travail), il n'y aurait ni production, ni travail, ni survie humaine du tout. Or, il n'existe que deux moyens fondamentaux d'adopter la production actuelle aux besoins. Ou bien on considère que ces besoins sont donnés au départ, tels qu'ils sont évalués *ex ante* par l'organe social qui se trouve être dominant, et la production est organisée pour les satisfaire. Ou bien ils sont considérés comme inconnus ou du moins incertains, et le marché est supposé les révéler *ex post* par le biais des dépenses de la 'demande effective'".

[Ernest Mandel, "In Defence of Socialist Planning", *New Left Review* 159, September-October 1986. En français : Ernest Mandel, "Démocratie socialiste contre 'socialisme de marché'", *Quatrième Internationale*, n°25, Septembre 1981].

Nove

"Là où Mandel se trompe, c'est lorsqu'il place la ligne de démarcation entre plan et marché *ex ante* et *ex post*. Evidemment, de nombreux articles sont fabriqués sur commande préalable! Mais la frontière entre plan et marché ne passe sûrement pas entre les tailleurs faits sur mesure et les prêts-à-porter".

"Assurément, le marché, la production de marchandises, existe quand les biens sont produits pour la vente, pour l'échange, et pas pour l'usage, et cela reste vrai quel que soit le degré d'intégration verticale du processus de production de tel ou tel bien".

[Alec Nove, "Mandel sur la planification — marchés et socialisme" ("Mandel on Planning — Markets and Socialism"), *New Left Review* 161, janvier-février 1987.] Voir aussi : Alec Nove, *The Economics of Feasible Socialism*, Londres, 1983.

En derrière derrière "l'achat" ou "la vente", il peut y avoir des mécanismes différents. Globalement, Mandel souligne précisément la tendance à ce que des formes de planification pénétrant et tempèrent de plus en plus la spontanéité du marché —cela fut même une des caractéristiques de la longue croissance du capitalisme après la seconde guerre mondiale. Mais c'est précisément la dynamique d'ensemble qu'il faut juger, à la lumière de la crise —des deux types de crise des systèmes existants— c'est là que l'on peut voir jusqu'à quel point une régulation *ex post*, marchande, par les faillites et le chômage continue à dominer.

Trois modèles

Pour exprimer cette nécessaire clarification terminologique, nous distinguerons, avec Brus, trois grands "modèles" qui recouvrent des différences significatives dans le rôle des mécanismes marchands. Ils correspondent à trois types différents de systèmes économiques ayant existé ou étant proposés dans les pays dits socialistes :

a) La planification bureaucratiquement centralisée (exposé 1)

Il s'agit des systèmes où la monnaie joue un rôle passif. Les prix y sont formés par les planificateurs (NB : on peut théoriquement discuter des modalités et critères de formation **non arbitraires** de tels prix —il y a de nombreux débats de spécialistes en la matière, qu'on laisse de côté. La pratique, l'absence de transparence effective des dépenses de travail effectuées dans l'économie soviétique, font que les prix y ont souvent acquis une large part arbitraire. Mais la notion de prix passif ne signifie pas "arbitraire", sauf dans la tête des économistes pour qui les seuls prix possibles sont les "vrais" prix marchands).

Ce premier type de modèle correspond à la planification en vigueur en URSS sous Brejnev. Il a connu des variantes et spécificités historiques du Vietnam à Cuba en passant par les pays de l'Est, mais il a été (voire est resté) le modèle de référence appliqué par tous les pays dits socialistes jusqu'à ce qu'ils tentent des réformes (en général à partir des années soixante) avec d'éventuels retours en arrière (comme en Tchécoslovaquie après l'intervention soviétique en 1968). C'est le modèle que le régime polonais tente de réformer depuis les années soixante-dix. (Les changements de prix ont été les causes de plusieurs émeutes avant même l'expérience de Solidarnosc). Malgré son ouverture vers l'extérieur, la Roumanie est également restée totalement centralisée.

Ce modèle est compatible avec l'existence de circuits économiques spécifiques où la monnaie joue un rôle plus "actif" (c'est-à-dire où les prix influencent les décisions économiques des "agents" concernés) : ainsi il existe une utilisation partielle de mécanismes marchands pour la répartition de la force de travail (puisque celle-ci est libre de choisir son poste en fonction du caractère plus ou moins attractif du salaire —entre autres). De même, dans le secteur des biens de consommation, il y a possibilité d'achat avec le salaire (dans les limites que l'on sait pour l'approvisionnement). Mais cela ne signifie pas pour autant que l'offre et la demande jouent librement pour déterminer les choix de production (cela ne dit pas non plus quel secteur, privé ou d'Etat, doit produire ce qui manque). Encore une fois, c'est justement ce que certains réformateurs reprochent au système en vigueur : le rôle insuffisamment "actif" de la monnaie (du marché derrière elle).

Ce modèle est également compatible avec des réformes non-marchandes visant à l'améliorer (comme en RDA) : modifications des indices retenus, différentes articulations entre le centre et les entreprises, contrats entre

entreprises validés par le plan, etc. Evidemment le système politique lui-même peut considérablement modifier le mode d'application d'un tel modèle.

b) L'utilisation des mécanismes marchands par le plan (exposé 2)

Ce deuxième type de modèle permet à la monnaie, aux prix, de jouer un rôle plus actif —sans pour autant que la "loi de la valeur" fonctionne comme régulateur. Nous verrons dans l'exposé 2. sur les réformes marchandes qu'il s'agit d'une utilisation des mécanismes marchands par le plan— mais non pas d'une domination du marché. Autre chose seront les pressions pour que le marché domine... Ce modèle peut s'appliquer sans autogestion ouvrière, comme en Hongrie dans les années soixante, ou avec autogestion ouvrière, comme en Yougoslavie de 1952 à 1964, avant le "socialisme de marché". C'est la logique des réformes défendues dans les années soixante par Liberman et Trapeznikov en URSS, appliquées en 1965-1968 sous Kossyguine, et préconisées par Ota Sik en Tchécoslovaquie et Wlodzimierz Brus en Pologne.

C'est pour l'instant à ce type de modèle que les réformes prévues en URSS se rattachent. Disons seulement ici que ce modèle combine une planification centralisée (en pratique bureaucratique, mais elle pourrait ne pas l'être...) pour les choix stratégiques de développement et davantage d'initiative décentralisée, sur la base de relations marchandes (au sens "achats/ventes"), pour les autres choix. Les décisions des entreprises (il faudra voir qui dans les entreprises autogérées ou non) sont cette fois-ci influencées par le système de prix, car il y a calcul économique de coût et de profit. Mais cela ne signifie pas que les prix sur la base desquels ces calculs sont faits sont des prix marchands, libres, reflétant la loi de la valeur. Pas plus que les grands choix d'investissements n'obéissent à cette loi.

c) Le "socialisme de marché" (exposé 3)

Ce troisième modèle voudrait théoriquement restituer dans sa cohérence le jeu —les automatismes, les critères— de la loi de la valeur. Nous verrons dans l'exposé 3 que seule une des réformes yougoslaves (entre 1965 et 1971) avait explicitement tenté d'appliquer cette logique. Elle est défendue par divers "experts" des Pays de l'Est, et notamment préconisée aujourd'hui à nouveau en Yougoslavie et en Hongrie (ou par la TKK de Solidarnosc en Pologne). C'est aussi la logique de certains économistes soviétiques (cf. Shmiliov). Encore faut-il dans chaque cas distinguer la décision de réforme et son application pratique

*A paraître au printemps 1988,
chez PubliSud/La Brèche*

*Le marché contre l'autogestion
l'expérience yougoslave*

par Catherine Samary

En conclusion : économie et politique

Nos exposés recourent à une typologie des sociétés post-capitalistes basée sur les fonctions différentes du plan et des mécanismes marchands. C'est utile pour comprendre des contradictions socio-économiques communes à toutes les sociétés post-capitalistes. Mais ce n'est pas suffisant pour interpréter les rapports des gouvernants aux gouvernés de chacun des pays et pour comprendre les obstacles différents rencontrés par les réformes. Nous ne pouvons qu'évoquer de façon nécessairement elliptique dans le cours des exposés la façon dont le politique influe sur les possibilités de réforme. Il faut mesurer toute son importance et ne pas en avoir une vision réductrice.

- D'une part, on n'a nulle part expérimenté les réformes proposées en les accompagnant d'une démocratisation politique effective à tous les niveaux. La possibilité de maîtriser les effets socio-économiques des réformes s'en est trouvée considérablement affaiblie.

- D'autre part, même s'il existe dans tous les pays dits socialistes des systèmes de parti unique, les rapports des dirigeants à la population ne sont pas partout les mêmes (ce qui pèse évidemment sur les blocages rencontrés ou sur les audaces des réformateurs des uns et des autres). On pourrait penser que globalement il faut distinguer les régimes issus de révolutions populaires (Cuba, Yougoslavie, Vietnam, Chine de Mao) et ceux où les dirigeants en place sont déjà nommés par une *nomenklatura* cristallisée. Mais la bureaucratisation et la déstalinisation ont pris des contours différents selon les pays —et chaque bureaucratie nationale, même la plus fidèle à Moscou, tente tôt ou tard de se trouver des racines, des légitimations propres. Kadar (Hongrie) n'est pas Ceaucescu (Roumanie)... Les problèmes de la bureaucratisation et des formes de gouvernement bureaucratique (par parti unique) ne se résument pas au stalinisme —l'expérience en cours en URSS souligne l'existence de politiques et de modalités de règne différentes de la bureaucratie (Staline ≠ Khrouchtchev ≠ Brejnev ≠ Gorbatchev ≠ Ligatchev...)

Le but des exposés présentés ici est donc limité : il s'agit d'aider à clarifier quelques grands enjeux et contradictions des systèmes de plan et marché en vigueur dans les pays dits socialistes —non pas de remplacer l'étude nécessaire de chaque expérience dans toute sa spécificité historique et politique.

Les réformes de la planification bureaucratique se sont conclues jusqu'alors par des échecs. Il y a beaucoup à en apprendre. Il est dramatique qu'"à l'Est" les tournants imposent chacun des nouvelles vérités d'Etat, valorisant éventuellement ce qui la veille était mis au rang de "déviation anti-socialiste". Le besoin d'une réflexion critique sur ces expériences est pourtant essentiel à tous les pays qui voudraient échapper à une logique capitaliste de développement —alors qu'ils restent soumis à un environnement capitaliste mondial. Comment ramer à contre-courant vers un but socialiste sans vivre en autarcie? Peut-on reprendre au système capitaliste certains de ses mécanismes (la logique du profit comme stimulant et critère des choix de développement) sans re-

produire l'ensemble de ses tares? Peut-on instaurer le marché et ses lois et leur imprimer un contenu socialiste? Ces questions étaient déjà les enjeux des débats des années vingt en URSS sous la NEP —le stalinisme et sa brutale interruption de la NEP forcent à renouer avec ces débats en les actualisant à la lumière de l'expérience. C'est pourquoi nous les évoquerons dans l'exposé 4.

Alec Nove [1983] part en guerre contre l'inadéquation des concepts marxistes pour comprendre le "socialisme réellement existant". Nove tempête également contre les visions naïves (se réclamant de Marx) sur un socialisme sans conflit et sans complexité de choix. Mais si Nove évite certainement le dogmatisme, il tombe vite dans une description, souvent passionnante, mais sans réels critères de jugement critique —sauf, à court terme, le fait que telle ou telle réforme "marche" plus ou moins bien. Comme il tient à rester dans le domaine du "réalisable" (qui nous importe aussi) mais sans vision de "l'utopie", sa critique s'émousse. Le marché est-il neutre socialement (est-il un "mécanisme" compatible avec n'importe quelles relations sociales?)

Nous n'avons qu'un seul postulat : l'idée que le projet communiste n'a de sens que s'il est émancipateur pour "chacun et chacune et donc pour tous et toutes".

☞ Ce qui permet de garder un fil conducteur —et un esprit critique— dans le jugement, ce qui permet d'avoir des critères à la fois objectifs et non dogmatiques, c'est de garder en tête le but fixé, si l'on admet qu'il vaut la peine d'être poursuivi : le dépérissement effectif des classes, des privilèges, des rapports d'exploitation et d'oppression. (Notons que cela ne signifie à nos yeux ni une société uniforme ou sans conflits, ni même simple à gérer). L'hypothèse théorique qu'un tel objectif émancipateur demeure d'actualité ne peut s'appuyer que sur l'analyse des contradictions à la fois des systèmes capitalistes et post-capitalistes.

Autrement dit, nous n'adoptons pas la problématique dogmatique du type : "Marx a dit" qu'il ne pouvait y avoir de socialisme avec le marché, "donc" nous sommes contre les réformes marchandes qui éloignent (par "définition") du socialisme. Mais nous n'acceptons pas davantage le terrorisme intellectuel à rebours qui consiste à valoriser *a priori* (comme "non-dogmatique") l'approche apologétique, a-critique des réformes marchandes. Nous ne gardons de Marx "que" (si l'on ose dire) la méthode qui consiste à fonder un projet émancipateur à partir de l'analyse critique des rapports sociaux et contradictoires d'une société donnée —qu'elle soit ou non prévue par Marx, qu'elle s'intitule capitaliste ou socialiste, qu'elle soit "d'Etat" ou "de marché".

C'est le fil conducteur que nous aurons pour l'ensemble des exposés.

Les rapports sociaux dans la planification bureaucratique centralisée

Les principaux problèmes de la planification bureaucratique sont connus. Ils sont désormais officiellement décrits par les dirigeants soviétiques eux-mêmes. C'est ce que fait Mikhaïl Gorbatchev, dans son livre *La perestroïka*, [1987] et son conseiller, Abel Aganbegian, dans *Perestroïka, le double défi soviétique* [1987]. On évoquera principalement dans cet exposé le cas de l'URSS. Mais ses problèmes structurels se retrouvent ailleurs — partout où le même modèle de planification a servi de référence.

Les problèmes structurels

a) La tendance à un ralentissement de long terme des taux de croissance du revenu national, et de la productivité —avec un accroissement corrélé des coûts (voir le tableau ci-contre). Ces mouvements de long terme sont compatibles, comme le montrent les tableaux avec des redressements précaires liés à des tentatives de réformes vite avortées (ce fut le cas à la fin des années cinquante puis à nouveau entre 1965 et 1970).

Les résultats de production brute ne rendent pas compte des malfaçons et nombreux gaspillages. On sait aussi quels sont les problèmes de qualité et d'assortiment insuffisants des biens —et des services.

Il y a eu toutefois croissance continue du niveau de vie jusqu'au milieu des années soixante-dix (avec augmentation rapide de la pénétration dans les foyers soviétiques de biens de consommation durable (cf. tableau) et importations alimentaires comblant les défauts de l'agriculture soviétique). Le laxisme envers les activités "parallèles" (travail au noir) a pu atténuer les carences de la planification dans certains domaines (réparations, services). Mais les contre-parties négatives du mode de croissance se sont aiguës dans le temps : gaspillages croissants, renforcement de l'inefficacité du travail "légal", coût moral... La croissance industrielle et l'élévation continue des revenus stimulent elles-mêmes de nouvelles exigences pour les générations qui n'ont pas connu les difficultés et sacrifices des générations antérieures. Les comparaisons internationales renforcent de telles exigences.

b) Globalement, l'économie soviétique ne parvient pas à rompre avec les caractéristiques d'une croissance "extensive" (multiplication du nombre des mines exploitées, des chantiers et usines ouverts, des terrains à cultiver, des équipements et travailleurs employés). Chaque tentative de réforme, depuis les années soixante, s'est fixé — en vain — pour objectif, le passage à une croissance plus "intensive" (par amélioration du rendement des productions existantes). La réduction des gaspillages et pénuries, l'amélioration de la qualité et de la diversité des produits offerts est une nécessité réaffirmée chaque fois avec force slo-

gans. Tels étaient aussi les objectifs de départ des réformes introduites en Tchécoslovaquie qui ont débouché sur le Printemps de Prague. Les réformes hongroise, yougoslave ou chinoise posaient les mêmes problèmes.

Les années quatre-vingt ont vu ces exigences s'accroître en URSS : le plein-emploi et le creux de la croissance démographique lié aux années de la guerre ont rendu impossible la poursuite d'une croissance par augmentation de la force de travail embauchée; parallèlement, les ressources naturelles tendaient, elles aussi, à s'épuiser, pour des causes à la fois économiques (gaspillages, procédés d'extraction) et physiques (nécessité de forages dans de nouvelles régions plus éloignées, posant à son tour des problèmes de coûts croissants de court terme). En outre, la multiplication des nouveaux chantiers s'accompagnait du vieillissement des équipements existants atteignant des seuils critiques.

c) Les pénuries ou goulots d'étranglement sont une des caractéristiques du mode de planification rigide en URSS. Leurs effets avaient été atténués dans les années soixante-dix, par la politique d'importations de Brejnev. Ce pseudo-substitut aux réformes devait se heurter bien vite à une série de problèmes : difficultés d'exportations (dues à la fois à des problèmes de compétitivité et à la crise mondiale); vetos politiques américains sur l'importation de biens technologiques considérés comme stratégiques et aléas des embargos sur les céréales; plus fondamentalement limités mêmes d'une incorporation des technologies occidentales dans une économie conservatrice et problèmes de l'endettement.

L'expérience des autres pays de l'Est (notamment l'efficacité relative de la RDA) montre que l'ampleur des déficiences de la planification soviétique comporte ses causes spécifiques — cristallisation plus poussée des structures bureaucratiques, crise durable de l'agriculture liée à la collectivisation forcée, dimension du pays qui aggrave les écarts entre les objectifs planifiés et les résultats dans un système qui veut ordonner tous les détails du plan, etc. Il n'en demeure pas moins un problème d'ensemble de ce mode de planification, bien décrit par l'économiste hongrois Kornai dans *L'économie de la pénurie* [1984].

d) La combinaison de manque de force de travail (avec absence de chômage) et de "suremploi". Nous mettons des guillemets au mot suremploi pour souligner un problème assez systématiquement mal posé : on désigne généralement par "suremploi" le fait que les entreprises soviétiques embauchent, pour une production équivalente, beaucoup plus de travailleurs qu'une entreprise capitaliste. Les critères pour juger ce que serait le "bon" niveau d'embauche sont implicitement puisés dans le modèle capitaliste. Ce qui est pour le moins discutable. Mais on souligne aussi par là le fait, plus large, qu'une bonne partie des heures de travail ou certaines périodes de production ne sont pas œuvrées, ou encore qu'une production donnée pourrait être souvent réalisée avec moins de travailleurs. De

1. Les traits principaux du système

Tout système de planification doit assurer d'une façon ou d'une autre plusieurs tâches nécessaires :

- une évaluation des ressources existantes;
- des choix de production en fonction d'une certaine façon d'évaluer les besoins;
- un contrôle de l'application des choix.

a) Dans le système évoqué ici l'ensemble de ces fonctions est assuré par des **bureaucrates** —des fonctionnaires du plan, aux différents niveaux (entreprises, ministères, organes centraux) du parti/Etat. Les "producteurs associés" n'ont aucun pouvoir de contrôle direct sur les grands choix, ni au plan global du développement, ni même au niveau de l'entreprise. C'est la raison pour laquelle, nous n'appelons pas ce "modèle" "planification socialiste". Alec Nove [1983] ironise sur les "gauchistes" qui critiquent le "socialisme réellement existant au nom de textes de Marx d'où la bureaucratie est absente. Il souligne la nécessité **fonctionnelle** d'une certaine bureaucratie, ou plus largement, d'une certaine division du travail nécessitant l'acquisition de qualifications spécifiques (autrement dit, n'importe quelle ménagère — pour prendre à l'envers les paroles de Lénine— ne pourrait pas gérer l'économie).

☛ Tout le débat est de savoir : 1°/ quelles sont (à la lumière de l'expérience) les fonctions qui sont plus **efficacement** assumées par des fonctionnaires que par les producteurs ou usagers directement concernés; et 2°/ de **distinguer les tâches professionnelles et les pouvoirs de décision** sur les grands choix sociaux politiques.

Lorsque des fonctionnaires assument toutes les tâches évoquées plus haut (enregistrement des capacités, détermination des besoins, contrôle de l'application des décisions), ils ne se comportent pas comme de simples rouages neutres d'une vaste machine bien huilée. Il est donc bien nécessaire de se poser la question de l'interférence des intérêts sociaux des bureaucrates en tant que tels avec les mécanismes de la planification, et d'en juger en fonction de la satisfaction des besoins au sens large. C'est ce que nous ferons.

b) La planification dans ce type de modèle, est principalement faite **en nature** —sur la base d'évaluations matérielles (tonnes de charbon, quantités de tracteurs, etc...). Les résultats et conditions de réalisation de chaque plan servent largement à élaborer les suivants, par ajustements. Les dépassements zélés risquent donc... de devenir la norme imposée la fois suivante. Toute production est susceptible d'être écoulee dans les plans suivants, avec des délais plus ou moins longs. C'est ce qu'on a décrit souvent en disant que c'est une économie dominée par "l'offre". La formulation décrit une réalité. Soulignons

seulement ici que cette analyse s'accompagne souvent de l'illusion qu'une économie marchande est quant à elle, dominée par "la demande" (on connaît la formule du consommateur souverain). Il est vrai en tout cas que la demande solvable joue un rôle dans le système marchand, et qu'elle n'en joue guère dans le modèle soviétique.

c) **Le plan s'impose de façon hiérarchique.** Il est déterminé dans ses détails, en fonction des propositions/ bilans des unités et des objectifs d'ensemble des planificateurs. Ces derniers s'efforcent évidemment d'assurer l'harmonisation des décisions. Mais les organes centraux de la planification dépendent hiérarchiquement de ceux du Parti et défendent d'abord des **objectifs socio-politiques** : stabiliser leur propre légitimité politique, contenir les tensions sociales apparues, assurer la puissance internationale ou la cohésion multinationale du pays... il y a là autant de questions qui pèsent dans l'élaboration des nouveaux plans. On ne peut de ce fait les interpréter comme étant seulement la somme de propositions émanant des unités de base —ni comme étant seulement le produit d'une logique "économique" (produire pour produire...).

d) Une fois adopté, **le plan s'impose sous la forme d'objectifs détaillés**, par unités, branches, régions, etc. Les liens entre différentes unités de production sont obligatoires (les fournitures et moyens de production sont alloués par le plan et les unités sont regroupées dans le cadre de branches, combinats, etc).

Un des problèmes de la planification a périodiquement été de trouver les "bons" relais entre organes centraux et unités de base : les liaisons principalement verticales (branches) ont pour inconvénient de forcer une entreprise donnée à passer par le centre (souvent fort éloigné) pour obtenir un quelconque changement dans ses liens avec des entreprises (même voisines !) appartenant à d'autres branches. L'introduction à l'époque de Khrouchtchev, de relais territoriaux (sovmarkhozes) à la place des ministères de branches visait notamment à résoudre ce problème. Il n'est pas seulement technique : des intérêts catégoriels se développent et tendent à se cristalliser derrière les Ministères, dans la compétition pour le maximum de ressources. Mais à son tour, un regroupement plus régional comporte le risque de "déviations localistes"... Un des aspects des réformes proposées peut alors être... de réduire les intermédiaires entre les organes centraux et les unités de base. C'est une des dimensions (non marchande) des réformes en cours en URSS.

e) **Les indices, essentiellement physiques, sont les principaux moyens de vérification de l'application/du dépassement du plan.**

On connaît les méfaits du fameux indice de la production brute : si celle-ci est mesurée en kilos, les matières premières les plus lourdes seront bienvenues. Si elle est traduite en prix, l'augmentation des coûts permettra de dépasser tous les plans. Mais si on propose un indice de

réduction des coûts... l'objet final risque fort de manquer des qualités d'usage élémentaires... D'où la multiplication des indices —et des contrôles— pour mieux "coincer" l'unité de base dans ce jeu de cache-cache...

Bien des blagues ont, mieux que de doctes exposés, souligné les effets pervers du système —par exemple, cet inventeur qui vient présenter dans une entreprise agricole son ingénieuse proposition : le veau à deux têtes! Mais, lui dit-on, cela ne permet pas d'augmenter la quantité de viande! Certes, rétorque-t-il, mais le plan est évalué en têtes de veau...

f) La monnaie et les prix jouent des rôles différents selon les circuits.

- Globalement les prix intérieurs, quels qu'ils soient, sont déconnectés des prix mondiaux.

- Les échanges du commerce extérieur sont payés en devises convertibles vis-à-vis des pays capitalistes. Entre pays dits socialistes, les échanges sont bilatéraux et en nature, bien qu'évalués avec une monnaie de compte spécifique qui ne circule pas.

- Dans le secteur planifié : à partir du moment où l'allocation des produits est faite centralement —et où toute production est allouée—, les évaluations monétaires qui enregistrent la circulation des produits ne sont pas des actes de réels "achat" ou "vente". L'indice de "chiffre d'affaire" (en prix de gros) est dans ce cadre l'équivalent comptable d'un indice de production brute. Pendant longtemps les moyens de production alloués "gratuitement" aux entreprises, n'étaient pas pris en compte dans ces évaluations (ce qui renforçait leur gaspillage et l'absence de calculs effectif de coûts alternatifs de l'usage de ces moyens) : la comptabilité des entreprises visait à contrôler le "capital circulant" (salaires distribués et fonds de roulement). La monnaie comptable du secteur d'Etat ne circule pas et ne permet pas d'acheter des biens de production qui n'auraient pas été alloués par le plan. D'où les hantises de "manque" qui pousse les unités de base à demander plus qu'elle n'ont besoin ou à camoufler des ressources, ou encore à s'assurer des réseaux parallèles d'approvisionnement.

Il faut donc distinguer dans un tel système, les prix de gros et les prix de détail.

- Les prix de gros sont des instruments comptables censés refléter des coûts et marges moyennes de "profit" —dans un cadre où profits et pertes sont planifiés, sur la base de l'unité la moins productive jugée utile socialement. En pratique, on a déjà souligné que toute production nouvelle, tout chantier ou tout équipement nouveaux sont toujours considérés comme utiles —dans un contexte où les indices quantitatifs sont la preuve par excellence du bon développement du système. Toute perte est donc toujours couverte par le plan. Les prix ne jouent pas de "rôle actif" dans la production —il n'y a pas de véritable mesure des coûts ni de "contrainte

de budget" forte, comme dit l'économiste Kornai : il n'y a pas de décision de production prise au niveau de l'unité de base, en fonction des indications de prix ou de coût. La circulation d'un produit d'une unité à une autre ne modifie pas non plus les revenus distribués, pas plus que ceux-ci ne sont véritablement affectés par des profits ou des pertes.

- Les prix de détails des biens de consommation ne se forment pas sur le marché, quand les biens sont délivrés par les magasins d'Etat. Mais la monnaie recouvre ici un autre contenu. Car seuls ces biens là sont effectivement "achetables". Les prix incorporent des objectifs sociaux des planificateurs. Ils ne reflètent ni les coûts réels (ils sont donc déconnectés des prix de gros); ni les rapports d'offre /demande : les prix des biens de consommation et des services courants sont restés bas pendant des décennies sans que l'offre soit suffisante : d'où les queues. C'est ce que beaucoup d'économistes appellent "l'inflation cachée" (dans un système marchand, les insuffisances de production par rapport à la demande se traduiraient par des hausses de prix...) Pour réduire les queues, les autorités polonaises n'ont guère fait mieux qu'augmenter les prix... sans que rien ne garantisse une augmentation de l'approvisionnement!

g) L'emploi et sa rémunération sont à la fois conditionnés par le plan —et par le fait que les travailleurs sont libres de choisir leur lieu de travail. Les plans incorporent des prévisions d'emploi, par qualifications —et des normes de rémunération. Mais pour réaliser la partie de plan qui leur est attribuée, les responsables des diverses unités doivent être en mesure d'attirer et de garder les travailleurs (par des salaires et avantages en nature attractifs). Ils n'ont pas le droit de licenciement pour raisons économiques —si ce n'est avec une législation si contraignante qu'elle aboutit en pratique au non licenciement. (Le licenciement de type politique, utilisant les prétextes divers est un autre problème. Il est marginal d'un point de vue économique). Il existe une importante mobilité de travailleurs insatisfaits de leur emploi et en cherchant un autre. Il y a là un mécanisme d'ensemble très spécifique qui est un maillon clé dans les relations sociales de la planification bureaucratique.

2) Les bureaucrates et le plan.

a) Nous partons du **présupposé méthodologique** que les droits de propriété ne sont pas des rapports des hommes aux choses, mais des hommes entre eux. Les droits de propriété en vigueur en URSS conditionnent les relations sociales et les comportements dans la production et l'échange. En effet, ces comportements obéissent à une rationalité qui est... la défense par chaque catégorie sociale de ses **intérêts matériels, mais dans le cadre donné par le système dans son ensemble**. Voilà la clé qui permet d'interpréter les caractéristiques de la planification bureaucratique, sans faire appel à des visions métaphysiques (la force pour la force, la production pour la production).

b) **Quels sont les intérêts matériels des bureaucrates face au plan et comment peuvent-ils au mieux les défendre ?**

L'intérêt matériel des bureaucrates est lié à la position sociale (politique) qu'ils occupent —et à l'accomplissement de leurs fonctions avec succès... selon les valeurs dominantes du système, et ses mécanismes.

Le degré d'émancipation de l'environnement social dépend évidemment des périodes. On a connu sous Staline, (et il existe encore) des formes de dictature bureaucratique particulièrement cruelles. La répression directe joue alors un rôle central. Mais nous cherchons à comprendre ici le fonctionnement "normal" d'un système de planification bureaucratique centralisé. En effet, il importe du point de vue des bureaucrates eux-mêmes, de trouver des formes de légitimation et de rapports sociaux "normaux" qui stabilisent durablement les privilèges. L'ère du brejnevisme est le "modèle" de conservatisme bureaucratique que nous avons en tête dans cette analyse.

La *nomenklatura* est nommée et déchuée sur la base de critères éminemment politiques, par ses pairs - nomination légitimée au nom des travailleurs. La promotion dépend à la fois du dépassement des objectifs planifiés —jugés par les critères et moyens déjà évoqués— et du calme social : le calme social de celles et ceux au nom desquels on règne, et, dans ce cadre, le dépassement du plan. Mais pas le plan en tant que tel, en tant que but en soi. Disons plutôt la partie du plan (entreprise, branche...) sur la base de laquelle les privilèges peuvent s'obtenir.

Le but, ce sont les privilèges. Ces privilèges matériels sont d'autant plus élevés qu'on monte dans la hiérarchie. *Datchas*, magasins spéciaux, voyages, priorités dans la fourniture de biens et services rares et de meilleure qualité, etc... Car les droits de propriété ne permettent pas d'acheter autre chose que des biens de consommation. La gestion économique n'a donc d'intérêt que pour autant qu'elle donne accès à des privilèges de consommation (en dehors de l'intérêt psychologique d'avoir un poste de responsabilité, voire une parcelle de pouvoir).

c) **Or comment se juge la "bonne" gestion économique?** Par les indices en nature évoqués plus haut et un contrôle bureaucratique de leur réalisation/dépassement. D'où le jeu de cache-cache dont nous parlions entre les organes centraux de la planification et les responsables des divers échelons inférieurs : car comment dépasser les objectifs du plan (et y gagner donc en valorisation personnelle, promotions, privilèges supplémentaires) sans pour autant exercer sur les travailleurs des pressions qui risqueraient de briser le calme social ? Il faut :

- En ce qui concerne l'enregistrement des ressources, sous-estimer celles dont on dispose, les camoufler pour avoir des réserves;

- Demander le maximum de ressources nouvelles matérielles et humaines par rapport à des objectifs de production sous-estimés —car si on vise trop haut, le dépassement est plus aléatoire et plus difficile;

- Réaliser le plan (la partie de plan dont on est responsable) de la façon dont elle est contrôlée : formellement, superficiellement, sans se soucier des usagers (entreprises ou consommateurs). Il faut mille tracteurs? Il suffit qu'ils ressemblent à des tracteurs. Un indice impose qu'ils aient chacun un moteur? Soit, mais peu importe qu'il marche bien. Et peu importe qu'ensuite les tracteurs, entreposés sous la pluie, se mettent à rouiller...

- Nouer des réseaux stables, établir des plans répétitifs dont on domine la réalisation... voilà autant de "bonnes" conditions pour réussir : le changement est problématique, lourd d'incertitudes.

Le conservatisme bureaucratique s'explique aisément sur ces bases. Il n'implique pas en soi absence de conscience professionnelle (comme le souligne Kornai). Mais il faut analyser celle-ci dans le contexte d'une position sociale spécifique : celle d'une couche sociale qui détient des privilèges matériels grâce à ses privilèges de pouvoir.

d) **On comprend sur cette base bien des caractéristiques évoquées de la planification bureaucratique :**

- Plus il y a d'intermédiaires entre les organes centraux et les unités chargés de la réalisation du plan, plus les "biais", les écarts entre les informations transmises et la réalité s'aggravent, plus les rigidités deviennent difficiles à remettre en cause. La tendance globale à tous les échelons est de gaspiller les moyens de production : le développement déséquilibré du secteur I (biens de production) après avoir été un objectif, est devenu un résultat des mécanismes mêmes de la planification, puis des lobbies en place.

- Plus la production concernée est standardisable, mieux elle se prête à une application par indices quantitatifs simples : des tôles d'acier ne posent pas le même problème que des biens manufacturés plus élaborés. Les cultures de céréales ne posent pas non plus le même problème que l'élevage. Globalement, plus le savoir-faire et la responsabilité humaine sont nécessaires à la réalisation d'une production, plus l'aspect bureaucratique du plan devient source de dégâts. On imagine ce que peut signifier comme gâchis le fait d'imposer d'en haut telle ou telle production agricole, indépendamment d'une connaissance des climats, de leur évolution, des équilibres écologiques, etc... Le passage à la production et à l'utilisation de nouvelles technologies exigent de mobiliser des compétences brimées par le mode de production bureaucratique. L'utilisation même des ordinateurs dans la planification est source de désastres considérables si les informations transmises ne sont pas fiables.

... il est plus facile de produire un million de robes bleues à pois blancs, toutes de mêmes tailles, que de les diversifier...

- Enfin, produire des biens de productions identiques,

standardisés est une chose. Quand il s'agit de biens de consommation, le mécontentement est plus rapide. Mais quand les besoins essentiels sont satisfaits, les exigences s'élèvent. La mode, le droit à la différence, font partie des thèmes sensibles dans la jeunesse soviétique actuelle — la pression des modèles de consommation occidentale n'est pas le seul facteur en jeu.

e) **Finalement, les bureaucrates sont-ils les propriétaires du plan ?**

- **Juridiquement**, la réponse est simple : **Non**.

Il n'y a pas de propriété transmissible, ni d'actions réparties en fonction de la position hiérarchique, ni de droit de "vendre" une quelconque part de cette pseudo propriété, de liquider une usine ou d'en acheter une... La propriété "sociale" est à "tout le monde" et "à personne", comme on dit en Yougoslavie.

- Si l'on se place sur le terrain du **contrôle effectif du surplus social**, de la gestion économique de ce surplus et de son appropriation réelle, la réponse à la question posée est plus compliquée. Elle doit être, selon nous, à la fois : oui et non.

+ **Oui** : dans la mesure où la bureaucratie gère, collectivement, le surplus, elle en est comme un propriétaire collectif. Les théories qui font de la bureaucratie une classe s'arrêtent souvent à cet aspect là de sa position. Mais, il ne s'agit que d'une partie de la réalité. Les droits juridiques conditionnent les rapports des hommes entre eux dans la production... ils sont certes en décalage avec la réalité et la camouflent en partie, mais ils incorporent ce faisant un souci de légitimation politique qui puise ses sources dans l'origine historique de ce pouvoir : la révolution d'Octobre. Rien de tout cela n'est réductible à de simples chiffons de papier.

☞ **La suppression de la propriété privée capitaliste et de la domination marchande a créé une base dans laquelle s'enracinent de nouveaux mécanismes socio-économiques.**

+ **Non**, les bureaucrates ne se comportent pas en vrais propriétaires, parce qu'ils ne le sont pas vraiment. Ils gèrent au nom des travailleurs, au nom d'une "propriété sociale" qui ne leur appartient pas. Ils voudraient bien légaliser leurs privilèges et pouvoir les transmettre. La tendance de la bureaucratie à se reproduire sur elle-même existe : elle était caricaturale sous Brejnev avec le règne de ces vieux Gérontes appuyés sur la *nomenklatura*. Mais même la stabilité relative de celle-ci ne peut se faire sous la forme d'une extension des droits de propriété : cette même *nomenklatura* dotée de tous les pouvoirs face à une classe ouvrière atomisée et sans droits d'organisation indépendante n'a jamais rétabli le droit de licenciement et un vrai marché du capital assurant la stabilité de sa domination économique. Et si l'évolution allait en sens inverse, vers le rétablissement du règne de la marchandise... c'est la stabilité de la *nomenklatura* qui au contraire dis-

paraîtrait : le mouvement de purges pour tenter de faire passer un vent de réformes en est l'indication. Les bureaucrates n'ont aucun droit de disposer librement du sur-travail à titre personnel : ils ne peuvent tirer de sa gestion que des privilèges de consommation — et non pas faire fructifier un capital qui leur serait propre. **C'est la raison pour laquelle, le plan leur importe peu en tant que tel. Les moyens de production? Ils les gaspillent. Produire, quel que soit le coût et la qualité, les intéresse uniquement pour autant que cela consolide une position politique source de privilèges.**

Les théoriciens des droits de propriété, analysant le comportement des bureaucrates (ou de tout gestionnaire non propriétaire) en concluent que pour des raisons "rationnelles" (les conditions dans lesquelles ces gestionnaires défendent au mieux leurs intérêts devant leurs mandataires), il y a nécessairement gaspillage. Le contrôle du propriétaire serait, disent-ils à juste titre, différent. Mais au lieu d'en conclure à la nécessité d'un **contrôle social sur la propriété sociale**, ils restent prisonniers de leur modèle de référence : la propriété privée capitaliste dans le cadre d'une compétition marchande pour le profit... Ils ont raison sur un point : les bureaucrates, usurpateurs et prisonniers d'une propriété juridique "collective", gérant au nom des travailleurs, n'ont pas le même comportement de gestion qu'auraient des propriétaires (détenant le droit exclusif de décision et de transmission de leur propriété). Nous verrons qu'il y a là **une donnée structurelle** que la réintroduction de mécanismes marchands partiels ne suffira pas à détruire : seule l'extension d'une vraie propriété privée du capital et d'un marché du travail pourrait changer cela...

3) Les travailleurs et le plan

a) On l'a dit au départ : bien qu'elle soit qualifiée de "socialiste", la planification bureaucratique en vigueur n'accorde aux travailleurs et travailleuses aucun pouvoir de décision, ni sur les grands choix de production, ni sur l'organisation du travail.

On peut dire de ce point de vue qu'ils sont employés par l'Etat, selon un rapport salarier qui a, évidemment, des aspects communs avec le système capitaliste. C'est le noyau rationnel des théories qui assimilent ce système à un "capitalisme d'Etat". Mais ce n'est pas suffisant pour démontrer que les rapports sociaux du capitalisme et ses lois de développement s'y retrouvent.

☞ Globalement, on peut dire qu'il y a toujours **aliénation du travail** — avec une source nouvelle d'aliénation, autre que le marché et non analysée par Marx : la bureaucratie. (Voir le chapitre sur l'aliénation dans E. Mandel, *La formation de la pensée économique de Marx*, et les nombreux textes des marxistes yougoslaves de la revue *Praxis*).

b) Mais il y a eu aussi suppression de la domination du marché. Cela signifie sur le plan socio-économique, de façon positive pour le prolétariat, la fin de la menace de licenciement économique. Même si le salaire reste monétaire et a pour contre-partie des marchandises, on ne peut plus, à proprement parler, caractériser la force de travail comme une marchandise. Les mécanismes "classiques" du capitalisme pour forcer à l'intensification du travail sous la menace du chômage ont, en gros, été supprimés. C'est précisément ce qui fait débat dans les réformes...

c) **La bureaucratie règne, on l'a dit, au nom des travailleurs.** La place de la force de travail dans le processus de production —et dans les valeurs dominantes— a changé. Le dire ne signifie pas sous-estimer la volonté bureaucratique (et la possibilité dans certaines périodes) d'intensifier le rythme du travail ouvrier et le surplus au détriment du niveau de vie; cela n'implique pas non plus une situation stable —encore moins un statut réel des travailleurs correspondant à ce qui est proclamé dans la Constitution. Mais l'écart entre les proclamations et la réalité se paie par des crises politiques et sociales. La conscience ouvrière, en dépit de l'absence du droit d'organisation politique et syndicale indépendante, n'assimile pas la bureaucratie à un propriétaire légitime des moyens de production. Les discours de Gorbatchev répètent que les travailleurs doivent se sentir "les maîtres chez eux", qu'ils sont les vrais propriétaires. Tout cela n'est pas neutre, même s'il s'agit beaucoup de mots.

d) Plus le système est centraliste et dirigiste, plus la **moindre protestation ouvrière prend une dynamique de contestation politique**; la suppression du marché fait que les choix économiques apparaissent directement pour ce qu'ils sont : des choix de société, politiques au sens large, pris par des hommes au pouvoir au nom du "peuple tout entier". Les grèves sont d'autant moins tolérables que leur cible désignée est rapidement le pouvoir bureaucratique. Réciproquement, l'extension de mécanismes marchands qui rend les conflits économiques plus obscurs (le marché et les gestionnaires locaux plutôt que les planificateurs deviennent responsables des mouvements de salaires ou de prix, des choix économiques...). Du coup cela augmente la tolérance du système bureaucratique aux grèves : dans l'autogestion yougoslave, au moins jusqu'aux années quatre-vingt, les milliers de grèves avaient des cibles locales. L'aspect politique des conflits subsistait (les managers restaient des fonctionnaires politiques); mais leur dynamique subversive était atténuée, éteinte par la décentralisation. La façon en a été tirée quelque part "en haut".

e) **Les travailleurs et travailleuses face au plan bureaucratique**

La position et l'attitude des travailleurs et travailleuses sont déterminées par ce contexte global : suppression des sanctions marchandes/mécanismes bureaucratiques de planification/ absence de contrôle social sur les choix et règne bureaucratique au nom des tra-

vailleurs et travailleuses. La principale liberté reconquise après Staline a été de pouvoir choisir le poste de travail, et donc d'en changer...

La croissance extensive sans contrainte marchande a produit le **plein-emploi**. Ce qui est un résultat socio-économique des mécanismes de planification s'est transformé en **conquête** à laquelle il ne sera pas renoncé sans combat —et pour la bureaucratie politique en argument "prouvant" le caractère socialiste de son pouvoir. C'est en tous les cas un élément-clé des rapports de force sociaux dans les entreprises et la société tout entière :

- Dans la société : on le voit aujourd'hui dans le discours des responsables soviétiques qui s'oppose à celui des experts préconisant le rétablissement du chômage... On le voit dans chaque tentative de réforme où la question de l'emploi est devenu un véritable enjeu politique central.

- Dans les entreprises : parce que pour réaliser le plan, les bureaucrates ont besoin d'une force de travail désormais rare. Il faut pour l'attirer et la garder être suffisamment attractif : les grandes concentrations ouvrières des secteurs prioritaires de l'ère Brejnev ont de ce fait obtenu des salaires ou des avantages matériels (services, production dans les entreprises de biens de consommation recherchés, etc.) non négligeables. Mais cela signifie aussi une possibilité de contrôler les rythmes de travail (bien que les veilles de fin de plan imposent leur cadence —on parle là-bas du "syndrome du cycliste"), les **normes** et finalement la **distribution des revenus**. D'où au sein de la classe ouvrière des grandes entreprises, un égalitarisme et une distribution largement déconnectée du travail effectif : c'est la cible des critiques actuelles faites par les réformateurs gorbatcheviens au nom du principe "à chacun selon son travail", utilisation anti-égalitaire du slogan...

On comprend sans doute aussi pourquoi, en l'absence de réformes marchandes, l'échec du SMOT (tentative de syndicat libre dans les années soixante-dix) en URSS sous Brejnev : les travailleurs pouvaient trouver des possibilités informelles de défense de leurs intérêts dans les mécanismes mêmes de la planification bureaucratique. Il pouvait même y avoir convergence conflictuelle d'intérêt avec les bureaucrates locaux dans la réalisation du plan —pour obtenir le maximum de ressources par exemple. Les marges de liberté (absentéisme, rythme de travail) conquises doivent être interprétées comme la revanche d'un travail aliéné. Elles sont le prix que le système bureaucratique doit payer quand il ne laisse aux travailleurs qu'un pouvoir négatif : toutes les tentatives positives de s'opposer au gaspillage, de combattre les incompétences en suivant le parcours du combattant via les corridors hiérarchiques, ont conduit au mieux à l'impasse —au pire en hôpital psychiatrique.

Un tel système nourrit la passivité, le désintérêt, le cynisme, les combines pour tenter de mieux s'en sortir, l'alcoolisme... Plutôt qu'à la réalisation formelle du plan, mieux vaut consacrer ses efforts au travail au noir, travail pour soi, souvent mieux payé. Et l'on connaît la blague —qui n'en est pas vraiment une— du travailleur

du bâtiment qui met en place des robinets (qui ressemblent à des robinets, mais qui coulent tout le temps) dans sa journée "légale"... et revient le soir les réparer, au noir.

La souffrance du travail inutile ou mal fait, celle de voir des moyens de production gaspillés, se révèle brutalement dans les périodes de crise, où les blocages semblent pouvoir s'effondrer : l'aspiration au contrôle social sur la production et sa distribution fait rapidement surface.

Autrement dit, la faible productivité du travail est le produit de relations de production où la force de travail n'est plus une simple marchandise, mais où elle n'a pas de pouvoir sur l'organisation et les finalités du travail.

4) Relations bureaucrates/travailleurs

Comment caractériser dès lors leurs relations?

On a parlé d'**aliénation** —un travail qui échappe à celui qui le réalise. Peut-on aussi parler d'**exploitation**?

Si on ne réduit pas l'usage du terme à une exploitation de type capitaliste, on peut défendre sa pertinence dans un système de dictature bureaucratique qui nourrit les privilèges. Ceux-ci sont une part de surproduit social accaparée de façon privée par une couche/caste qui a des intérêts spécifiques.

Il s'agit d'une forme d'exploitation **parasitaire** : le règne de la bureaucratie s'appuie sur un acte d'expropriation politique. Les privilèges sont camouflés, non légitimés. Ils sont limités par le fait de régner au nom d'une classe "réellement existante". Autrement dit, la bureaucratie n'occupe pas une place indépendante dans un nouveau mode de production cohérent. Elle assume certes des fonctions économiques, mais elle en sape l'efficacité parce qu'elle gère dans le but de ses propres privilèges de consommation. C'est la raison pour laquelle la notion de "classe" est discutable —et ne permet pas bien de rendre compte des rapports spécifiques de la bureaucratie à la classe ouvrière : le fait même de régner au nom de celle-ci n'atténue pas l'ampleur des conflits mais les rend plus complexes. L'absence d'assise économique indépendante et cohérente rend la bureaucratie plus fragile : plus son système est centraliste, plus elle est menacée de mort politique (c'est-à-dire pour elle de mort tout court) par le moindre mouvement indépendant des travailleurs. D'où ce paradoxe : alors que les travailleurs ont moins de droits démocratiques que dans les pays capitalistes (développés! on oublie vite, à l'Est, les dictatures de l'Ouest), ils ont une capacité de résistance aux mécanismes marchands bien plus considérable : car sur le terrain économique, la bureaucratie peut céder beaucoup, à condition de garder le pouvoir politique.

Les mécanismes de domination de la bureaucratie ne sont pas exclusivement policiers —ni même principalement, dans les périodes longues "normales". Ils peuvent jouer sur une panoplie complexe de moyens socio-économiques et institutionnels qu'il faut analyser dans

leur contexte (depuis les avantages sociaux... que l'on supprime en cas de contestation, notamment les possibilités de promotions, jusqu'à l'embrigadement dans les diverses organisations de masse, en passant par des droits de gestion décentralisés et le licenciement ou déclassement politiques). Mais il demeure une constante : le monopole du parti, garant de l'**atomisation politique** des travailleurs. Ceci est compatible avec différentes formes de gouvernement et de gestion de l'économie.

5) Globalement, le contenu social du plan bureaucratiquement centralisé

Il ne suffit pas de dire qu'il est bureaucratique...

a) Mais il est, quand même, d'abord **bureaucratique**, et ce, de deux points de vue : la bureaucratie est à la fois une catégorie **politique** et **sociale**.

On a dit que les objectifs des planificateurs ne se réduisaient pas à harmoniser la somme des demandes émanant des bureaucrates locaux. Le plan est bureaucratique à la fois dans la définition de ses orientations stratégiques qui sont le fait d'un **pouvoir** "au-dessus" mais en rapport avec des citoyens/travailleurs; et dans les mécanismes-mêmes de la planification qui incorporent, à chaque étape et échelon, des intérêts sociaux particuliers (les réformes peuvent aboutir à leur tour à des différenciations plus complexes des bureaucrates, notamment en fonction de la position face au marché ou bien du type de compétence et de fonction occupée).

Le pouvoir central et les bureaucrates locaux ont à la fois des **intérêts (privilèges) communs** et des **rapports conflictuels** : la bureaucratie politique peut être amenée à purger ses propres relais intermédiaires. On a parfois comparé cela aux rapports de l'Etat bourgeois avec les capitaux multiples en compétition. Sauf que les capitaux privés ont une rationalité économique (maximisation du profit) qui donne à l'ensemble du système sa cohérence (alors que les intérêts bureaucratiques sapent l'efficacité du plan...). Les travailleurs et les travailleuses soviétiques, comme ceux de Tchécoslovaquie en 1968, sont l'enjeu politico-social des différents courants de la bureaucratie. Mais on ne peut gagner leur soutien sans rien leur donner... ou en aggravant leur situation.

b) Ce qui nous conduit aux autres dimensions sociales du plan bureaucratique.

Nous avons dit au début de l'exposé que les rapports sociaux se jugent à la fois au plan de l'entreprise et de la société toute entière. Les effets redistributifs du plan, et ses effets sur l'emploi sont des dimensions sociales essentielles. Il faut les apprécier cas par cas. L'omission de ces aspects fait passer à côté... de tout ce qui permet d'expliquer les résistances sociales aux réformes marchandes : c'est-à-dire justement à la transformation des mécanismes socio-économiques, et donc à la remise en cause de certains bénéfiques qu'ils

comportent.

La logique des transferts marchands est de favoriser les unités les plus efficaces, les plus productives. Le plan (même bureaucratique!) a la possibilité de réaliser des transferts visant au contraire à réduire les inégalités —notamment en assurant l'industrialisation de régions arriérées, ou le maintien de branches ou entreprises déficitaires.

Evidemment une telle logique peut protéger, ce faisant, tous les gaspillages. Elle n'obéit pas toujours à des critères rationnels du point de vue de la société dans son ensemble —du moins faut-il en discuter. Mais il ne faut pas jeter l'enfant avec l'eau sale de la baignoire en ne mesurant pas l'avantage effectif, social ou régional, de telles politiques.

De même, le plein-emploi n'est pas le bon emploi. Mais c'est mieux que le chômage. Certains le nient aujourd'hui en URSS en disant que payer les gens à ne rien faire, ou maintenir certaines entreprises en survie, coûte parfois plus cher à la société que ne coûterait une fermeture avec allocation chômage. Outre que la mesure des coûts prête à débat, c'est confondre deux débats sur lesquels nous reviendrons en conclusion : la nécessité de dégager des critères et mécanismes pour réduire les gaspillages; et la possibilité de ne pas accepter le chômage comme risque privé.

Les effets immédiats des réformes marchandes (accroissement des inégalités, inflation, chômage) là où elles ont été le plus introduites —cf. l'orientation yougoslave entre 1965 et 1971— montrent, comme en négatif, qu'il y a bel et bien des effets sociaux positifs du plan, même bureaucratique —**liés fondamentalement à la suppression de la propriété privée et de la logique du profit marchand.** Mais ces effets peuvent être sapés par l'aspect bureaucratique de la gestion. C'est pourquoi **on ne peut s'en satisfaire en soi.** A l'opposé, nier un tel contenu quand il existe, revient à ne pas comprendre pourquoi certaines réformes posent problème...

c) Globalement : **les crises sont des révélateurs.** La crise de la planification bureaucratique révèle bien à la fois les rapports sociaux cachés par le plan bureaucratique —et en quoi ils ne sont pas "capitalistes". Il y a, avons-nous dit, crise de productivité, d'efficacité —liée au caractère bureaucratique du plan. Le travail reste aliéné et exploité de façon parasitaire. Mais il n'y a pas pour autant les traits caractéristiques des crises capitalistes : pas de mouvements de surproduction marchande (mais plutôt **sous-production ou mauvaise production de valeurs d'usage**); pas de "suraccumulation de capital" en quête de profit : les investissements massifs sont réinjectés dans le circuit productif en URSS sur la base de considérations stratégiques à long terme, et non en fonction d'une quelconque mesure d'un profit marchand qui n'existe pas. Il n'existe pas parce que la production dans le secteur d'Etat n'est pas production marchande, bien qu'il y ait des prix. Les changements qui vont peut-être être introduits dans ces prix seront le fait de décisions planifiées —et non des préalables à la re-

lance de la production.

De même, à la fin des années soixante-dix, quand les chiffres de la croissance sont tombés vers zéro (en URSS, Abel Aganbegian parle de "stagnation" pour cette époque) il n'y a pas eu développement du chômage et faillites d'entreprises déficitaires. C'est à nouveau une question qui fait l'objet de débats politiques centraux, parce que la logique des sanctions marchandes est extérieure au système, à ses mécanismes, à ses valeurs.

6) Quels sont, en conclusion, les problèmes non résolus ?

La planification bureaucratiquement centralisée a donc **supprimé les rapports sociaux sous-jacents au marché généralisé, capitaliste.** Mais elle ne les a pas remplacé par des rapports sociaux socialistes : il n'y a aucun contrôle des "producteurs associés" sur les choix de production, il n'y a pas de démocratie économique et politique sur les grands choix. Bref, la suppression de la propriété privée n'a supprimé que les formes capitalistes de l'aliénation et de l'exploitation —sans que cela soit nécessairement un acquis stable.

La planification socialiste devait assurer une meilleure satisfaction des besoins —en se donnant cela comme but. Et il est vrai qu'en s'émancipant du critère de profit marchand, et en partant d'objectifs socio-économiques globaux, il devenait possible de prendre en compte toutes les ressources disponibles, matérielles et humaines.

Encore fallait-il/faut-il pouvoir les utiliser au mieux de leur potentiel —en économisant le travail social tout en le transformant.

Sur ce plan, la bureaucratie se heurte à un ensemble cohérent de **problèmes non résolus** :

- comment assurer une amélioration de la **productivité du travail**, notamment nécessaire dans la compétition mondiale, mais aussi face à l'épuisement des ressources de croissance extensive interne?

- comment permettre une plus grande efficacité d'ensemble du système par la **réduction des coûts et des gaspillages**?

- comment assurer une production qui s'adapte mieux à des besoins plus complexes et diversifiés ? Et d'ailleurs comment permettre à ceux-ci de s'exprimer et de peser dans le contrôle de la production ?

Le recours à plus de marché peut-il résoudre tout cela —et sur la base de quels rapports sociaux ? C'est ce qu'on doit voir à présent.

Exposé 2 :

L'utilisation du marché par le plan

Il existe deux grands modèles de réformes marchandes. Quand on parle de "modèle", on veut désigner une représentation simplifiée qui ne retient que les grandes caractéristiques d'un système donné de production et d'échange.

D'une réforme marchande à l'autre

On dit parfois du premier type de réforme qu'il a recours à un "marché socialiste" ou à des "instruments économiques" (par contraste avec les instruments "administratifs" de la planification par ordres directs; alors que le second serait un système de "socialisme de marché". (Voir par exemple l'article de Marie Lavigne dans *Le Monde Diplomatique* de janvier 1988).

Il est plus clair de dire (avec l'économiste polonais Brus) que :

♦ le premier correspond à une utilisation de mécanismes marchands par le plan dans un système où le plan domine;

♦ alors que dans le second, un régulateur marchand est censé dominer. (Voir page 8, "Des distinctions nécessaires".)

La "propriété sociale" des moyens de production est maintenue au plan juridique dans les deux cas. On a séparé en deux exposés ces deux types de réformes marchandes.

Dans les débats des pays de l'Est —et aujourd'hui en URSS, notamment— beaucoup de réformateurs considèrent le premier type de réforme comme une étape vers le deuxième —qui constituerait, selon eux, le seul but cohérent.

Mais il existe aussi des oppositions à la fois pragmatiques et théoriques au "socialisme de marché" —et des partisans d'un marché contrôlé par le plan (parfois appelé "marché régulé").

Plusieurs questions se posent alors que nous regrouperons en deux points.

Deux problèmes généraux

a/ Y-a-t-il coexistence pacifique, ou conflits entre objectifs planifiés et mécanismes décentralisés marchands ?

Le discours officiel soviétique qui parle d'un "marché régulé" ne soulève pas la question d'une dynamique conflictuelle. Au contraire, les relations marchandes

sont présentées comme faisant partie des "principes" et des caractéristiques durables du "socialisme".

"Le socialisme se caractérise (nous soulignons-CS) par la production de marchandises et des rapports marchands et monétaires, et ceci n'est nullement inhérent à la seule économie capitaliste", nous dit Aganbegian [1987, p.139], et il précise même : "En quoi consiste la réforme radicale de la gestion?" Et il cite pêle-mêle le respect de la "propriété socialiste du peuple tout entier", du "développement planifié" et de "l'intensification de la production marchande et des rapports marchands et monétaires, etc. Ces lois et catégories ne seront pas abolies mais se développeront et s'enrichiront" (Id. p.123) (nous soulignons-CS).

Certes, Aganbegian souligne, à juste titre, qu'il y a eu marché avant le capitalisme et qu'il y en a (et qu'il y en aura) après, avec une différence essentielle : seul le système capitaliste est un système de production marchande généralisé. Mais cela même montre qu'on ne peut "caractériser" le "socialisme" par les rapports marchands.

Ne nions pas les difficultés auxquelles les "classiques" n'ont certes pas donné de réponses. Mais n'acceptons pas de confondre l'appât du gain monétaire ou "à chacun selon les résultats marchands" avec un "principe socialiste". Et n'acceptons pas non plus de confondre deux choses distinctes : 1) le fait qu'à l'évidence, dans les sociétés post-capitalistes actuelles un certain marché est nécessaire(jusqu'à quel point, c'est le débat); et 2) l'hypothèse selon laquelle le marché aiderait au développement de "rapports socialistes." Ceci n'est pas démontré, ni théoriquement, ni par l'expérience. Encore faut-il bien entendu s'entendre sur ce qu'on peut appeler "rapports socialistes". C'est manifestement ce qui est le plus éludé dans les textes des réformateurs soviétiques : on ne peut être "transparent" sur cette question, après avoir accepté pendant des décennies de caractériser l'URSS comme "socialiste".

Alec Nove [1983] étudie la même question —et derrière elle, celle de l'aliénation du travail : celle-ci doit elle, peut-elle disparaître? La réponse positive ("dogmatique"?) à cette question est un fil conducteur dans la critique du marché et de la bureaucratie. Elle impliquerait sans doute aux yeux de Nove une "grille de lecture" trop marxiste de la réalité et de ses contradictions. Dès lors, il ne dit mot de ce problème et mène le débat uniquement sur le marché comme "technique". Son anti-marxisme se condense sur la thèse selon laquelle le marché ne doit pas dépérir avec le socialisme. Certes, l'auteur du "socialisme faisable" défend

pratiquement, contre les approches libérales marchandes radicales, l'idée d'un "marché contrôlé"... Mais tout le débat est justement de savoir si un tel marché "contrôlé" recouvre ou non une situation stable —ou, au contraire, des contradictions, une dynamique sociale n'allant pas nécessairement dans le sens du socialisme.

b/ Comment le "politique" au sens large (les choix de société) affecte-t-il "l'économique"?

Cette question est voilée ou déformée tant qu'il n'y a pas critique radicale de la politique réelle-

ment existante et de ses formes institutionnelles : celle du parti unique qui n'est pas remis en cause dans son monopole de pouvoir; dans les réformes envisagées à l'Est, on propose seulement de diminuer le rôle du parti dans la gestion économique —au sens où l'on propose d'accepter les critères "objectifs" que donneraient les "instruments économiques" à la place des ordres administratifs. Mais, dans cette logique, les partisans d'un régulateur marchand auront l'avantage de la conséquence... Il y aura d'autant plus de pressions pour passer effectivement au "socialisme de marché" (même après une vague de recentralisation) que des incohérences de logique et des déséquilibres se manifestent.

L'utilisation des mécanismes marchands par le plan

Plan

A. Vue d'ensemble : les "instruments économiques"

- a) les prix
- b) les crédits
- c) la fiscalité et le plan
- d) autres moyens

B. Les conflits dans les variantes sans autogestion ouvrière

- 1) Où a-t-on introduit ce type de réformes?
- 2) Caractéristiques de ces réformes

3) Les conflits apparus

- L'exemple tchécoslovaque
 - a) au plan social
 - b) dynamique politique
 - c) pression pour l'extension des mécanismes marchands
- ⊗ Pas de "miracle hongrois"

C. Les conflits dans les variantes avec autogestion ouvrière La Yougoslavie de 1950 à 1965

A) Vue d'ensemble

Globalement, il s'agit d'introduire, à la place des ordres, des méthodes de liaison indirectes entre centre et unités de production —ce qui est généralement appelé "utilisation d'instruments économiques". On parle parfois aussi de "planification décentralisée". Mais l'appellation obscurcit la compréhension d'ensemble du modèle : il subsiste une **détermination centrale (planifiée) ou "macro-économique"**, des **grands objectifs stratégiques** du développement, sur la base de critères socio-économiques et politiques. Ce qui est "décentralisé", c'est la gestion quotidienne ou de court terme.

☞ La description de ce modèle par les trois A ou les trois "auto" (auto-gestion, auto-financement, autonomie comptable) ne souligne pas la **subordination** substantiellement maintenue des décisions micro-économiques (au niveau des entreprises) au plan d'ensemble.

Les catégories marchandes utilisées peuvent donner cette illusion de décisions indépendantes les unes des autres : les entreprises doivent effectivement établir leur comptabilité financière et faire leurs calculs de coûts pour couvrir leurs dépenses avec leurs recettes. C'est ce

qui laissera la place à une certaine réalité des trois "auto". Mais les décisions locales seront étroitement conditionnées, de façon plus ou moins directe, par les "instruments économiques" (prix, crédit, fiscalité, mais aussi normes, etc.) dont disposent les planificateurs.

Donnons quelques exemples :

a) *Comment les prix peuvent-ils être des instruments d'application d'objectifs planifiés?*

On a vu que dans le modèle de planification bureaucratiquement centralisé les prix de gros du secteur d'Etat étaient des réalités **comptables**, mais ne jouaient pas de rôle "actif". Ils n'influençaient pas l'orientation des investissements mais étaient au contraire un moyen de vérifier que la circulation des biens d'une unité à l'autre se faisait selon les ordres planifiés.

Dans le modèle de plan avec instruments économiques, il y a en général trois types de prix : ceux qui restent fixés par le centre; ceux qui sont contrôlés mais peuvent enregistrer certaines fluctuations selon les coûts et les rapports de l'offre et de la demande; et ceux qui sont libres.

Les prix "administrés" peuvent incorporer des jugements macro-économiques : veut-on par exemple

stimuler la demande de telle source d'énergie, soit par rapport à une autre, nationale, soit par rapport à des importations —soit parce qu'on veut réserver une autre ressource pour l'exportation? Les prix imposés seront alors fixés **suffisamment bas** pour que dans leur calcul économique —cherchant à maximiser leur profit— les entreprises "autonomes", "autogérées" et "auto-financées" choisissent rationnellement cette énergie là, la moins chère. Il y aura un prix jouant un rôle actif dans le choix de l'entreprise. Ce rôle ne sera **pourant pas celui d'un marché libre** qui aurait éventuellement jugé le produit national "trop coûteux" par rapport au produit importé. Un tel mécanisme peut permettre à l'économie nationale de gagner du temps pour son développement —tout en ayant pour but de réduire ses coûts de façon qu'à terme ses propres productions jugées nécessaires deviennent plus compétitives et ne nécessitent plus les mêmes protections.

Evidemment, la comparaison avec les prix mondiaux peut et doit régulièrement être faite par les planificateurs. Il n'est pas toujours évident qu'il soit judicieux d'exploiter une ressource nationale coûteuse plutôt que d'importer. Mais l'inverse (supposé toujours vrai par les partisans du libre-échange se fondant sur les seules indications de prix de marché) n'a rien d'évident non plus : les prix mondiaux subissent des fluctuations qui ne permettent pas forcément des calculs de long terme fiables (cf. le pétrole...); la question des dépendances politico-économiques joue également un rôle essentiel dans le calcul avantages/coûts de chaque choix. Le développement et l'emploi régional lié à l'exploitation d'une ressource nationale font également partie des calculs nécessaires : comme on le voit il s'agit de calculs "sociaux", macro-économiques et pas seulement de rentabilité locale et de court terme.

Si on utilise un prix donné comme un instrument du plan, il faut évidemment le distinguer du "prix de départ" qui incorpore l'évaluation des coûts réels intérieurs de production de cette ressource (la façon de le faire fait également l'objet de débats que nous n'évoquons pas ici).

☞ Cela souligne la nécessité de distinguer différents types de comptabilités et de prix ayant différentes fonctions : le calcul économique d'ensemble exige évidemment une transparence des coûts pour pouvoir faire des choix rationnels et des comparaisons internationales. La répartition des ressources selon d'autres critères que les seuls coûts ou la seule rareté de départ peut à son tour exiger un autre type de prix.

Mais si l'on ne distingue pas ces objectifs différents, où encore si l'on veut faire jouer à un seul système de prix l'ensemble de ces fonctions (à la fois mesure des coûts, répartition du travail social et distribution) alors, on tend nécessairement vers la restauration de la loi de la valeur, ou d'un mécanisme marchand unifié. Le discours des économistes soviétiques est très obscur sur ce plan.

b) Les crédits comme instruments du plan.

Les moyens de production peuvent être alloués centralement. C'est le cas dans la planification centralisée par ordres directs.

Dans le modèle étudié ici, on distingue généralement les investissements alloués impérativement, et les autres parmi lesquels il y a 1) les investissements auto-financés par les entreprises et 2) ceux qui sont financés par le crédit bancaire —ces deux dernières catégories doivent se développer pour inciter davantage les entreprises à un calcul économique et à un comportement non passif.

Le rôle du plan est évident pour les investissements qui restent centralisés. Il faut, cas par cas, mesurer leur ampleur et leur rôle stratégique. Il est clair, par exemple, que la réorientation de l'industrie soviétique sera très largement influencée par les investissements prioritaires de renouvellement des équipements et de développement des industries mécaniques, qui ont été réalisés dès 1986 dans le cadre des plans 1986-1990, avant que la décentralisation plus poussée n'entre en application.

Mais les moyens de contrôle des investissements ne s'arrêtent pas là dans le nouveau système. A nouveau, les trois "auto" peuvent induire en erreur quant à l'interprétation d'ensemble : les investissements qui dépendent du crédit sont nécessairement ceux qui sont d'une importance telle que l'auto-financement ne suffit pas.

☞ Autrement dit, dès qu'il s'agit d'une décision d'une certaine ampleur, la relation de crédit risque d'intervenir. Il faut donc étudier ce qu'elle recouvre. Il faut à nouveau le faire cas par cas, car il peut y avoir évolution de la substance sous une forme inchangée. Mais en général, le modèle étudié, recouvre des institutions de crédit qui demeurent des instruments d'application du plan. Ceci reste vrai, même si on insiste sur le fait que les crédits alloués doivent prendre en compte des critères de rentabilité des projets émanant des entreprises.

En effet, la part des crédits alloués selon les branches et la part globale du revenu national qui financera le fond d'investissement distribué sous forme de crédit peuvent être déterminées centralement. Cela pourrait faire l'objet d'une procédure démocratique, mais ce n'est pas prévu dans les réformes "réellement existantes". Il s'agit là d'un premier niveau de décision qui prend en compte un calcul macro-économiques et des enjeux stratégiques, de long et moyen terme.

Ensuite, pour un montant donné de crédit distribuable, les banques peuvent faire des appels d'offre publics à l'ensemble des entreprises concernées (par exemple, la branche des industries mécaniques). Il est alors possible de faire jouer une forme de compétition entre les entreprises pour l'obtention de ces crédits. Il y a souvent des commentaires humoristiques sur le fait que les soviétiques aiment à distinguer cette "émulation socialiste" de la compétition marchande classique. Il peut y avoir effectivement glissement de l'une vers l'autre. Mais il peut aussi y avoir un contenu différent. On peut intégrer au modèle l'hypothèse que la décision finale d'attribution du crédit dépend de l'examen complexe des

dossiers des entreprises et non pas seulement d'un critère de rentabilité de court terme : le développement régional, les économies réalisées dans les projets, la substitution de productions nationales à des importations, la fourniture d'emplois locaux, voire le fait que l'entreprise puisse faire état d'une demande non satisfaite pour un type spécifique de produit... Voilà autant de critères qui peuvent être incorporés au mécanisme d'allocation du crédit. (A nouveau, ces critères pourraient être discutés publiquement et l'allocation des crédits soumise à un contrôle social, pluraliste!)

Il y a en tous les cas une **combinaison** de déterminants macro-économiques puis d'initiatives décentralisées à deux niveaux :

- celui des banques comme médiateurs entre le plan et les unités de base ou les régions,
- et celui des unités de base qui sollicitent les crédits sur la base de projets qu'elles élaborent elles-mêmes.

Le système bancaire permet une coordination des décisions, sans pour autant que le centre ait besoin d'entrer ni dans le détail des modalités d'application de ses choix, ni même forcément d'avoir prévu toutes les demandes d'investissements.

La question de savoir à quelle logique obéit la relation de crédit est donc essentielle. L'expérience montre évidemment que les institutions financières ne sont pas de simples intermédiaires "neutres". Entre la subordination au "centre" et les logiques "localistes" (avec leurs possibles "maffias" associant directions de banques, directions d'entreprises, directions des organes de pouvoir locaux), bien des oscillations et combinaisons sont possibles. L'extension des mécanismes marchands leur donne plus d'amplitude. L'absence de contrôle social — public — sur l'attribution des crédits permet évidemment à tous les "lobbies" de jouer plus librement.

c) La fiscalité et le plan.

C'est le troisième grand "instrument économique" permettant de combiner choix globaux et initiative micro-économique. Les variantes peuvent être multiples. Mais il y a au moins deux domaines où l'on peut illustrer le jeu de la fiscalité :

- d'une part, la limitation du surplus restant à la disposition des entreprises. : on a vu que le crédit était une forme de dépendance possible vis-à-vis des choix centraux. Le contrôle des investissements décentralisés peut donc se réaliser... en contraignant de fait les entreprises à recourir au crédit par la limitation des profits disponibles. Les initiatives locales tendant à contredire des choix centraux pourraient alors être tempérées ou remises en cause.

Ainsi, dans la première période de l'autogestion yougoslave où ce type de modèle était appliqué (1952-1964), environ 70% des investissements restaient finalement sous contrôle direct ou indirect des planificateurs, bien que les trois "auto" s'appliquent. Il est clair que les branches où l'autofinancement pouvait être suffisant pour ne pas dépendre du crédit étaient celles où les prix libres étaient les plus avantageux (réflétant par exemple une de-

mande insuffisante de biens de consommation) et les investissements nécessaires les moins importants : autrement dit ces mécanismes favorisaient le développement décentralisé de l'industrie légère... ce qui correspondait à l'un des objectifs des planificateurs... (jusqu'à ce que le système de développement des industries de base ne suive plus celui des biens manufacturés : des déséquilibres inverses de ceux du plan centralisé bureaucratique apparaissent...)

- d'autre part, la fiscalité sert dans ce type de modèle à tempérer les effets d'une distribution décentralisée des revenus selon les résultats marchands. Mais il y aura là à nouveau des conflits de logiques (évoqués plus loin).

e) Les autres moyens d'intervention du centre

Dans la pratique de ces réformes, il existe aussi : les normes de répartition des profits entre différents fonds, les grilles de salaires, les injonctions et contrôles directs... Il y a là autant de mécanismes qui peuvent entrer en conflit avec "l'autonomie", "l'autogestion" et "l'autofinancement" tant vantés...

B) Les conflits dans les variantes sans autogestion ouvrière

1) Où a-t-on introduit ce type de réformes?

Pratiquement, les principaux débats dans les années soixante en URSS (cf. les élaborations de Liberman et Trapeznikov) et dans les autres pays de l'Est sauf la Yougoslavie, portaient sur ce type de modèle, sans autogestion ouvrière.

Il inspirait aussi bien les réformes Kossyguine en 1965, en URSS, que les réformateurs tchécoslovaques des années soixante. La dynamique politique de la réforme (on va y revenir) dans les conditions du Printemps de Prague provoqua l'intervention des tanks soviétiques en 1968 et l'arrêt global du cours réformateur en URSS et en Tchécoslovaquie.

La Hongrie, tout en ayant participé à l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à Prague contrôlait suffisamment sa situation politique et sociale intérieure pour que le grand frère tolère au contraire son Nouveau Mécanisme Économique : la précédente intervention soviétique (en Hongrie, cette fois-là, en 1956 — l'époque du "khrouchtchévisme") avait "suffi"; il y a eu défaite ouvrière; mais en même temps mise à l'écart de l'aile la plus conservatrice de la bureaucratie — ce qui facilitera le cours réformateur ultérieur dans un contexte politique davantage "contrôlé" par un parti purgé.

2) Caractéristiques politico-sociales de ces réformes

Présentées sous l'aspect général que nous avons évoqué, ces réformes n'ont rien changé au système politique de parti unique et au contenu bureaucratique ("étatiste") du plan.

Le fait de transmettre les choix centraux par des instruments "économiques" plutôt que de façon directe vise seulement à stimuler une plus grande marge d'initiative pour les "unités de base" — en l'occurrence, les directeurs et organes de gestion des entreprises — en accentuant les pressions marchandes. Sur le plan social, ce type de réformes **s'appuie donc sur les couches technocratiques** — au détriment de l'appareil de fonctionnaires antérieurement attaché aux mécanismes de planification par ordres directs. Généralement les stimulants monétaires associés aux réformes ont visé principalement ces couches de gestionnaires.

Les enquêtes faites en Hongrie dans les années soixante, montraient que les ouvriers avaient fort peu vu de changements positifs pour eux mêmes notamment sous l'angle des revenus. On connaît les histoires racontées à ce propos en Hongrie.

Kadar va faire son enquête sur la réforme. Il rencontre un directeur d'entreprise : "alors, qu'est-ce que la réforme t'a apporté ? — Oh, j'ai pu m'acheter une voiture avec mes primes...

— Très bien, et puis ?

— Le reste, je l'ai mis en caisse d'épargne."

Puis Kadar rencontre un ouvrier : même question.

Réponse :

"— Oh, j'ai pu m'acheter une paire de chaussures neuves avec mon salaire !

— Et le reste ?

— Je l'ai emprunté à ma belle-mère."

On a dit qu'il y avait eu faible application de ces réformes — ou rapide recentralisation, avant de nouvelles vagues plus audacieuses. Pourquoi ?

3) Les conflits apparus

● L'exemple tchécoslovaque

Dans son *Histoire économique des Pays de l'Est*, Brus évoque la réforme tchécoslovaque en soulignant son côté populaire. Cela telescope sans doute plusieurs aspects et moments : il y a eu défense populaire des réformes contre l'intervention soviétique. Mais sur le fond des réformes, les conflits surgis au début, ressemblaient fort à ce que l'on peut constater par les temps de *perestroïka* (refonte = restructuration) en URSS aujourd'hui.

Ici comme là, la tendance vers la stagnation était la cause fondamentale des réformes. La planification bureaucratique avait étouffé rapidement les capacités productives de la Tchécoslovaquie — seul "pays de l'Est" avec la RDA relativement développé avant le change-

ment de régime.

Le point de départ des réformateurs (notamment Ota Sik) était très technocratique — ils ne faisaient guère de place à la démocratisation politique et à l'autogestion ouvrière. (Nous ne discutons pas ici s'il s'agissait d'une auto-limitation des réformateurs, tactique parfois utilisée dans les Pays de l'Est, pour avancer sans se heurter de front aux terrains les plus sensibles). Il s'agissait en substance de faire appel aux mécanismes marchands pour tenter de réduire les gaspillages bureaucratiques, d'améliorer la productivité du travail et l'efficacité de la production face à la demande.

a) Au plan social, les réformes se heurtèrent à deux types de résistances, comme aujourd'hui en URSS :

- celles émanant de l'appareil bureaucratique conservateur (la déstalinisation n'avait pas eu lieu en Tchécoslovaquie);

- et au moins la passivité sinon la défiance des ouvriers : la réforme pouvait les menacer sur plusieurs plans :

+ l'emploi garanti et des rythmes de travail face à la logique productiviste de la réforme;

+ le niveau de vie : la baisse des subventions centrales, la diversification des prix risquaient d'affecter en premier lieu les biens de consommation courante.

L'aile conservatrice de l'appareil — derrière Novotny — ne s'est pas privée d'exploiter cet aspect des réformes pour essayer de faire peser les travailleurs de son côté. Des pétitions ont commencé à circuler dans les entreprises...

b) Ce facteur là — et la nécessité pour les réformateurs dubcekiens d'élargir leur base sociale — s'est combiné avec la **dynamique politique** de la réforme : l'appel à certains mécanismes décentralisateurs et à une plus grande autonomie des entreprises impliquait aussi une certaine circulation de l'information, une certaine "transparence" de l'économie. La censure et les vérités d'Etat heurtaient de front cette logique. La Tchécoslovaquie avait des traditions politiques et culturelles démocratiques qui ont nourri des mouvements "d'en bas" s'emparant des failles surgies "en haut" dans l'unanimité de l'appareil.

Le Printemps de Prague a pu ainsi fleurir comme mouvement d'ensemble affectant toute la société — et en grande partie non contrôlé d'en haut. C'est là une des différences avec la perestroïka soviétique — du moins dans son étape actuelle...

C'est une différence que Petr Uhl souligne contre le point de vue des communistes réformateurs de la Charte 77 ("Réformes d'en haut ou... démocratiser d'en bas?" *Inprecor*, n°258, 1/2/1988). Mais c'est aussi ce que disent les officiels soviétiques... pour expliquer pourquoi l'intervention soviétique contre le Printemps de Prague

avait sa raison d'être alors que les réformes économiques préconisées ressemblent pourtant beaucoup à celles qui sont aujourd'hui avancées en URSS même... : la différence est le degré de contrôle politique du parti, et non pas un quelconque danger de restauration capitaliste...

c) La restauration capitaliste ne menaçait pas, mais les pressions pour l'extension des mécanismes marchands étaient réelles —et sont "logiques" dans toute réforme de ce type : les directeurs se trouvent finalement confrontés à une situation éminemment inconfortable, ambiguë, instable; on leur demande de prendre des initiatives pour réduire les coûts et se plier à une certaine compétition marchande... mais le maintien des interventions du "centre" place les entreprises dans des situations différentes selon les branches; d'autre part l'impossibilité de licencier librement empêche de réduire les coûts sur ce plan.

☛ Et puis, à quoi bon prendre des risques dans la gestion si l'on ne peut finalement pas en garder le profit et le faire fructifier : les mécanismes marchands auquel le système fait appel, entretient donc en conflit avec ses propres valeurs de référence : derrière les "valeurs", il y a des résistances sociales.

C'est ce que l'exemple hongrois, plus largement appliqué, confirme.

② Pas de "miracle hongrois"

Bien qu'il fasse référence comme exemple de réformisme conséquent, l'exemple hongrois ne correspond guère à son image.

Les tensions face aux effets sociaux des réformes des années soixante, ont provoqué un retour centralisateur dès les années soixante-dix : le "centre" a dû multiplier ses interventions pour soutenir les entreprises déficitaires (avec les nouveaux prix se rapprochant des prix mondiaux) et les critères de distribution prévus ont largement été pondérés. Le cours recentralisateur s'est accompagné d'une ouverture vers le marché mondial qui était assez générale dans les Pays de l'Est à cette époque —et qui a débouché sur l'endettement.

Une nouvelle vague de réformes sous les auspices du FMI tend à accentuer aujourd'hui la logique marchande (vers un modèle réellement décentralisé). Le syndrome yougoslave guette : les écarts se sont creusés avec de vrais poches de pauvreté à côté d'un secteur privé qui ne s'enrichit pas forcément dans des secteurs essentiels pour les besoins sociaux. Le secteur d'Etat quant à lui reste lourd à réformer, combinant bureaucratie et rapports marchands.

Les nouvelles réformes risquent de s'échouer sur une crise politique et sociale et de grandes tensions nourries par une croissance quasi nulle : la question de l'emploi et celle des inégalités nées du marché risquent de prendre rapidement le devant de la scène. Des aménagements de la loi en Hongrie, ont récemment facilité les procédures de reconversion des travailleurs d'une branche vers une autre (le licenciement reste conditionné par un tel reclassement, mais le nouvel emploi doit être obligatoirement accepté par l'intéressé). Il y a là de nouvelles sources de tensions quand l'emploi est dans une autre région (problèmes familiaux) et quand il ne correspond pas à la qualification acquise (l'absence de défense syndicale effective peut provoquer des mouvements indépendants dont on a déjà quelques échos).

Il n'y a donc pas de "miracle" hongrois, au moins au plan industriel. Les succès et les marges de popularité du régime sont d'une part politiques (tout est relatif : après la répression, la libéralisation culturelle proposée par Kadar fait envie chez ses voisins, mais elle a sans doute atteint ses limites); et surtout liés à l'agriculture, qui compte tant dans le niveau de vie : mais le bilan plutôt positif sur ce plan ne tient pas d'abord à l'extension du secteur privé —qui reste limité bien que légal. Il renvoie davantage aux marges de responsabilité accordées aux équipes de kolkhoziens dans l'agriculture et à une meilleure articulation entre grande et petite production... (recouvrant des savoir-faire et des formes de travail et de contrôle social différents).

C) Les conflits dans les variantes avec autogestion

L'autogestion décentralisée subordonnée au plan central —première étape des réformes en Yougoslavie— a couvert plus d'une décennie : l'autogestion a commencé à être introduite en 1950 et le premier des plans quinquennaux du nouveau système date de 1955; le "socialisme de marché" sera décrété dix ans plus tard, en 1965. L'un et l'autre des modèles sera introduit "par en haut".

En dépit de marges de libertés bien plus larges que chez ses voisins (sur lesquelles on ne peut s'étendre ici), la Yougoslavie a conservé un système de parti unique. Les droits culturels, religieux, nationaux, se sont étendus. Mais l'expression de désaccords politiques, nationaux et sociaux n'a jamais été tolérée dès lors qu'elle prenait des formes collectives organisées.

Le modèle yougoslave des années 1950 à 1965 est plus proche du modèle proposé aujourd'hui en URSS que l'exemple hongrois —à cause de l'autogestion ouvrière actuellement préconisée. A ceci près que la "révolution d'en haut" impulsée par les dirigeants yougoslaves tirait sa force d'une vraie "révolution d'en bas" qui leur avait donné une très grande popularité; en outre, les courants les plus centralistes (ou suspects de soutenir Staline) avaient été "purgés" (par les pires méthodes, soit dit en passant). Enfin, la classe ouvrière yougoslave était une minorité de la

population —dont 70% était rurale. Et les mesures sociales immédiatement prises par le régime (aidées notamment par les indemnités de guerre reçues) s'efforceront d'améliorer le niveau de vie ouvrier très misérable au sortir de la guerre.

Autrement dit, **il n'y a pas eu d'obstacle à la mise en place rapide des réformes** — contrairement à ce qui se passe et se passera en URSS. Mais ici comme là, l'introduction de l'autogestion avait pour fonction de consolider les bases du régime dans une période difficile (la rupture avec Staline s'accompagna d'un blocus économique).

L'autogestion était alors plutôt une "cogestion" très subordonnée aux pouvoirs syndicaux et communaux. La réforme combinait le maintien d'une orientation macro-économique du système avec des initiatives décentralisées fondées sur les trois "Auto" évoquées.

Le bilan en est paradoxal : la période d'application de ces réformes recouvre les **meilleures performances de toute l'histoire yougoslave d'après-guerre** : taux de croissance du Produit Social parmi les plus élevés du monde (en moyenne 10% par an); amélioration substantielle des équilibres entre les branches; croissance des services; progrès de la coopération agricole (après la remise en cause d'un cours de collectivisation forcée); contrôle des prix internes et faible endettement externe par un rythme élevé d'exportations... bref une meilleure satisfaction des besoins. Et pourtant, c'est ce même système qui fut remis en cause en 1965...

☞ **Le bilan macro-économique ne permet pas de rendre compte des conflits croissants** qui éclairent les causes principales du tournant de 1965. Disons que les tensions évoquées pour les systèmes sans autogestion ouvrière se retrouvent, mais avec des dimensions socio-politiques différentes.

a) **Deux aspects du programme socialiste officiellement proclamé entrent en contradiction apparente** :

- d'un côté, il y a les **aspects redistributifs** du plan, qui visent à réduire les inégalités entre régions et à assurer un certain nombre d'équilibres et d'objectifs de transformation à long terme. Mais la forme nouvelle du plan, par "instruments économiques" à la place des ordres administratifs détaillés, ne change pas son extériorité à l'autogestion proclamée —dans une communauté multi-nationale comme la Yougoslavie, cet aspect redistributif concerne aussi directement les régions/nations/républiques. (N'est-ce pas aussi le cas en URSS?)

- Et de l'autre côté, il y a la proclamation de l'autogestion comme retour à la substance du programme socialiste : "l'association des producteurs directs"... les "travailleurs, maîtres chez eux", comme on dit en URSS. Mais si l'autogestion reste cantonnée à l'horizon de l'entreprise, tout ce qui limite les droits locaux de gestion apparaît comme une

spoliation des droits reconnus.

b) Une deuxième contradiction double la première : le mode de distribution selon les résultats marchands entre à la fois en conflit avec la logique redistributive du plan et avec les "principes socialistes" souvent répétés : "à chacun selon son travail" (que nous discuterons en conclusion).

+ La réforme met au centre de ses slogans : augmentez votre productivité locale et vos revenus s'accroîtront. Mais la fiscalité prend davantage à ceux qui gagnent plus, pour limiter les écarts... (Dès aujourd'hui Abel Aganbegian préconise ce qu'ont fait les yougoslaves en 1957 : remplacer la fiscalité progressive par des impôts uniformes. Mais les écarts accrus seront sources de tensions...)

+ La distribution tend donc de plus en plus à se faire **non pas selon le travail, mais selon les résultats marchands**. Les dirigeants soviétiques assimilent déjà le premier au second. Mais des conditions inégales d'acquisition des revenus font et feront éclater des grèves : en Yougoslavie, la première dont on fit état publiquement remonte à 1957. Elle était significative : les mineurs de Slovénie se trouvaient désavantagés par le système de prix : le charbon faisait partie des branches à prix fixés (en l'occurrence bas). Les revenus de la vente étaient nécessairement moins bons —et les compensations jugées insuffisantes. D'autres prix peuvent à leur tour être cause de bons ou de mauvais revenus, selon les branches —pour des raisons indépendantes de l'effort de travail fourni : régions aux infrastructures coûteuses, écoulement plus ou moins bon des produits, rentes naturelles, équipements meilleurs liés à des investissements plus récents, etc...

Finalement, dès 1957, le système yougoslave commençait à s'infléchir vers un "socialisme de marché" : le marché était présenté comme le seul moyen d'augmenter la croissance des forces productives et de réaliser des rapports socialistes autogestionnaires. En même temps qu'on atténuait encore les aspects redistributifs du plan, on renforçait le statut des autogestionnaires au plan local. Au lieu d'orienter par des normes la gestion du profit, on laissait désormais l'entreprise gérer son "revenu net" (une fois les frais matériels et les taxes payées) entre tous ses fonds, y compris ceux de "revenus personnels" : la division salaire/profit était supprimée (le salaire n'était plus considéré comme un coût). Mais c'est en même temps une logique de distribution selon les résultats marchands qui s'affirmait davantage. Les Républiques riches cherchaient à s'émanciper à leur tour des "ingérences centrales" dans la gestion de leurs ressources.

☞ **Au début des années soixante, l'autogestion yougoslave était à la croisée des chemins** : les pressions pour que les **droits reconnus s'appliquent** étaient d'autant plus fortes que le régime, après sa rupture avec Staline avait de lui même légitimé toutes les critiques contre la bureaucratie et "l'étatisme".

Mais l'autogestion, brimée par un plan qui restait "étatiste", à la recherche d'une "justice sociale" qui lui soit propre, pouvait s'emparer du plan, définir elle-même les priorités et les critères de distribution qu'elle jugeait équitables — et qu'elle aurait donc été prête à s'appliquer à elle-même au plan local. Une **Chambre de l'autogestion** (telle qu'elle fut proposée par Solidarnosc en Pologne) au niveau de la fédération aurait pu se subordonner les institutions de crédit. La planification pouvait se démocratiser aussi vis-à-vis des Républiques composant la fédération — en permettant un contrôle de l'allocation des ressources et des choix en commun de long terme, sur la base d'avantages réciproques et de solidarités consciemment acceptées.

C'est au contraire l'extension des mécanismes marchands par le démantèlement du plan qui fut choisi.

Une remarque de conclusion de cet exposé : les conditions d'une expérimentation plus poussée, et plus durable des réformes ont été éminemment politiques. Ou, si l'on préfère, les mécanismes marchands ont pu d'autant plus s'étendre que la bureaucra-

tie au pouvoir a cédé des marges d'expression décentralisées à la population. L'expérience hongroise le montre de façon limitée. La dynamique du Printemps de Prague l'illustre aussi à sa façon. Le cas yougoslave le souligne davantage encore — et permet de comprendre sans doute pourquoi, aujourd'hui, Gorbatchev introduit d'emblée explicitement une dimension politique aux réformes proposées : c'est la condition pour tenter de gagner une certaine adhésion populaire.

☛ On peut donc renverser le propos : la bureaucratie a pu tolérer une certaine extension de droits locaux sans remettre en cause son monopole de pouvoir politique central, en élargissant les mécanismes marchands. Cette optique renverse de façon paradoxale l'image répandue : le marché a plutôt été un instrument limitant la démocratisation du système... Le "socialisme de marché" yougoslave l'illustre davantage encore.

La Yougoslavie depuis la révolution : quelques points de repère

8 mars 1945 : un compromis entre le Parti communiste yougoslave (PCY) et le gouvernement en exil met officiellement en place un régime de coalition, mais le PCY maintient son armée de 800 000 partisans et ses comités de libération populaires.

octobre 1945 : les deux derniers ministres bourgeois quittent le gouvernement. Le nouvel appareil d'Etat consolide ses acquis : nationalisation des moyens de production et des banques, réforme agraire, monopole de fait du commerce extérieur.

1945-1950 : période de la planification complètement centralisée sur le modèle soviétique et collectivisation des terres

29 novembre 1945 : proclamation après référendum de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

1948 : le Kremlin dénonce "la clique titiste" et appelle publiquement "les forces saines du PCY" à imposer une nouvelle ligne; une sévère épuration condamne à l'impuissance les partisans du Kominform dans le PCY, mais l'immense majorité du parti suit la direction; le Kominform lance une vague d'épuration dans tous les PC contre les "titistes".

1950 : loi sur l'autogestion ouvrière; rétablissement de la propriété privée de 80% des terres

1950/1952-1965 : (cf. exposé 2 sur les réformes marchandes du premier type) introduction puis extension de l'autogestion à tous les secteurs (services et culture compris), mais l'Etat contrôle environ 70% des investissements; le secteur privé est limité à l'agriculture et à l'artisanat

1954 : purge de Milovan Djilas

1955 : voyage de Khrouchtchev pour la réconciliation

1958 : le VII^{ème} congrès affirme que l'autogestion est un objectif universel de la révolution socialiste et pas seulement la "voie yougoslave"

1965 : introduction de la réforme économique décentralisée

1965-1971 : (cf. exposé 3 sur le "socialisme de marché") application de la réforme économique : recherche de la rentabilité par la concurrence entre entreprises et sur le marché mondial, libération des prix, suppression du Fonds central d'investissement

1968 : révolte étudiante, grèves ouvrières, congrès des syndicats très critique; Tito dénonce le développement des rapports capitalistes et condamne l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie

1971 : développement du mouvement nationaliste croate

1971-1980 : recentralisation partielle : dans les banques, les fonds anonymes sont supprimés; mise en place d'une "planification autogestionnaire" par accords; démantèlement des grosses entreprises en petites unités.

1972 : répression et purges en Croatie, Tito dénonce les milliardaires

1973-1974 : répression contre la revue de gauche *Praxis*, et contre les kominformistes

1976 : la loi sur le travail associé étend formellement les pouvoirs de l'autogestion dans le cadre d'un éclatement des entreprises en petites unités.

1980-1987 : endettement extérieur, crise économique, piétinement, pression croissante du Fonds monétaire international (FMI)

"Le socialisme de marché"

l'exemple yougoslave

de 1965-1971

Plan

- I. Objectifs et moyens institutionnels
 - 1. Les objectifs
 - 2. Les moyens
 - + abolition du fonds d'investissement
 - + allègement de la fiscalité des entreprises
 - + transformation du système bancaire
 - + réforme des prix et du commerce extérieur
 - + ouverture aux capitaux étrangers
- II. Premiers effets socio-économiques de la réforme
 - 1. L'autogestion, l'emploi et le capital : quel développement intensif?
- 2. Les facteurs de désagrégation sociale
 - + le développement inégal régional
 - + l'appât du gain
- 3. Le creusement du déficit extérieur
- 4. L'inflation yougoslave
- III. Quelle autogestion?
 - + des relations quasi-salariales "auto-gestionnaires"
- IV. Une désétatisation sans socialisation réelle des moyens de production
 - + quelle dynamique du secteur privé
- V. La montée des conflits 1968-1971

L'exemple yougoslave est le seul qui nous permette de tester un tel modèle.

I. Objectifs et moyens institutionnels

1. Les objectifs

Voici comment le 9^{ème} Congrès de la LCY (Ligue des Communistes Yougoslaves) en 1969, en explicitait les objectifs :

"La Ligue des Communistes reconnaît que dans les conditions contemporaines, la production marchande est la seule forme possible d'extension rationnelle des forces productives et une précondition objective requise pour le développement de l'autogestion et de la démocratie socialiste directe. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de poursuivre énergiquement l'orientation de la réforme vers une pleine affirmation des formes de la production socialiste marchande les plus développées et les plus libres, en s'opposant à tout subjectivisme et à tout refus par l'Etat des effets de ses lois économiques."

Comme le souligne Wlodzimierz Brus [1975, pp. 62-69], il ne s'agit plus seulement de rejeter l'hypercentralisation d'une planification qui continuerait à orienter l'accumulation : ici, l'articulation plan/marché s'inverse. Les fonctions du marché s'élargissent.

"le règne de l'économie"...

Dans la terminologie officielle, "l'économie", prise comme un tout (en quelque sorte au-dessus des catégories sociales) était opposée à l'ennemi désigné : l'Etat. Il

s'agissait de reprendre à celui-ci les ressources qui devaient "de droit" retourner à "l'économie".

Voici en quels termes Vladimir Bakaric (un des hauts dirigeants de la révolution et de l'Etat yougoslaves) exposait rétrospectivement, l'esprit de la réforme [*Questions actuelles du socialisme* 1975] :

"Dans les lois de 1965 (...) l'Etat se dépouillait de certaines de ses obligations économiques, de certains éléments de son rôle dans ce domaine (...) pour les transférer à l'économie elle-même. Le produit net était partagé entre l'économie —70%— et l'Etat —30%. (...) On se demande aujourd'hui si les banques sont ou non partie intégrante de l'économie (sic). Si nous examinons la dernière phase de notre développement, nous verrons que le droit de disposer du surtravail, de la plus-value, est transféré aux banques que nous sommes plus ou moins enclins à ne pas considérer comme des organismes auto-gestionnaires ou comme des établissements gérés par les producteurs immédiats."

Pourtant, dans la terminologie de la réforme économique et sociale, elles sont des éléments de l'économie, le point crucial étant à cet égard l'opposition entre Etat et 'non-Etat'."

Le "non-Etat" était supposé gérer l'économie selon les critères "objectifs" —qui transcendaient eux aussi les différences de systèmes sociaux : les critères du marché mondial. Il s'agissait, selon la formule notamment employée par Branko Horvat, un des principaux économistes du régime, de "dépolitiser les décisions économiques".

Les prix seraient ceux du marché mondial, et les entreprises qui ne supporteraient pas une telle compétition, avec une protection douanière normale, devraient se réorganiser ou fermer leurs portes

2. Quels étaient les moyens de la réforme?

a) L'abolition des fonds d'investissements

Dans la réforme précédente (décrite dans l'exposé 2 sur "l'utilisation du marché par le plan"), l'accumulation était financée sur des fonds distingués du budget. En 1963, ces différents Fonds Sociaux d'Investissement furent abolis et leurs ressources transférées aux banques. Le pouvoir central, fédéral [la Yougoslavie est une fédération de 6 républiques et 2 provinces autonomes], ne pouvait désormais établir que des fonds spécifiés pour l'aide aux régions les moins développées. L'accumulation se décentralise donc vers les unités de production et vers le système bancaire. L'atténuation de la fiscalité pesant sur les entreprises et le changement de statut des banques donneront toute sa substance à ce processus de démantèlement réel du plan.

b) L'allègement de la fiscalité des entreprises

La contribution sur le revenu des entreprises fut totalement supprimée. L'impôt sur le chiffre d'affaires fut transféré de la production au commerce de détail et aux prix des services.

La part de valeur ajoutée qui était sous la responsabilité directe des entreprises passa d'une moyenne de 47% entre 1960 et 1963 à une moyenne de 58% dans la deuxième moitié des années soixante.

L'élargissement du rôle des entreprises dans la gestion du surplus social devait s'accompagner de celui des banques. La transformation de celles-ci est un des faits marquants de la Réforme.

c) Transformation du système bancaire

Jusqu'alors, les banques avaient été des institutions gérant les fonds sociaux sous le contrôle direct des "communautés socio-politiques" (organes de l'Etat) et selon les directives du plan. Des représentants des entreprises avaient certes pu participer aux équipes de gestion des banques avant la réforme. Mais la critique dominante portait sur le poids dérisoire dont ils disposaient, par rapport aux politiciens.

Pour lutter contre le compartimentage régional, les banques acquirent le droit d'opérer sur tout le territoire et furent incitées à fusionner.

Les banques pouvaient être fondées soit par des entreprises seules, ou en commun avec les communautés socio-politiques" (en ayant au moins 25 membres). Un organe d'Etat ne pouvait désormais fonder seul qu'une banque d'épargne.

L'instance de gestion de la banque était censée être l'Assemblée générale où les membres fondateurs avaient droit de vote en proportion des fonds investis.

Le système voulait garantir aux entreprises une majorité de voix. Il y aura en pratique souvent osmose entre les directeurs des entreprises, ceux des banques et les pouvoirs locaux. Mais la logique de gestion s'émancipait davantage des choix

centraux. Là était la principale transformation.

L'Assemblée générale se dotait d'un "Comité de Crédit", composé d'experts. Le directeur de la Banque en était automatiquement membre. Il s'agissait théoriquement d'un organe exécutif de l'Assemblée.

L'innovation la plus importante fut sans doute la mise en place d'un "fond de crédit". Il recueillait les ressources de la banque, constituées par les apports de ses membres fondateurs et par les recettes provenant des intérêts perçus sur les crédits. Il s'agissait désormais d'un fonds propre à la banque, qu'elle cherchait à faire fructifier par ses placements.

La Loi sur les banques et le Crédit de 1965 était la première permettant explicitement à une entreprise de percevoir un revenu provenant d'un investissement dans une autre entreprise (autrement dit provenant du travail d'autrui)....

Les crédits étaient alloués aux entreprises moyennant un taux d'intérêt théoriquement plafonné à 8% qui constituait donc le revenu de la banque. Celui-ci était divisé en trois parties, selon les décisions de l'Assemblée de l'institution : a) une part revenait au collectif de travail des employés de la banque pour couvrir des dépenses courantes (fonctionnement, amortissements, obligations légales et contractuelles, revenus personnels). Il leur était également possible d'accroître leur participation au fond de la banque en escomptant des bénéfices sur sa gestion. b) Une autre partie était affectée au fond de crédit et enfin c) le reste pouvait être versé aux membres fondateurs sous forme d'intérêts proportionnels à leurs apports. Ces sortes de "dividendes" dépendant des succès de l'activité bancaire ne pouvaient toutefois pas être distribués sous forme de revenus personnels.

☞ Les pressions seront très fortes — autant que les résistances — pour que sautent les réglementations limitant la liberté d'usage des "dividendes" et pour que les investissements puissent prendre la forme (le contenu) de véritables actions. Mais ceci ne sera jamais institué.

Les critères d'investissements exigeaient à leur tour une modification du système de prix intérieurs.

d) Les prix et le commerce extérieur

Elle visait un ajustement des prix intérieurs sur les prix mondiaux, un taux de change du dinar plus "réaliste" et l'abaissement des tarifs protectionnistes. Il s'agissait également de diminuer les prérogatives de l'Etat au profit des entreprises — la contre-partie étant pour celles-ci la perte des protections et des subventions.

En 1964, les augmentations de prix effectives furent de 15% dans les industries et mines — mais de 24% pour les matières premières, de 43% dans l'agriculture, de 21% pour les constructions et logements, de 30% pour les services.

En 1970, deux tiers des biens avaient des prix libres. Les mouvements inflationnistes qui se sont déclenchés dès 1965 iront bien au-delà de la "vérité" des prix souhaitée. La question de l'inflation deviendra de plus en plus une composante essentielle de la crise économique du système jusqu'à ce jour. Nous en discuterons plus loin.

La dévaluation du dinar (passant de 750 à 1250 dinars pour un dollar, ou encore 12,50 nouveaux dinars) devait favoriser les exportations et être un pas supplémentaire vers la convertibilité du dinar.

A la fin de 1971, les quotas restreignant les importations, et le système des licences ne touchaient plus que 1/5 des importations d'équipements, 1/4 des matières premières et des produits semi-finis et 37% des biens de consommation.

Les devises ne devaient être théoriquement disponibles (sur la base de quotas différenciés par produits) que pour les entreprises qui en gagnaient. En pratique une part importante des quotas de rétention circulait. Les entreprises acquièrent en outre le droit de négocier directement des crédits étrangers à la condition que l'entreprise ou la banque contractant une dette extérieure emprunte au maximum le triple de la quantité de devises dont elle disposait.

La Réforme introduira enfin deux autres mesures dans les rapports avec l'extérieur : la liberté de circulation et d'émigration (que nous étudierons avec la question de l'emploi) et l'ouverture aux capitaux étrangers.

e) L'ouverture aux capitaux étrangers

Elle devait atténuer l'endettement extérieur : d'une part, en améliorant la compétitivité des produits yougoslaves par les importations technologiques et celles de "savoir-faire"; et d'autre part en trouvant d'autres ressources d'investissements que les crédits extérieurs. La logique est la même aujourd'hui en URSS.

Jusqu'en 1967, les investissements étrangers en tant que tels étaient interdits. Les lois et amendements constitutionnels introduits à cette date autorisèrent la formation de co-entreprises (*joint ventures*) dont au moins 51% des fonds globaux devaient être yougoslaves. La législation nouvelle marquait à la fois une ouverture très audacieuse par comparaison aux pays de l'Europe de l'Est —et un souci de protéger la cohérence du système (Cf. les brochures de l'OCDE sur les investissements étrangers en Yougoslavie).

Du point de vue du système yougoslave (de sa structure socio-économique et des orientations dominantes) se posait d'abord la question du statut des travailleurs dans les co-entreprises. Il fut toujours proclamé que leurs droits ne devaient pas être différents dans ce type d'entreprises —et donc que l'autogestion et ses principes devaient s'y appliquer. La règle des 51% visait d'ailleurs à assurer la prépondérance des "voix" yougoslaves dans la prise de décision. Plus largement, la co-entreprise était, une fois constituée, propriété "sociale" inaliénable —ce qui laissait des zones d'ombre sur ce qu'il adviendrait en cas de pertes durables vu la difficulté de mise en faillite et la protection des revenus des travailleurs.

Mais les règles minutieuses établies au départ étaient porteuses de fortes contradictions —les mêmes que l'on retrouve en URSS.

Au-delà de ces premiers types de problèmes, les autorités yougoslaves étaient soucieuses de voir se résorber un certain nombre de déséquilibres macro-économiques. Mais le dégagement d'une production avantageusement exportable vers les pays à monnaie convertible ne coïncidait pas avec les intérêts des bailleurs de fonds étrangers (40% de la production devait être exportée) : les associés n'allaient-ils pas davantage chercher en Yougoslavie et en Europe de l'Est (avec l'aide de la première) de **nouveaux marchés plutôt que de se concurrencer eux-mêmes**? Enfin il s'agissait pour les dirigeants yougoslaves de rendre les co-entreprises attractives pour l'associé étranger —donc source de profits— tout en souhaitant garder en Yougoslavie l'essentiel des surplus dégagés... Un impôt de 35% était établi sur les bénéfices avec l'obligation de réinvestir au moins 20% de ces derniers en Yougoslavie —des dégrèvements fiscaux étaient prévus au cas de réinvestissements supérieurs ou effectués dans les régions sous-développées. Le rapatriement des bénéfices et du capital investi était en outre très complexe et subordonné à l'objectif de conserver les devises. Tout cela pouvait-il être "attractif"?

II. Premiers effets socio-économiques de la réforme

1. L'autogestion, l'emploi et le capital : quel développement intensif?

La priorité à un développement plus intensif devait nécessairement affecter l'emploi. En vérité il s'est agi d'un véritable effondrement du taux de croissance dont la contre-partie fut le chômage et l'émigration massive.

Les investissements technologiques se sont traduits par une très forte augmentation de la "productivité du travail" (mesurée par la quantité d'*output* par travailleur. Pour une base 100 en 1961, celle-ci est passée à l'indice 178,9 en 1971 —la croissance de l'*output* ayant été plus rapide que celle de l'emploi. Ceci s'est vérifié dans tous les secteurs [Rapport Banque mondiale, 1975, pp. 92-94]. Mais cette productivité-là du travail signifiait chômage.

Parallèlement, la part de fonds fixes par travailleur s'est accrue dans tous les secteurs —passant d'environ 57 000 dinars (de 1966) en 1965 à quelques 80 000 dinars en 1970. Au cours de cette deuxième partie de la décennie soixante, chaque emploi additionnel s'est accompagné d'un investissement trois fois plus important que dans la première moitié de cette période. Aux mêmes dates de comparaison, il faut environ une fois et demi de plus de fonds fixes par unité supplémentaire d'*output*. Ainsi, dans l'industrie, la "productivité du capital" entre 1961 et 1971 a chuté de 100 à 95 —dans la construction, de 100 à 68,8, dans les services de 100 à 88 et dans l'agriculture de 100 à 71.

☛ Au total, loin d'avoir abaissé les coûts d'investissements, loin de les avoir rendu cohérents, la décentralisation a cumulé la "soif de moyens de production" connue dans les systèmes hypercentralisés et le chômage des économies marchandes où l'allocation des investissements est décentralisée...

Le chômage

Actuellement (mars 1988), le chômage frappe 12% de la population active. Avec de très fortes inégalités régionales, le nombre de demandeurs d'emploi en 1971 était de près de 300 000 (pour une population d'environ 20 million d'habitants) —chiffre grandement atténué par l'émigration de quelques 700 000 travailleurs

Pourtant la nature spécifique du chômage yougoslave doit être soulignée : les rapports sociaux des entreprises yougoslaves impliquent nécessairement qu'il s'agit d'étendre les capacités techniques **tout en garantissant l'emploi acquis**. A partir du moment où cette logique sociale se combine avec une atomisation des entreprises, elle ne permet pas d'abaisser les coûts. Elle empêche une répartition/organisation du travail social de façon à assurer le plein-emploi. La garantie de l'emploi acquis se traduit nécessairement par une rigidité négative et des coûts croissants si elle n'est pas associée à une vraie formation et responsabilisation de la gestion globale de l'économie : la pression marchande pousse à comprimer l'embauche (d'où l'extension d'un chômage essentiellement démographique) sans pour autant faire accepter la logique du licenciement comme risque individuel

☛ **Il n'y a pas la substitution capitaliste du capital au travail** comme mécanisme de reconstitution des profits par la baisse des coûts parce que le profit n'est pas essentiel et que le travail n'est plus seulement un coût. Et c'est un acquis social. Mais cela veut dire que le stimulant est inadéquat et contre-productif... : la compétition imposée aux entreprises autogérées orientées vers des critères de rentabilité micro-économique produit, pour des raisons éminemment sociales, l'effet inverse de celui attendu. Une baisse de l'efficacité d'ensemble du système ... et le développement d'effets socio-économiques opposés à ses objectifs.

Nous allons le constater dans d'autres domaines que l'emploi et la productivité.

2. Les facteurs de désagrégation sociale

a) Le développement inégal régional

A la fin de la période étudiée ici, les régions sous-développées représentent 40% de la surface du pays, 35% de sa population mais seulement 21% de Produit Matériel Brut.

Avec l'accentuation de la décentralisation, les zones pauvres situées à l'intérieur des régions développées se-

ront placées sous la responsabilité de celles-ci. L'aide régionale émanant de la Fédération concernera prioritairement la Macédoine, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo.

Entre 1965 et 1970, en dépit de cette aide, l'écart de revenu per capita s'est encore creusé : au tournant de la décennie, le revenu représente dans les régions pauvres environ la moitié de celui des régions riches

Les régions vont toutes subir la modification des mécanismes et critères d'allocation des investissements dont on a évoqué les résultats d'ensemble : des choix très "capitalistiques" et de plus en plus coûteux. Mais ces caractéristiques générales vont être encore aggravées dans les Républiques les moins développées : les infrastructures nécessaires, mais aussi la localisation des industries de base les plus "capital-intensive" dans les régions pauvres y ont augmenté la part de fonds fixes par unité d'output plus fortement qu'ailleurs.

L'importance des fonds nécessaires pour la production des matières premières —et la plus longue période de mise en valeur; l'application des prix mondiaux à ces produits : il y avait là, dans le contexte du nouveau mode de gestion, autant de facteurs pesant négativement dans le développement des industries de base des régions pauvres. Les revenus moins élevés que dans les secteurs à prix libres ou davantage protégés (la dévalorisation des activités manuelles dans cette période, également) se sont traduits par des pénuries de main-d'œuvre dans ces secteurs de base.

La plus faible productivité des régions pauvres ne pouvait que les défavoriser dans le cadre d'une politique d'ouverture à la compétition mondiale. De surcroît, dans la course aux devises, les régions développées disposeront d'avantages naturels : ceux des régions côtières de la Croatie, au bord de l'Adriatique, favorables au tourisme.

Enfin, l'agriculture archaïque des régions montagneuses du Sud pourra moins qu'ailleurs tirer bénéfice des ouvertures de la réforme pour l'achat de tracteurs privés.

Les problèmes démographiques ont fait le reste : le taux de fertilité d'environ 2,1 correspond au niveau de renouvellement de la population assurant une taille stable à long terme. Dans les années soixante-dix, la moyenne yougoslave était de 2,3 —3,0 pour les régions sous-développées et 1,9 dans les autres (et 5,4 pour le Kosovo en particulier).

Cela signifie que même dans le cadre d'une politique d'accumulation et de redistribution des revenus centralisée, la résorption des écarts serait longue et difficile —mais totalement impossible dans un système qui réduit les transferts et solidarités. En outre, l'efficacité de ces transferts et de l'aide dépendait étroitement de leur effet sur l'emploi local et l'agriculture traditionnelle dont la productivité était extrêmement faible. L'utilisation bureaucratique irrationnelle de l'aide dans des investissements très

capitalistiques ou de prestige sera un facteur aggravant les replis nationaux et les tensions sociales.

☛ Globalement, l'aide distribuée était une entorse aux principes et valeurs de la réforme. L'irrationalité de sa gestion ne pouvait qu'accroître l'incohérence des choix et l'insatisfaction de tous.

b) L'appât du gain

Les privilèges, les abus et la dilapidation des fonds sociaux existaient auparavant —et sont une composante connue des systèmes bureaucratiques. La Réforme ne supprime pas mais étend au contraire ce type de pratique. Elle stimule l'appât du gain et accepte —mais pas totalement— **les inégalités produites par les rapports marchands** (nouvelles formes de privilèges!) Dans une société capitaliste les écarts de richesse et la concentration de celle-ci en haut de la pyramide sont sans aucun doute plus marqués —à cause de la possibilité de faire fructifier les revenus du capital. Par contre, la caractéristique essentielle de ces revenus-là est de pouvoir être réinvestis productivement en toute légitimité. Dans une société comme la Yougoslavie où le marché du capital n'existe pas et où le statut de la propriété privée reste fragile, l'accumulation de richesse prend des formes principalement frauduleuses (dans le secteur socialisé encore plus que dans le secteur privé) et alimente des privilèges de consommation ou des activités illicites. La décentralisation marchande multiplie les occasions de gains faciles et spéculatifs qui se grefferont sur un processus plus vaste de "privatisation" de l'économie.

Qu'il s'agisse de la Pologne, de la Hongrie, de la Chine aujourd'hui ou de la Yougoslavie, chaque vague de réforme décentralisatrice et d'extension du marché s'est, après un temps d'application relativement court, accompagné de campagnes contre les "enrichissements illicites".

La part de démagogie de ces campagnes visant notamment à détourner le mécontentement populaire vers quelques boucs-émissaires, ne peut être sous-estimée. Mais l'enrichissement non plus. C'est généralement dans les périodes suivantes de recentralisation partielle que les plus gros scandales apparaissent au grand jour. On le verra en Yougoslavie jusqu'à ce jour quand la presse et les tribunaux s'ouvriront aux dénonciations des millionnaires et de leurs clubs —en éclaboussant au passage les pouvoirs locaux du parti et de l'Etat.

Le ravage dans les mentalités et les consciences —la nature des besoins stimulés par la réforme— sont encore moins "mesurables".

Auparavant, on avait déjà vu le régime abandonner progressivement les idéaux égalitaires de départ en traitant par la dérision l'*uranilovka* —le nivellement des revenus. La recherche de stimulants matériels pour accroître les forces productives et la volonté d'élargir localement les pouvoirs de gestion des conseils ouvriers avaient très tôt conduit à valoriser (comme le fait aujourd'hui Gorbatchev) une distribution des revenus selon les résultats sur le marché, et la "qualité" du travail —

notion très floue. Dans le contexte de la réforme, les responsabilités de gestion vont s'accroître —mais au profit des équipes de direction.

Et n'est-il pas "normal" qu'un directeur capable d'initiatives financières et commerciales audacieuses et réussies se fasse payer à la hauteur de ses succès? Et qu'il dispose d'une Mercedes de fonction...

N'en déplaise à cette marque, on parlera plutôt de "peugeot-cratie"... Si l'unité de production est supposée devenir un "entrepreneur collectif" sous le socialisme, ne doit-on pas abandonner définitivement un critère de distribution "selon le travail" étroitement "salarial"?

Ce point de vue fréquemment exprimé en Yougoslavie, revient à valoriser une **distribution selon les résultats marchands**. Au sein de l'entreprise cela stimule une délégation (provisoire) de pouvoirs des ouvriers vers les experts à finances —tant que ceux-ci ne se prennent pas pour de vrais capitalistes; entre les entreprises, cela démantèle les solidarités. On verra les représentants syndicaux des postes et télécommunications demander des "prix économiques" —c'est-à-dire le relèvement des tarifs postaux selon une logique de rentabilisation du secteur public... C'est le langage de la réforme, ses valeurs, son point de vue axé sur la rentabilité locale à courte vue.

Les secteurs qui ont connu les revenus les plus élevés ont été ceux que favorisaient les relations marchandes : les intermédiaires financiers, les entreprises d'import-export, les associations d'affaires, l'industrie du pétrole et la construction navale.

3. Le creusement du déficit extérieur

Entre 1964 et 1971, le déficit extérieur yougoslave a quadruplé : il est passé de 700 millions de dollars US à 2,7 milliards de dollars US. 90% de cette dette —et 95% du service de cette dette— étaient dûs en devises convertibles. Aux prix de 1966, cette dette représentait en 1964 14% du PMB (Produit matériel brut) —en 1971, près de 30%. [Rapport Banque mondiale 1975]

La structure des échanges extérieurs par régions enregistre une décroissance de la part réalisée avec le CAEM (36% en 1965, 25% en 1970) (le CAEM —Conseil d'Aide économique mutuelle) est la coordination économique de l'URSS et des autres pays dits socialistes —sans l'Albanie et la Chine; la Yougoslavie y est associée sans avoir le statut de membre; les échanges s'y font essentiellement sur des bases bilatérales, assimilables au troc); la part de l'OCDE (qui regroupe les principaux pays capitalistes développés) passe au contraire de 47% en 1965 à 62% en fin de période. Les échanges avec les pays du Tiers monde restent stationnaires ou tendent à régresser entre 15% et 10%.

C'est évidemment la part considérable des

importations en devises provenant de l'OCDE qui creuse le déficit.

Les critères de gains financiers sur la base des signaux de prix mondiaux comparés aux prix intérieurs ont stimulé les importations dans tous les domaines. Et quand les autorités yougoslaves ont imposé des prix bas pour favoriser l'utilisation de l'énergie et des matières premières nationales, le mode décision et la décentralisation des ressources d'investissements ont fait apparaître des goulots d'étranglement dans les secteurs de base. Le coût et les carences des transports intérieurs ont à leur tour favorisé les importations au détriment des échanges inter-régionaux. Le rythme très rapide de l'industrialisation dans les branches manufacturières — au prix plus avantageux et aux gains plus rapides — n'a pas été accompagné par une croissance correspondante des infrastructures nécessaires et de l'exploitation des matières premières. Ce sont donc les importations et les crédits des fournisseurs qui ont marqué ce développement.

Les autorités ont maintes fois déploré et dénoncé la spéculation et les procédés de "concurrence déloyale" entre entreprises yougoslaves sur les marchés étrangers — mais n'était-ce pas là le comportement "normal" stimulé par la réforme?

La frénésie de devises — due à la fragilité du dinar et l'aggravant en retour — a été de plus en plus le moteur des échanges. Au-delà même de leurs besoins de production, les entreprises ont répondu à une demande de biens de consommation importés et revendus avec de gros profits. L'exploitation des différences de prix et des avantages accordés à l'exportation a donné lieu à de nombreux abus. On a vu certaines entreprises exporter leurs propres biens à un contractant fictif pour les réimporter ensuite à des prix non contrôlés. En 1970, des phénomènes de spéculation massifs se sont répandus avec la rumeur d'une prochaine dévaluation du dinar — une vague d'importations préventives s'est alors déclenchée.

4. L'inflation yougoslave

Horvat [1976] souligne qu'à la veille de la réforme, les théories quantitativistes et les solutions monétaristes préconisées par le Fonds monétaire international (FMI) avaient un certain impact en Yougoslavie. L'idée alors dominante était en effet que la hausse des prix était une réaction de l'économie à l'expansion excessive de crédits — stimulant à son tour une inflation par la demande.

La politique économique à suivre s'en déduisait logiquement : il fallait restreindre les crédits et l'offre de monnaie puisqu'ils étaient dans leur excès la cause des hausses de prix.

Des mesures furent donc prises dans ce sens : baisse des crédits à la consommation, obligation pour les entreprises d'utiliser leur épargne pour financer sur cette base les fonds circulants, restrictions des crédits de la Banque nationale aux banques commerciales, etc... Le bilan fut net : catastrophique. Chute brutale du taux de croissance de l'économie, augmentation correspondante de l'émigration et du chômage... mais pas de stabilité des

prix malgré la diminution des crédits et de l'offre de monnaie. Les études entreprises par l'Institut d'économie de Belgrade montrent qu'il n'y a pas de corrélation positive entre l'expansion du crédit et la hausse des prix — mais plutôt une corrélation faiblement négative : les périodes où l'expansion de la masse monétaire a été la plus large sont aussi celles où les prix ont connu les hausses les plus faibles. Branko Horvat rend compte des analyses produites par l'Institut sur la formation spécifique des prix yougoslaves : l'amortissement et l'intérêt sur le "capital de l'entreprise sont des frais fixes; les salaires sont rigides à la baisse, comme partout, mais avec une bien plus grande possibilité d'augmenter et de se maintenir y compris dans les phases de dépression dans le cadre de relations autogestionnaires; les impôts indexés sur les salaires peuvent donc eux aussi augmenter automatiquement, même lors d'une récession.

L'entreprise autogérée paie, quoiqu'il advienne, les revenus personnels et les impôts (pour minimiser ses ennuis). Dans une période de difficultés, l'entreprise n'embauche pas — mais ne licencie pas non plus, et la production se poursuit.

Les stocks s'accumulent alors, financés sur les profits et les crédits. Puis, quand les deux sources sont épuisées, elles sont relayées par des crédits commerciaux indu (sous la forme de crédits inter-entreprises réciproques ou forcés) et, enfin, par la hausse des prix.

La relation de causalité quantitativiste — offre de monnaie détermine niveau général des prix — n'est donc pas plus convaincante en Yougoslavie qu'ailleurs, au moins quand la forme crédit se répand et que le plan se démantèle.

L'interprétation de l'inflation dite "par les coûts" a largement pris la relève de celle par la demande dans une période où les "salaires" des travailleurs yougoslaves ont parfois augmenté plus vite que la productivité du travail. On a souligné les effets de contagion des hausses initiées dans les branches à "composition organique" élevée réalisant des "rentes technologiques". L'abolition de l'impôt progressif qui visait à atténuer, sinon supprimer de telles rentes non issues du travail, a creusé les écarts de revenus. La tendance au rattrapage en a été la contre-partie "égalitariste".

Pourtant si de tels effets ont existé, ce qui est moins évident à nouveau, c'est le sens de la causalité : les hausses de salaires ont-elles provoqué les hausses de prix ou bien est-ce l'inverse?

Même l'éventuelle corrélation positive entre hausse de salaires et hausse des prix n'explique rien par elle-même. Les insuffisances de la production face aux revenus distribués peuvent stimuler une inflation par la demande — mais il faut à son tour expliquer pourquoi les ajustements de production ne se produisent pas. Cela

renvoie à l'analyse des modalités d'accumulation dans l'industrie et l'agriculture — autrement dit à la cohérence d'ensemble du système, non pas à des phénomènes "purement monétaires".

Les experts de l'OCDE voient dans l'autogestion elle-même la source de l'inflation :

"un système institutionnel qui permet aux conseils ouvriers de fixer à la fois les prix de vente des produits et le montant des revenus à distribuer au personnel de l'entreprise constitue un élément structurel d'inflation", disent-ils. [OCDE, *Études*, 1970, p. 53]

L'autogestion serait-elle inmanquablement immature? A la vérité, il faut à nouveau se demander qu'est-ce qui conditionne les choix de revenus et de prix dans le cadre institutionnel yougoslave : l'évolution du coût de la vie, la façon dont sont financés les investissements, les mécanismes de décision dans l'allocation des crédits et dans les choix de production, les forces sociales et politiques qui pèsent dans l'ensemble ... il y a là tout un faisceau d'éléments qui conditionnent étroitement l'autogestion atomisée — au point de l'étouffer dans ses fonctions d'*entrepreneurship*, de réduire en tous les cas l'horizon de sa gestion et de ses pouvoirs réels. C'est pourquoi ramener l'explication de l'inflation à l'autogestion... n'explique rien.

Il nous faut donc poursuivre l'analyse des conditions-mêmes de la prise de décision dans le nouveau cadre institutionnel de la réforme, ou encore de ses rapports sociaux.

☞ Pour conclure sur ce point de l'inflation : la monnaie est devenue "active" par l'extension de ses fonctions (pas seulement de sa quantité). Mais sans produire la cohérence attendue. L'inflation est apparue avec la transformation des conditions de l'accumulation — et du financement de celle-ci : le crédit comme rapport social nouveau entre les banques et les entreprises autogérées, se généralise sans que la production anticipée ne soit coordonnée par un plan. Les pertes, les double-emplois, les surcapacités de production prolifèrent, sans sanction du marché, et sans autre mécanisme (socialement accepté) de régulation.

Si l'inflation est dans les sociétés capitalistes une forme de résistance au marché et à la crise — un report dans le temps et sur la société toute entière des faillites jugées par le marché —, dans la société yougoslave, elle l'est au centuple : le refus des risques marchands est profondément légitimé par l'idéologie qui imprègne tout le système. Mais ce n'est pas là un simple effet de "propagande" : l'absence de risque financier et la garantie de l'emploi puisent leur force dans la suppression de la propriété privée capitaliste. Cela ne donne pas naissance spontanément ni rapidement à une autre cohérence. Mais cela exige un examen lucide des rapports autogestion/marché : le second est-il le moyen d'existence de la première?

III. Quelle autogestion?

Au 2ème Congrès des autogestionnaires, à Sarajevo, en 1971, V. Bakaric soulignait qu'entre 1961 et 1968, les entreprises avaient versé au titre de l'intérêt sur les crédits plus de la moitié de leur fond d'affaire. Celui-ci est devenu dans la plupart des entreprises insuffisant pour couvrir les dettes parvenues à échéance et les intérêts sur les crédits contractés. Le potentiel reproductif des entreprises, composé du fond d'affaire et de celui recueillant l'amortissement, s'est élargi en valeur absolue — mais s'est restreint dans sa substance et sa valeur relative. Les investissements réalisés par les entreprises sur leurs propres ressources ont représenté de 1964 à 1968 (à l'exception de 1966) une part sans cesse plus faible du montant total de l'amortissement (37% en 1967, environ; 32% en 1968 et 17% environ en 1969 selon le rapport de V. Bakaric à Sarajevo [1971, p. 102]. On a même eu souvent recours aux fonds d'affaire et d'amortissement pour payer les salaires : de ce point de vue déjà, on peut parler d'une perte de substance de l'autogestion.

Pendant la période étudiée s'est développée une tendance généralisée au "crédit forcé" inter-entreprise désormais caractéristique du "manque de liquidité" dans l'économie toute entière — autrement dit absence de cohérence entre production matérielle et financement.

Des relations "autogestionnaires" quasi-salariales

Le recours aux grèves, en dépit des droits de l'autogestion, témoigne pour le moins, de blocages dans l'autogestion. A partir de 1968 et jusqu'en 1971, les tensions sociales s'expriment d'autant plus que les grèves, en nombre croissant, sont désormais tolérées. En pratique, la professionnalisation de la gestion prenait le pas sur les nominations politiques — la technocratie se substituant à la "politocratie". L'Assemblée générale des travailleurs se vidait de ses pouvoirs au profit de tous les organes de gestion, les Conseils ouvriers eux-mêmes voyaient la part d'ouvriers décroître en leur sein : celle-ci est passée de 76% environ à quelques 67% entre 1960 et 1970 (statistiques yougoslaves).

L'orientation de l'accumulation et la politique financière de l'entreprise étaient décidées en substance par les équipes de direction, plus ou moins formellement ratifiées par les Assemblées générales auxquelles les experts présentaient un monceau de documents techniques. De vraies difficultés contribuaient à étouffer l'autogestion sur le plan institutionnel et socio-économique : Josip Zupanov et bien d'autres sociologues yougoslaves ont évoqué notamment cette "marée de règlements qui impose aux organismes économiques un énorme travail de paperasserie et des dépenses élevées". Les fréquentes modifications juridiques visant parfois la protection de l'autogestion, mais dont le sens échappait aux principaux intéressés, n'ont rien facilité. L'exploitation des diffé-

rences culturelles pour contourner les contrôles effectifs des travailleurs ont été monnaie courante. La dimension des entreprises, les processus de fusion/absorption dans cette période, ont favorisé l'émancipation des équipes de direction.

La montée des technocrates s'opérait dans un cadre où le statut du travailleur avait été valorisé. Même si l'écart était grand du Droit à la réalité, l'autogestion ouvrière existait, comme "en négatif". Elle limitait les pouvoirs des équipes de gestion notamment en matière de licenciement. Voilà ce qu'en disait Vladimir Bakaric [1975, p. 81] :

"Aucun Conseil ouvrier ne consentirait à congédier les travailleurs en surnombre. Autrement dit, une technique moderne ne peut être introduite ou mise en pratique qu'au prix de nouveaux et importants investissements qui dépassent de loin les fonds alloués à l'entreprise concernée".

Le 2ème Congrès des autogestionnaires en 1971 fournit des indications du même type :

"Dans le combinat minier et métallurgique de Zenica, on a légitimé le principe qu'aucun ouvrier ne saurait être licencié pour cause de modernisation ou de reconstruction des ateliers de production ou des unités de travail. On a également institué le système de formation permanente de tous les producteurs directement engagés dans la production et des experts afin d'assurer la mobilité indispensable et la répartition rationnelle de la main-d'œuvre. Dans le bassin minier et métallurgique de Bor, on a également donné force de loi au principe qu'aucun ouvrier ne saurait être licencié en tant qu'excédent de main-d'œuvre et qu'il lui faut trouver une place correspondante dans son organisation ou une autre organisation de travail". [textes dactylographiés]

On achoppe là sur la question centrale des réformes en Yougoslavie, comme dans les pays de l'Europe de l'Est — le droit au travail.

A partir du moment où le travailleur est mis au cœur des valeurs du système, les modalités d'une éventuelle reconversion ou mobilité deviennent un problème politique central. La défense par chacun — ou par chaque collectif — des situations acquises, peut ne pas être rationnel pour la société dans son ensemble. Mais, soit le conflit est résolu par la manière expéditive des "règles du marché", soit on trouve d'autres mécanismes, associant les intéressés au problème d'ensemble qui se pose et dégagant des solutions qui ne les lèsent pas : c'est-à-dire en distribuant le temps de travail nécessaire entre tous; en le réduisant et en faisant en sorte que la mobilité et les reconversions améliorent les statuts, la qualification acquise, et prennent en compte les contraintes familiales — les "lourdeurs" de telles procédures seraient largement compensées par l'adhésion populaire à un régime qui prendrait pour contrainte le droit au travail et pour mécanisme de résolution des conflits, l'approfondissement de la démocratie dans la production... Nous sommes à nouveau au cœur du débat.

✱ Dans les conditions de la réforme you-

goslave, il n'y avait pas de solution aux problèmes posés, mais deux logiques contradictoires en conflit : d'où des rapports "quasi-salariaux" dans la gestion des investissements, c'est-à-dire des droits ouvriers à l'autogestion ne pouvant se traduire que par une résistance massive aux licenciements et à toute détérioration du niveau de vie.

Quant aux directeurs d'entreprise : il est certain qu'en l'absence de "vraie" propriété du capital et des moyens de production, la rationalité capitaliste de maximisation du profit ou de production au moindre coût, ne pouvait guère s'appliquer. Le gaspillage de moyens de production, l'irresponsabilité financière étaient d'autant moins le problème des gestionnaires que leur position restait incertaine. Il n'y avait pas là à ce niveau, de différence qualitative avec la place des bureaucrates dans le plan centralisé, mais des forces centrifuges bien plus puissantes.

IV. Une désétatisation sans socialisation réelle des moyens de production

Formellement, dans la période étudiée ici, le "secteur social" a poursuivi son extension dans l'économie yougoslave au détriment du secteur privé.

Mais en substance on peut parler d'une diminution du contrôle de l'économie (de la "propriété sociale") — et au plan macro-économique et dans les entreprises. (Cf. également W. Brus, *Socialist Ownership and Political Systems*).

La dynamique du secteur privé renforce le bilan négatif.

Quelle dynamique du secteur privé?

Les débats sur le secteur privé, sa place présente et à venir et ses rapports avec le secteur socialisé, ont été très nombreux en Yougoslavie. Certains auteurs, comme R. Bicanic, estimaient dépassée la controverse qui avait opposé les bolcheviques au moment de la NEP : à partir du moment, disaient-ils, où l'économie yougoslave et son secteur socialisé avait atteint leur actuel niveau de développement, le "sentiment d'insécurité" et la crainte de voir renaître des relations d'exploitation leur paraissaient "difficiles à comprendre". Des théoriciens comme Branko Horvat [1969] avaient une approche radicalement nouvelle du problème : dans le cadre d'un modèle de "socialisme associatif" décentralisé défendu par cet auteur, le travail personnel sur les moyens de production privés pouvait être une forme d'autogestion directe. Le marché et la propriété privée (sans relations d'exploitation salariale) avaient donc selon lui un avenir dans le socialisme. Alexandre Bajt, un autre économiste yougoslave, parlera également de "propriété sociale — collective ou individuelle", à la condition que le producteur privé "n'accapare pas une part plus grande du produit

social que celle revenant à son travail".

Mais le point de vue dominant restait défiant et pragmatique. On laissait le secteur privé se développer là où le secteur socialisé s'avérait carent (avec baisse de la fiscalité sur les moyens de production privés). Mais les contraintes demeuraient (maximum de cinq salariés et de 10 hectares). En même temps, la mise en compétition des entreprises des deux secteurs se fait **après démantèlement du plan et de ses fonctions redistributives.**

... *la réforme infléchit radicalement l'articulation qui commençait à se dessiner entre les deux secteurs de production : la tendance à une coopération volontaire....*

En 1964, il y avait près d'un million trois cent mille coopérants. En 1971, il n'y en a guère plus de 860 000. C'est très certainement la réduction drastique des subsides accordés au secteur socialisé (dans son ensemble) qui a été la cause essentielle du retournement. Mais le débat mérite d'être poussé.

Il y a sans nul doute un bilan négatif des rapports administratifs et de défiance à l'égard des paysans individuels. Il explique la fragilité des progrès antérieurs de la coopération. L'expérience vécue fut souvent celle d'obligations contractuelles violées, celle de rapports de force déséquilibrés, celle de conflits dans la distribution des revenus gagnés en commun, celle d'un échec des tentatives d'autogestion : les paysans n'avaient guère plus qu'un droit de vote indicatif dans les décisions concernant la coopération et pas de représentation en tant que tels.

Mais il n'était pas indifférent pour la dynamique future de l'agriculture de savoir si l'essentiel de l'effort de redressement et la critique devait porter sur une plus grande démocratie et le respect des paysans à l'intérieur de la coopération, ou s'il fallait inciter le secteur privé à s'autonomiser et le mettre en compétition avec un secteur social démantelé. Quelles qu'aient été les intentions, la politique de la réforme oriente les paysans vers le repli...

La raison d'être de la coopération s'atténue considérablement en même temps que le paysan privé voit des possibilités d'améliorer sa position sociale en exploitant les marges de développement individuel qui lui sont laissées. Il le fera d'autant plus que sa place n'est pas vraiment stabilisée, définie et reconnue.

L'association avec le secteur socialisé devient moins attractive parce que la position de celui-ci se détériore rapidement.

Dans un premier temps, certes, les hausses des prix agricoles favorisent l'agriculture dans son ensemble par rapport à l'industrie : la réforme avait planifié une augmentation de 35%. Dans les deux premières années de son application, la hausse fut de 66% (contre 28% dans l'industrie et 59% dans le commerce de détail). Mais le nouveau système réduit en même temps les subsides à l'agriculture au niveau le plus faible d'Europe. Le fonds

fédéral pour le financement des investissements fut lui aussi drastiquement réduit, dans l'esprit général de la réforme. Très rapidement, la hausse des prix industriels tend à rattraper celle des prix agricoles et rend plus chers les *inputs* au moment où les crédits eux-mêmes sont plus onéreux. Les pertes s'accroissent.

Le fait est que sous la contrainte des prix de marché et des nouveaux modes de financement des investissements, les combinats et fermes d'Etat réduisent d'un tiers leur consommation de fertilisant, de moitié le nombre de personnes employées (notamment le personnel qualifié qui coûte cher), et dans la même proportion environ, le nombre de tracteurs et les têtes de bétail : une bonne partie du matériel est revendue au secteur privé (d'où la décroissance absolue du nombre de tracteurs dans le secteur socialisé). Dans ce mouvement d'ensemble, la coopération devient moins intéressante, les tracteurs individuels deviennent compétitifs. **La coopération chute de moitié.**

V. La montée des conflits : 1968-1971

Les grèves ouvrières, le mouvement étudiant et de l'intelligentsia de gauche en 1968, à la fois contre la réforme marchande et anti-bureaucratique (voir les articles de l'époque ci-dessous), enfin la croissance des tensions nationales provoqueront en 1971 un nouveau tournant institutionnel — un coup d'arrêt à l'extension des mécanismes marchands. Mais le démantèlement du système et des solidarités aura atteint un point de non-retour.

(Nous ne pouvons pas traiter ici des nouveaux compromis institutionnels de la période suivante. Voir la chronologie p. 28. Voir aussi notre livre, chapitre IV 1971-1987.)

La révolte des étudiants

"Voici [leurs] revendications telles qu'elles furent publiées dans *Student*, journal officiel des étudiants :

Programme d'action politique

Pour rendre possible la solution la plus rapide et la plus efficace des problèmes fondamentaux de notre société socialiste et de notre communauté d'autogestion d'un peuple et de nations libres et égaux, nous estimons nécessaire :

I.

I. d'adopter des mesures qui réduiront rapidement les grandes inégalités sociales de notre communauté. Pour le réaliser nous demandons que le principe socialiste de la distribution suivant le travail soit systématiquement appliqué; que le critère pour déterminer les revenus personnels soit clairement et exactement défini; qu'un revenu minimum et un revenu maximum soient établis; que soient abolies les différences de revenus personnels fondées sur des positions privilégiées, non socialistes, liées à l'exercice monopolistique du pouvoir. Des actions doivent être entreprises contre l'accumulation de la propriété privée de manière non socialiste. Nous demandons la na-

tionalisation immédiate de la propriété injustement acquise. Il faut liquider les privilèges dans notre société. Il faut imposer progressivement les revenus trop élevés.

2. Pour résoudre rapidement et réellement le problème de l'emploi, il faut adopter une perspective de développement à long terme de notre économie, fondée sur le droit au travail dans tout le pays. Il est nécessaire d'adopter une politique d'investissements permettant de créer le plein emploi et d'améliorer les conditions matérielles et culturelles de notre peuple. Il faut rendre possible l'embauche des jeunes travailleurs qualifiés, pour cela réduire au minimum ou interdire le travail honoraire et supplémentaire. Les places vacantes doivent être occupées par ceux qui ont la qualification nécessaire.

3. Les mesures doivent être prises pour établir rapidement l'autogestion dans notre société et détruire les forces bureaucratiques qui ont entravé le développement de notre communauté.

Il faut développer systématiquement l'autogestion, non seulement dans l'entreprise mais à tous les niveaux, communal et fédéral de notre société, de manière à rendre possible un réel contrôle des producteurs sur les organes de production. Le point essentiel pour le développement d'une autogestion véritable est la possibilité pour les travailleurs de prendre les décisions de manière indépendante sur toutes les conditions de travail et de distribution de la plus-value.

Tous les organes d'autogestion doivent être responsables de l'accomplissement de leurs tâches et doivent être socialement responsables s'ils ne parviennent pas à accomplir ces tâches. Il faut donner toute son importance à la responsabilité personnelle.

4. Parallèlement au développement des organismes d'autogestion, toutes les organisations sociales et politiques, en particulier la Ligue des Communistes, doivent se démocratiser. Surtout, une démocratisation fondamentale des moyens d'expression publique doit être réalisée. Enfin, la démocratisation doit rendre possible la mise en pratique de tous les droits et libertés reconnus par la Constitution.

5. Il faut arrêter de manière radicale toutes les tentatives de désintégration de la propriété sociale en propriété privée. Energiquement stopper les tentatives de transformer le travail personnel en capital d'individus ou de groupes. Il faut prendre les mesures légales pour éliminer clairement de telles tendances.

6. La législation foncière doit être immédiatement amendée pour empêcher la spéculation de la propriété sociale ou privée.

7. Il faut rendre impossible la commercialisation de la culture et ouvrir à tous la possibilité de création culturelle.

II.

1. Le système d'éducation doit être immédiatement réformé de manière à répondre aux besoins du développement économique culturel et de l'autogestion.

2. Le droit de tous les jeunes à des conditions d'éducation égales doit être garanti par la Constitution.

3. L'autonomie de l'université doit être reconnue par

la loi."

[R. Plomenie, "La révolte des étudiants en juin à Belgrade"? *Quatrième Internationale*, 26ème année, n° 34, novembre 1968, p. 38)]

Le mécontentement ouvrier

"A côté des informations qui ont été publiées sur la révolte des étudiants de Belgrade, il y a eu un silence presque complet sur le congrès syndical qui s'est réuni du 26 au 29 juin 1968. Or, ce VIème Congrès de la Confédération des Syndicats de Yougoslavie (CSY) a été l'arène d'une explosion de mécontentement ouvrier dépassant en ampleur et en importance sociale la colère des étudiants.

Pendant quatre jours des orateurs de diverses branches industrielles et régions de Yougoslavie se sont succédé à la tribune, et ont critiqué en termes souvent brutaux les conséquences de la 'réforme économique'. L'ouvrier Milos Kicovic, parlant au nom des métallurgistes de Belgrade, de Skoplie, de Liubliana et de Zagreb, s'est exclamé : 'Nous en avons assez du socialisme sur le papier!' et a appelé les syndicats à défendre les justes revendications matérielles des ouvriers. A la veille du Congrès, Borba publia une lettre d'un métallurgiste contenant des critiques extrêmement dures à l'égard de la politique gouvernementale. 'Nous devons constater, écrit-il, que maintenant, alors que l'auto-gestion ouvrière est assez développée chez nous, un appauvrissement de la classe ouvrière s'est produit; il s'agit de ceux qui produisent. Et alors que ceux-ci doivent lutter pour leurs droits élémentaires, d'autres s'enrichissent. Ceux qui possèdent des maisons, des villas et des autos peuvent prendre des vacances aller à la mer ou faire des excursions. Voilà pourquoi il ne faut pas s'étonner que le syndicat soit en train de mourir lentement...Je condamne le syndicat parce qu'il a permis que le revenu d'un métallo suffise à peine pour survivre. Nos ouvriers se rendent à l'étranger ou sont chômeurs dans notre pays. Ce sont nos organes supérieurs qui sont coupables. Nous leur avons donné des revenus élevés et des villas. Nous nous chamaillons mutuellement à l'usine, mais notre argent va ailleurs. Le syndicat devrait défendre les intérêts des travailleurs et non ceux du gouvernement.' (Borba 1er juin 1968).

Si puissant était le mécontentement exprimé au congrès de la CSY que Tito répéta la même manœuvre qu'il avait déjà esquissée lors de la révolte des étudiants. Il prit la parole au Congrès et prononça un violent réquisitoire contre les conséquences négatives de la 'réforme économique'.

[X.Y.Z., "Le mécontentement des ouvriers yougoslaves", *Quatrième Internationale*, 27ème année, n° 38, juillet 1969 (p. 32)]

[Sur le mouvement des grèves en Yougoslavie, il faut aussi consulter le livre de Neca Jovanov, *Radnicki strajkovi u SFRJ (1958-1969)*, les articles de Michèle Lee publiés dans la revue *Inprecor* (voir la liste en bibliographie) et le "Dossier Yougoslavie" de Catherine Verla dans *Inprecor*, n°75, 17 avril 1980.]

Du débat soviétique des années vingt sur la loi de la valeur, à son actualisation

Plan

Distinguer deux débats

1. Le marché est-il neutre socialement?
 - a) les positions en présence
 - b) l'expérience...
2. La question des "lois économiques" de la transition post-capitaliste
 - a) la loi de la valeur comme régulateur unique
 - b) les deux "lois" antagoniques dans la transition post-capitaliste
 - b1. caractère historique de la loi
 - b2. rapports conflictuels avec le marché mondial

- b3. l'objectif transformateur
- b4. l'hypothèse d'une "loi d'accumulation primitive socialiste"

3. L'actualisation nécessaire

- a) la démarche historique de Prébrajensky
- b) la question de la loi d'accumulation primitive socialiste

Annexes :

- L'Opposition de Gauche et la paysannerie
- M. Lewin sur la "crise des céréales"
- M. Lewin sur l'aile "droite"

Il est normal qu'aujourd'hui en URSS la recherche d'une transparence sur le présent et l'avenir débouche sur l'exigence d'un retour sur le passé — les années vingt et l'arrêt de la NEP sont nécessairement interprétés par chaque courant en fonction de sa vision de l'avenir et de son bilan du stalinisme. L'histoire est un enjeu politique. Mais le stalinisme l'a rendue opaque.

Distinguer deux débats

C'est pourquoi il est aujourd'hui essentiel de distinguer au moins deux débats sous peine de confusion : la façon dont la NEP fut interrompue d'une part, et de l'autre les conflits et contradictions réelles dont elle était porteuse.

On peut en effet estimer, comme Trotsky et l'Opposition de Gauche (voir annexe p. 50), que l'industrialisation à "pas de tortue" préconisée par Boukharine sous la NEP était une erreur — et que la politique de collectivisation et d'industrialisation forcées décrétées par Staline en était une autre. Par ailleurs Boukharine a eu une sensibilité à la question paysanne, et plus largement à la nécessité d'une mobilisation des savoir-faire existant qui tranche positivement avec un certain "objectivisme" de Prébrajensky. Ce défaut d'objectivisme n'est sans doute pas sans expliquer pourquoi finalement Prébrajensky soutint l'industrialisation imposée par Staline. Autrement dit, la seule référence aux "idées de Boukharine" ou de son adversaire de l'heure mêle différentes questions et deux aspects (deux périodes) de la politique stalinienne. Mieux vaut dire de quoi on discute...

Il ne fait aucun doute à nos yeux que la façon dont la NEP fut interrompue pèse durablement et négativement dans la société soviétique. Ni la collectivisation forcée, ni la "liquidation physique des koulaks en tant que classe", ni les rythmes et choix déséquilibrés de l'industrialisation n'étaient des politiques fatales et ac-

ceptables. Notre critique en est radicale. Mais en la faisant, il ne faut pas éluder l'autre débat nécessaire et qui nous intéresse ici : quelle portée devait ou pouvait avoir la NEP — et au-delà, comment apprécier les relations marchandes dans la construction du socialisme?

Il est hors de notre propos de faire ici une analyse systématique de ces débats. (Voir une sélection des ouvrages sur ce thème dans la bibliographie.) De plus, une fois la collectivisation forcée et l'industrialisation imposées par Staline, le tableau des positions en présence est radicalement modifié : les critiques alors formulées par Boukharine rejoignent sur beaucoup de plan celles qu'émettait l'Opposition de Gauche (que Prébrajensky avait alors quittée).

Quels que soient les désaccords qu'on ait avec Prébrajensky et Boukharine, il faut rendre hommage à la qualité des débats qu'ils ont entamés, sans le recul de l'expérience, dès le début des années vingt. Les questions théoriques et pratiques qu'ils ont soulevées sont au cœur des problèmes à résoudre aujourd'hui dans toutes les sociétés post-capitalistes. Il faut actualiser ces débats en renouant directement avec la pensée des théoriciens qui en furent les protagonistes réels — sans accepter les caricatures léguées par Staline.

Nous retiendrons ici les deux angles d'attaques principaux déjà évoqués : d'une part, la question des différenciations sociales nées d'une extension du marché; d'autre part (derrière), le débat théorique sur les lois économiques de la transition.

1. Le marché est-il "neutre socialement" ?

Rappelons qu'on entend par là l'idée que le marché pourrait être un mécanisme utilisable indifféremment dans des sociétés de nature différente. Cela suppose que le

Nikolaï Ivanovitch Boukharine

Boukharine est né à Moscou en 1888, dans une famille d'enseignants modestes. Il adhère au Parti ouvrier social-démocrate russe en 1906, où il rejoint l'aile bolchevique, et milite en Russie jusqu'en 1911.

Ses années d'exil (1911-17) le mêlent à la vie du mouvement socialiste international. Il étudie l'économie. Pendant la Première guerre mondiale, il publie un ouvrage sur l'impérialisme et un article sur le dépérissement rapide de l'Etat prolétarien; à New York, il collabore brièvement à la revue de Trotsky, *Novy Mir*.

De retour en Russie en août 1917, il est élu au Comité central du parti bolchevique. Il est à la direction du parti de Moscou lors de l'insurrection d'octobre 1917 et entre au Politburo en 1919. Dans le cadre de la direction collective du parti, Boukharine défend des positions minoritaires sur le traité de Brest-Litovsk en 1918, et sur la question syndicale en 1920; il est alors un des dirigeants de la fraction des "communistes de gauche". Après avoir été un théoricien de l'économie de commande centralisée, il approuve le lancement de la NEP (Nouvelle politique économique) en 1921, mais n'est pas réélu au Politburo.

C'est en 1924, après la mort de Lénine qu'il réintègre le Politburo où il prône alors la poursuite de la NEP. Il s'attaque alors à l'opposition "des 43" (1923) qui réclamait un début d'industrialisation, puis s'allie à Staline contre l'Opposition unifiée de Trotsky, Zinoviev et Kamenev (1925-26). Directeur de la *Pravda* et de la *Grande Encyclopédie Soviétique*, président de l'Internationale communiste, il explique alors que la NEP est la voie royale pour la transition au socialisme, qu'il croit possible "dans un seul pays".

Cependant, il reconnaît dès 1927 la nécessité de mesures de collectivisation et d'industrialisation. C'est donc sur l'étendue, les méthodes et les conséquences pour l'avenir de ces mesures qu'il se démarque de Staline en 1928-29 et mène, après une tentative de rapprochement avec l'ancienne Opposition unifiée et avec le soutien de Rykov et Tomsy, ce qu'on a appelé "l'opposition de droite".

Battu par l'appareil stalinien, il accepte de "reconnaître ses erreurs" en 1929. Il devient alors l'otage de Staline dans diverses fonctions (directeur de l'Institut d'Histoire de la Science et de la Technologie, puis des *Izvestia*, rédacteur de la Constitution soviétique de 1936). A partir de 1934, Staline craint qu'il ne rallie les mécontents.

Boukharine est arrêté en 1937 et jugé dans le troisième grand procès de Moscou. Il mène alors une défense qui cherche à ridiculiser le procureur Vishinsky en admettant les crimes les plus "monstrueux" tout en niant les accusations concrètes. Il est exécuté le 15 mars 1938.

Principaux ouvrages :

1915 *L'impérialisme et l'économie mondiale*
 1919 *L'ABC du communisme*
 1920 *L'économie de la période de transition*
 1921 *La théorie du matérialisme historique*
 1925 *L'impérialisme et l'accumulation du capital*
La voie vers le socialisme et l'alliance ouvrière et paysanne
 1928 *Projet de programme de l'Internationale communiste (VIème Congrès)*
 [Voir S. Heitman, *Nikolai I. Bukharin. A Bibliography*. Stanford, California, 1969.

marché ne nourrirait pas par lui-même des relations sociales spécifiques.

Quel était sur cette question le débat qui opposa Préobrajensky et Boukharine ?

a) *Les positions en présence*

◆ Boukharine, comme on le sait, était comme Préobrajensky un révolutionnaire et un théoricien marxiste. Mais à la différence du second, il estimait que le renversement de l'Etat bourgeois suffisait à assurer la supériorité de l'industrie "socialiste" dans la compétition avec le secteur privé. Dès lors, le marché pouvait être considéré comme un instrument permettant d'assurer un échange "égal" entre secteur d'Etat et producteur privé, assurant de lui-même la transformation socialiste par la coopération. Dans ce cadre, le slogan préconisé par les boukhariniens ("Enrichissez-vous" adressé aux koulaks) était supposé stabiliser le "bloc ouvrier-paysan", voire assurer le déclin des conflits sociaux.

"Nous n'arriverons pas directement au socialisme par le processus de la production, nous y arriverons par l'échange, par la coopération". ("Une nouvelle révélation sur l'économie soviétiste ou comment on peut couler le bloc ouvrier-paysan", in *Critique de l'économie politique. Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, p.189. Première édition : *Bolchevik*, Moscou, 10/12/1924).

Boukharine ironise dans cet article contre les "incertitudes" de Préobrajensky : car celui-ci voit dans la coopération comme forme de socialisation de l'agriculture, une évolution (positive) possible, parmi d'autres. Le sens de l'évolution paraît assuré pour Boukharine.

"En effet, nous n'évoluons pas vers la consolidation des rapports de classes, mais vers leur suppression. Et plus l'accumulation s'effectue rapidement dans le milieu économique socialiste et sa périphérie qui se socialise, plus l'opposition entre le prolétariat et la paysannerie diminue." (Idem, p.186)

Dans le capitalisme, au contraire, dit-il, l'intégration de la petite production au système capitaliste renforce les antagonismes d'intérêts bourgeois/petits paysans.

Boukharine voit dans les doutes de Préobrajensky une défiance déplacée envers la paysannerie, significative de ses "déviations anti-paysannes" (notons au passage qu'il ne se prive pas d'utiliser ce style polémique de triste mémoire).

"Ce qui frappe ici, c'est la modestie de Préobrajensky; il ne polémique pas avec Lénine, (...); il déclare simplement qu'on ne saurait donner une analyse théorique de ce qui n'existe pas encore, de ce qui est appelé à surgir. (...)". "Chez Préobrajensky, dit-il, l'évolution de l'économie paysanne s'effectue dans trois directions :

1. la petite économie reste petite économie;
2. la petite économie par la coopération capitaliste devient capitaliste;
3. la petite économie devient coopérative par une voie socialiste encore inconnue, dont les cartels et les

communes agricoles sont les premiers jalons." (Id. p. 189)

Et Boukharine commente :

"(...) Préobrajensky ne comprend pas le caractère spécifique des voies que comporte la dictature prolétarienne. Il se figure que les lois de l'évolution de l'économie rurale sont restées les mêmes sous le pouvoir du prolétariat que sous le capitalisme. (...). Si sous le pouvoir bourgeois, (...) les organisations coopératives de la masse paysanne s'incorporaient inévitablement au capitalisme, il n'en sera plus de même sous le prolétariat, avec l'idéologie, les banques, le crédit, l'industrie, les organisateurs prolétariens". (Ibid.)

◆ Préobrajensky, donc, comme le dit Boukharine, avait des doutes sur le sens de l'évolution. Parce qu'aussi la supériorité de l'industrie dite socialiste (le secteur d'Etat) n'était pas à ses yeux, assurée dès le début de la transition (on y reviendra). Il pensait inévitable la croissance des différenciations sociales dans les campagnes elles-mêmes avec l'extension des rapports marchands. Il avait à ce point anticipé une montée des conflits sociaux, qu'il avait écrit à ce propos un petit livre d'anticipation (justement) (*De la NEP au socialisme*). Celui-ci mettait en scène un scénario d'étranglement de l'Etat ouvrier par les nouvelles couches de *Nepmen* nourries par le marché. Plus fondamentalement, l'auteur de *La Nouvelle Economique* cernait le conflit potentiel avec les paysans riches d'une part dans les rapports avec le marché mondial, et d'autre part dans l'insuffisance de l'industrialisation elle-même pour satisfaire les besoins agricoles.

Le premier point était lié aux besoins d'ensemble de fournir des produits exportés (principalement agricoles) pour payer les équipements nécessaires à l'industrialisation du pays. Le monopole d'Etat imposait aux paysans des prix intérieurs moins favorables à ceux dont ils auraient bénéficié s'ils avaient librement pu vendre leurs produits sur le marché mondial. Globalement, toute limitation de l'accumulation capitaliste serait, soulignait Préobrajensky, source de tension.

Le deuxième aspect était lié à l'état général du pays. Préobrajensky estimait naïf de croire qu'une alliance stable pouvait se nouer avec la paysannerie riche : la hausse des prix agricoles était en conflit avec les objectifs sociaux du régime (l'amélioration du niveau de vie des travailleurs) et l'Etat lui-même n'était pas encore en mesure de délivrer aux agriculteurs ce qui pouvait les satisfaire : des équipements, infrastructures, fertilisants, personnels qualifiés assurant une amélioration de la productivité de l'agriculture et du niveau de vie dans les campagnes.

"Mais la dictature du prolétariat peut être mise en danger non seulement dans la mesure où nous ne réussissons pas à vivre 'en bonne intelligence' avec la paysannerie par suite d'erreurs dans la politique des rapports avec les campagnes, mais aussi du fait que notre base économique ira en se développant moins vite que ne croissent les rejets capitalistes de notre économie sur la base de l'économie marchande." (*La*

Nouvelle Economique, p. 328)

Préobrajensky estimait en conséquence indispensable d'assurer prioritairement l'industrialisation du pays par des ponctions sur le secteur agricole privé riche — ponctions dont la contre-partie serait la fourniture à ce secteur même des équipements, de l'électrification, des réseaux de transport etc dont il avait besoin. La politique fiscale devait, selon lui, différencier clairement les paysans pauvres qui ne produisaient pas de surplus et que l'Etat devait aider. Cela ne signifiait pas, comme la caricature du débat le disait, que Préobrajensky était pour imposer à l'agriculture une hausse des prix industriels qui l'aurait étouffée (encore moins pour une accumulation au détriment du niveau de vie de la population) :

"Mon véritable point de vue à cet égard se ramène à ce qui suit. Une juste politique des prix à la production de l'industrie d'Etat doit viser les trois objectifs suivants : l'accumulation en vue de la reproduction élargie et du rééquipement technique de l'industrie, l'élévation des salaires, la réduction des prix. Ces trois objectifs sont-ils simultanément accessibles (...) ? Ils le sont. Il n'y aurait contradiction que dans le cas où toute l'économie se trouverait dans une situation stable, si le volume des revenus, aussi bien dans l'économie d'Etat que dans l'économie paysanne, se trouvait dans une situation stable. Il ne serait alors possible de réaliser l'accumulation qu'aux dépens d'une réduction des salaires ou d'une augmentation des prix ; (...) Mais avec un accroissement de la productivité du travail, ce problème triangulaire peut être simultanément résolu. (...) Une telle répartition (des gains de productivité entre ces trois objectifs) est elle-

Evgenii Alexeïevitch Préobrajensky

Préobrajensky est né en 1886 et adhère au Parti ouvrier social-démocrate russe, fraction bolchevique, en 1903. Il fait des études techniques et milite dans l'Oural où il dirige le parti au moment de la révolution d'octobre. Il est élu au Comité central en 1917, assume des fonctions militaires sur le front sud pendant la guerre civile et devient secrétaire du comité central en 1920.

Avec Boukharine, il rédige *L'ABC du communisme* (1919) et fait partie du groupe de Moscou qui édite la revue *Komunist* (proche des "communistes de gauche" de 1918-20). Il se penche ensuite sur les problèmes théoriques et pratiques de la NEP : *De la NEP au socialisme* (1922) et *La loi fondamentale de l'accumulation socialiste* (1924).

Ceci l'amène à soutenir l'Opposition de gauche qui reprend de nombreuses thèses de sa grande œuvre, *La nouvelle économique* (1924). Ecarté des postes actifs, il se consacre à des études économiques qui étaye ses appels à une politique de planification, de collectivisation et d'industrialisation. Il est exclu du parti en 1927.

En 1928, estimant que Staline a repris certaines de ses propositions, il préconise le ralliement des oppositionnels. Mais Staline exige un renoncement politique complet, que Préobrajensky accepte en 1929. Il est alors réintégré dans le parti, ré-exclu en 1931, réadmis en 1934, ré-exclu et arrêté en 1935. Il disparaît en prison en 1937.

même non seulement fonction de l'accroissement de la production et de la productivité du travail, mais apparaît aussi comme la condition indispensable de cet accroissement." (Idem, p. 332-333).

On voit que le vrai débat est ici d'une part la recherche de gains de productivités liés à la transformation de l'organisation du travail ; et d'autre part, la recherche d'un optimum d'accumulation —et non pas d'un maxi-

mum, comme se présenta la politique stalinienne d'industrialisation : l'élévation du niveau de vie conditionne les gains de productivité, souligne Préobrajensky dans ce texte.

Une des difficultés sur cette voie optimale serait, nous dit l'auteur, le fait que le commerce privé était encore dans les mains du secteur privé. Celui-ci pourrait utiliser la baisse des prix industriels dans le sens de sa propre accumulation —et non en faveur d'une baisse des prix pour le consommateur, dans une situation de pénurie relative.

Lev Davidovitch Trotsky

Trotsky est né en 1879 à Yanovka, près d'Odessa; son père était un fermier prospère. Engagé dans l'activité révolutionnaire dès 1896, il est déporté en Sibérie en 1898, mais s'évade et rejoint Lénine, en 1902, à l'Iskra. Lorsque la tentative de réorganisation du Parti ouvrier social-démocrate russe échoue au congrès de 1903, Trotsky se situe entre bolcheviques et mencheviques.

Dirigeant du soviet de Pétrograd dans la révolution de 1905, il est de nouveau exilé en Sibérie. Il s'évade et milite en Europe, s'opposant notamment à la politique chauvine des socialistes durant la Première guerre mondiale.

De retour en Russie en 1917, il adhère au Parti bolchevique, est élu au Comité central et à la tête du soviet de Pétrograd, et organise l'insurrection d'octobre. Membre du Politburo, il est tour à tour chargé de l'organisation de l'Armée rouge, de la diplomatie soviétique et de la direction de l'Internationale communiste.

Partisan du lancement de la NEP en 1920-21, il réclame dès 1922 que des limites soient fixées à la NEP et que le plan soit renforcé. En 1923, il ajoute à cela un appel à la démocratie dans le parti et les soviets et participe à l'Opposition "des 43".

En 1925-26, il se rapproche de Zinoviev et Kame-nev pour lutter contre la "néo-NEP" de Boukharine. Cette opposition mène alors un vaste combat qui culmine avec la circulation interdite de la Plate-forme de l'Opposition de gauche.

Trotsky est exclu du parti en 1927 et exilé à Alma Ata en 1928. En 1929, ayant refusé le ralliement à Staline au nom de la collectivisation forcée et du plan quinquennal axé sur l'industrie lourde, il est expulsé du pays. Tout en continuant à animer l'Opposition russe et à suivre l'économie soviétique, il se consacre alors à la création d'une nouvelle Internationale. Il est assassiné par un agent de Staline en août 1940.

Principaux ouvrages de Trotsky sur l'URSS

- 1921 : *La nouvelle étape*
- 1923 : *Cours nouveau*
- 1925 : *Vers le capitalisme ou vers le socialisme?*
- 1927 : *Plate-forme de l'Opposition de gauche*
La révolution défigurée
- 1931/33 : *Histoire de la révolution russe*
- 1932 : *L'économie soviétique en danger*
- 1933 : *La Quatrième Internationale et l'URSS, la nature de classe de l'Etat soviétique*
- 1935 : *L'Etat ouvrier, Thermidor et le bonapartisme*
- 1936 : *La révolution trahie*
- 1939 : *L'URSS en guerre*
Encore et toujours sur la nature de l'URSS
- 1940 : *Lettre aux travailleurs de l'URSS*

[Voir Louis Sinclair, *Leon Trotsky: A Bibliography*. L. Sinclair, Edinbourg, 1978.]

b) L'expérience...

... de la NEP

Le livre de Moshe Lewin, *La Formation du Système Soviétique*, permet d'avoir de cet épisode de l'histoire soviétique une vision précise. Il montre bien en quoi la politique stalinienne n'était pas un projet pré-déterminé, mais une réponse bureaucratique à l'accumulation de difficultés et de tensions. Le livre restitue la vérité historique par rapport aux affirmations du discours stalinien couvrant du qualificatif de "koulak" toutes les répressions de cette époque. Mais la NEP n'allait pas sans problèmes. Moshe Lewin montre les différenciations sociales réelles notamment dans les campagnes —mais plus entre paysans pauvres et moyens qu'au-delà, les koulaks ayant déjà largement disparu. Il souligne l'engrenage d'erreurs politiques

Quelques points de repère sur

octobre 1917-juin 1918 :
l'industrie privée sous contrôle ouvrier
tolérée par les soviets

octobre 1917 : les bolcheviques remettent le pouvoir aux soviets; la grande propriété du sol est abolie et les terres des grands domaines sont distribuées aux paysans; le gouvernement tente de faire fonctionner les entreprises privées sous contrôle ouvrier

décembre 1917 : nationalisation des banques

avril 1918 : institution du monopole d'Etat du commerce extérieur

juin 1918-début 1921 :
le "communisme de guerre"

Devant la non-coopération des possédants et sous la pression des revendications ouvrières, le gouvernement procède à la nationalisation des entreprises industrielles. Pour parer aux besoins de la guerre civile, les décisions économiques sont prises par les bureaux centraux et l'administration militaire; les récoltes agricoles sont réquisitionnées, le rationnement institué; la production est encouragée par la mobilisation politique, l'exaltation de l'égalitarisme et la coercition.

1921-1923 :

la NEP acceptée par l'ensemble
du Politburo bolchevique

La guerre civile, le blocus des ports soviétiques et le communisme de guerre ont conduit à la chute de la

conduisant à une situation de plus en plus dramatique d'étranglement effectif du régime faute d'alimentation des villes en blé. La politique stalinienne apparaît dans ce cadre comme une fuite en avant au pied d'un mur largement dressé par ses propres méthodes. Moshe Lewin ne traite pas en tant que tel ici du débat qui opposa l'Opposition de gauche et l'aile dite "de droite" à Staline. Mais il évoque de façon nuancée la politique préconisée par les boukhariniens —et leurs illusions sur les vertus de la politique des prix pour résoudre les tensions avec les paysans. (Cf. extraits du Moshe Lewin en annexe).

... après la NEP

Les réformes marchandes de la planification en Yougoslavie, en Hongrie, en Chine ont eu leurs aspects positifs —mais de court terme et contradictoires. Nous en avons vu les conflits et enjeux dans les exposés précédents.

Les abus staliniens rendent encore plus nécessaire de distinguer les tensions sociales nées de l'extension de mécanismes marchands et la restauration capitaliste en tant que telle. Le manichéisme stalinien a fait des ravages : tout ne se réduit pas à l'opposition bourgeois/prolétaires... Les marges qui séparent les tensions, voire antagonismes sociaux à l'intérieur d'un même système, à la restauration du capitalisme sont importantes, mais le lien entre les deux aussi (ne soyons pas naïfs, sous le prétexte de rejeter les caricatures). La distinction exige qu'on fasse une analyse très concrète des processus en

cours et de leur contexte. L'expérience des réformes montre qu'une partie de l'appareil bureaucratique réagit aux tensions sociales nées des réformes bien avant qu'un seuil qualitatif ne soit atteint dans le sens de la restauration capitaliste. Mais cet appareil est lui-même traversé par des tendances restaurationnistes —surtout si le système politique ne permet pas à celles-ci de s'exprimer ailleurs... et l'exemple yougoslave montre que la désintégration sociale peut atteindre des points critiques.

D'autre part, les différenciations et tensions n'opposent pas simplement le secteur privé et le secteur d'Etat. Elles affectent tout le corps social, chacun des secteurs. Il faut, comme on le sait, aller derrière les formes juridiques pour y voir les rapports d'appropriation privée des fonds sociaux, le démantèlement réel de la "propriété sociale", les inégalités horizontales et les différenciations verticales au sein des entreprises autogérées qui se nourrissent du marché... autant de processus apparus dans les réformes yougoslaves par exemple.

Nous avons vu enfin que la place et le sens de l'évolution de la petite production marchande méritent une analyse complexe. Boukharine avait raison de souligner qu'au travers de la coopération le secteur de petite production privé pouvait se "socialiser". Et la place de la petite production est sans doute plus durable que ne le prévoient les textes de Marx —c'est vrai dans le capitalisme et dans la société post-capitaliste : certaines activités de sous-traitance, ou certaines productions seront sans doute durablement mieux assurées dans un cadre artisanal ou de petite dimension que dans le prototype de la grande industrie socialisée. (Alec Nove sou-

la politique et le débat économiques soviétiques des années vingt

production agricole et industrielle et à la famine. La victoire militaire favorise un tournant. Une Nouvelle politique économique (en russe NEP) est discutée dès la fin de 1920 et lancée en 1921. Elle abolit les réquisitions, allège les impôts de toute la paysannerie, autorise un certain commerce de biens privés et recherche les investissements étrangers.

En même temps, des structures sont établies pour permettre d'avancer là où la situation le permet : un plan d'électrification est mis à l'étude et la Commission de l'Etat sur le Plan (Gosplan) est créée en février 1921, d'abord avec peu de pouvoirs. Malgré la famine de 1922-23, l'économie reprend vie.

1924-1927

la NEP prolongée ou "néo-NEP" et la crise des ciseaux

A partir de la fin de 1923, la croissance de l'industrie a du mal à se maintenir au niveau de celle de l'agriculture. C'est ce que Trotsky appelle "la crise des ciseaux": le paysan hésite de plus en plus à vendre ses produits à bas prix pour des produits manufacturés chers. Un débat s'engage en 1923 sur l'opportunité et les moyens de relancer la production industrielle.

D'un côté, Préobrajensky et Trotsky préconisent un rééquilibrage par le prélèvement d'un impôt progressif sur les paysans riches et une extension graduelle de la sphère du plan : la recherche de l'accumulation "optimale". Zinoviev et Kamenev reprennent des thèmes similaires en

1925 (d'où la possibilité d'une Opposition unifiée).

De l'autre côté, Boukharine veut encourager la production paysanne, non pas comme une concession savamment dosée, mais comme voie royale vers le socialisme. Pour lui, les exploitations familiales sont performantes et ne doivent entrer en coopératives que lorsque les méthodes de celles-ci sont supérieures. La production des coopératives et des paysans-entrepreneurs contribuerait à l'industrie socialiste par un impôt. Staline s'allie alors avec Boukharine.

Dès 1926-27, cependant, la crise des ciseaux s'aggrave et Boukharine reconnaît la nécessité de contrôler le commerce privé et d'accélérer l'industrialisation.

1928-1932

Collectivisation forcée et premier plan quinquennal

Pendant l'hiver 1927-28, les livraisons de grain ralentissent au point de menacer la nutrition des villes. Staline lance alors la réquisition des récoltes et des troupeaux dans les campagnes, suivie de la collectivisation forcée. Boukharine s'oppose à ces méthodes violentes, avertissant qu'elles mèneraient à un régime de terreur; il est battu par Staline et l'appareil qui arrivent à rallier certains anciens opposants de gauche. Le Premier Plan quinquennal, longtemps débattu et remanié, est mis en pratique avec une priorité à l'industrie lourde et au secteur énergétique.

ligne à juste titre que la grande dimension ne produit pas toujours des économie d'échelle...). Cela ne préjuge pas de la forme de propriété.

Mais la **dynamique** du secteur privé n'est pas **unique** —et n'est pas assuré par le seul fait de la suppression de la domination bourgeoise (voire des possibilités d'embauches de salariés). Sur ce plan, Préobrajensky avait raison d'avoir des doutes. Il peut y avoir tendance au repli sur l'auto-suffisance; accumulation privée aux dépens du secteur d'Etat; ou la tendance à une socialisation par la coopération croissante et de nouvelles formes de division du travail. L'expérience yougoslave a montré qu'avec les mêmes rapports de propriété juridiques (15% de terres d'Etat, 85% privées), la dynamique d'ensemble de l'agriculture yougoslave est allée vers la socialisation par coopération entre 1955 et 1964 et au contraire vers une **privatisation** réelle croissante ensuite. La différence fondamentale était l'extension qualitativement supérieure des relations marchandes avec le démantèlement du plan dans la deuxième période citée... et le bureaucratisme croissant.

☛ Le bilan n'est pas unilatéral —ni en Hongrie, ni en Chine, ni en Yougoslavie. Il est parfois compliqué de le tirer de façon claire car le **maintien de rapports bureaucratiques avec un tel secteur privé est un des facteurs qui pousse à la non-coopération, au repli, à la spéculation**. Mais toute l'expérience montre la naïveté d'une vision qui estomperait les effets désagrégateurs de la motivation de gain et d'appropriation privée sur l'évolution psychologique, morale des relations humaines.

Si le marché n'est pas "neutre" socialement, peut-on se subordonner à ses lois ? Et si non, doit-on fatalement tomber dans l'arbitraire bureaucratique ?

"C'est dans ces conditions qu'une attitude pleine de préjugés vis-à-vis du rôle des relations marchandises-monnaie et de la loi de la valeur dans le socialisme s'est développée, et qu'on a prétendu que ces notions étaient éternelles, voire opposées, au socialisme. Tout ceci se combinait avec une sous-estimation du tableau des profits et pertes, entraînant le désordre dans l'établissement des prix et l'indifférence pour la circulation de l'argent".

(Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*, 1987, p. 60)

2. La question des "lois économiques" de la transition post-capitaliste.

Nous avons déjà évoqués la loi de la valeur dans l'introduction. (Voir p. 8.) L'opposition Boukharine/

Préobrajensky s'est prolongée sur ce terrain qui a ses spécificités et difficultés propres.

❖ *Boukarine :*

a) *La loi de la valeur comme régulateur unique*

Ce premier point de vue (qu'adoptait Boukharine) est plus que jamais présent dans les débats actuels, exprimé selon la terminologie marxiste ou reformulées selon les concepts "néo-classiques" (libéraux marchands).

Rappelons d'abord les formulations les plus couramment rencontrées à l'Est parmi les réformateurs de la planification bureaucratique.

Selon une telle approche, il existe une "loi économique objective", incontournable et universelle —celle du marché (ou de la valeur) **comme régulateur**. Les "vrais" prix de marché devraient dans cette optique pouvoir se former librement —c'est-à-dire sans intervention de l'Etat (à moins que la fonction de l'Etat ne soit précisément d'imposer le respect des prix de marché, comme dans le modèle d'Oscar Lange). Les prix marchands serviraient d'indicateurs orientant les investissements : la hausse des prix là où une demande est insuffisante ferait apparaître des profits attractifs et attirerait les investisseurs ; alors qu'à l'inverse, les chutes de prix exprimant une surproduction ou une difficulté de vendre un mauvais produit contraindraient bien vite à fermer boutique. Ainsi se dégageraient aussi les "bonnes" spécialisations dans la compétition mondiale —à la condition que le capital libéré des entreprises déficitaires (à ces prix) puissent s'orienter vers les branches rentables. Cela implique que le crédit et autres formes de subventions soutenant les canards boiteux cessent d'être "laxistes". A ces conditions, estiment bien des économistes hongrois ou yougoslaves, les grands équilibres se rétabliraient d'eux-mêmes, l'endettement extérieur se résorberait.

Ce monde-là (néo-libéral marchand), peut paradoxalement être celui que décrivent des réformateurs se réclamant du socialisme et du marxisme.

Les modèles théoriques libéraux "néo-classiques" ont un pouvoir d'attraction réel sur les économistes des Pays de l'Est. Ces modèles sont en effet apparemment "au-dessus" des rapports sociaux, traitant des comportements du "producteur" ou du "consommateur" (en général —sic). Ils prétendent à l'universalité. Bien des réformateurs de la planification, dans les Pays de l'Est, estiment que de tels modèles théoriques sont adaptables dans un cadre socialiste, voire compatibles avec une approche marxiste. (C'est le point de vue de Branko Horvat en Yougoslavie.)

Sans entrer dans tous les débats sur cette question, l'idée des réformateurs pro-marché se réclamant du socialisme est que l'essentiel de la critique marxiste à l'égard du capitalisme porte sur la propriété privée capitaliste.

Autrement dit, c'est l'embauche de salariés dans des entreprises privées qui fait le critère décisif (d'où une législation contraignante sur ce point). La critique envers

le marché en tant que tel, s'atténue considérablement, dans cette optique, dès lors que la propriété privée capitaliste est supprimée, ou étroitement limitée. L'Etat doit, selon ces théoriciens, s'opposer à l'accumulation de revenus non liés au travail — autre chose est le travail individuel sur des moyens privés (et c'est effectivement autre chose...). Le rôle essentiel de la planification serait dès lors d'être indicative, de fournir aux entreprises toutes les informations nécessaires pour leur choix, concernant la situation du marché et d'appliquer, en quelque sorte, consciemment les lois que la concurrence aveugle capitaliste respecte de façon coûteuse, parce qu'aveugle, par tâtonnements et crises cycliques.

Comme on l'a vu, une telle vision peut s'incarner dans un projet autogestionnaire — les entreprises gérées par les travailleurs devant respecter les contraintes de la compétition pour leur profit et celui de la société toute entière : cette compétition est censée permettre en effet par elle-même de produire au moindre coût et de s'adapter souplement à la demande des consommateurs, tout en assurant à l'entreprise autogérée efficacement la maximisation de son revenu (Cf. notamment les modèles d'autogestion élaborés par Jaroslav Vanek aux Etats-Unis). Des versions plus "keynésiennes" accorderaient à l'Etat un rôle plus grand : tout en se fondant sur les prix de marché et la compétition comme régulateurs essentiels, le système devrait assurer centralement les proportions nécessaires d'investissements pour assurer le plein-emploi.

On ne peut taxer simplement (de façon simpliste, si l'on préfère) ces projets réformateurs de "pro-capitalistes" — pas plus qu'il ne serait acceptable de qualifier Boukharine de pro-capitaliste... Or celui-ci, après avoir soutenu l'idée qu'il ne pouvait y avoir d'autres régulations que la loi de la valeur, proposa à la fin des années vingt que le plan applique consciemment les orientations qu'auraient imposé un marché de concurrence pure et parfaite.

"Le plan constitue 'une anticipation de ce qui, dans un contexte de régulation spontanée, s'établirait post factum'".

(Boukharine, cité in Brus 1968, p. 75)

On comprend que les réformateurs actuels, prenant en considération les lourdeurs bureaucratiques du plan, préfèrent carrément ... le supprimer, s'il s'agit seulement d'en appliquer consciemment les règles... : autrement dit, l'hypothèse d'une utilisation "socialiste" de la loi de la valeur (ou du marché comme régulateur, sur la base des modèles néo-classiques) a conduit logiquement à la proposition de démanteler le plan — et non pas à la simulation d'un mécanisme marchand, comme le proposait Oscar Lange.

Un des arguments de Boukharine, contre Préobrajensky, dans ce débat, était la nécessité, dans le socialisme comme dans le capitalisme, de concevoir l'économie comme économie de temps de travail. Mais on a dit qu'il s'agit d'une interprétation qui assimile toute économie de temps de travail à une forme historique

particulière : la loi de la valeur.

☛ Pour résumer : la loi de la valeur était selon Boukharine universelle dans sa substance. Seule sa forme changerait : de même qu'elle avait subi une modification dans le passage de la petite production marchande au capitalisme, de même changerait-elle encore dans la société post-capitaliste : la modification essentielle étant cette-fois là le passage à une connaissance et application consciente de la loi. La suppression de la propriété privée capitaliste impliquant l'anarchie de décisions indépendantes les-unes des autres, permettrait la remise en cause de la forme cyclique des crises capitalistes.

❖ *Préobrajensky :*

b) *Les deux "lois" antagoniques dans la transition post-capitaliste*

Cette vision boukharinienne d'une loi unique s'opposait à l'argument de Préobrajensky. Celui-ci considérait que dans la transition immédiatement post-capitaliste, coexisteraient de façon conflictuelle deux lois antagoniques : la loi de la valeur, d'une part (notamment véhiculée par le marché capitaliste mondial) et une nouvelle loi qu'il avait dénommée "loi d'accumulation socialiste primitive". Quelle était son argumentation ? Et quel bilan en tirons-nous ?

❖ b1 ❖ Pour Préobrajensky, la loi de la valeur est historique. Elle correspond donc à des rapports sociaux déterminés — ceux qui permettent au marché de fonctionner comme régulateur, le marché du capital et du travail (mouvement des capitaux en concurrence et force de travail marchandise); les rapports de production capitalistes sont ceux d'un marché généralisé à distinguer des formes marchandes partielles qui subsistent dans la "transition socialiste".

"Le système marchand-socialiste et la pure production marchande appartiennent à deux types différents de structure économique. (...) Il est impossible de séparer le mécanisme régulateur de la structure économique dans laquelle il se présente..." (..) *"La loi de la valeur reproduit précisément les relations de l'économie marchande, et c'est seulement grâce à l'existence et au développement de ces relations qu'elle peut fonctionner comme régulateur"*. (Préface de Préobrajensky à la *Nouvelle Economique*, p. 59 et 68).

L'interprétation de Préobrajensky s'appuyait sur la tradition théorique marxiste, d'une façon quasi philosophique : de nombreux et bien beaux textes de Marx ont analysé de quelle façon différente chaque société a déterminé ses choix, apprécié ses coûts et ses besoins. A l'exact opposé de la méthode "néo-classique" évoquée plus haut, Marx allait chercher derrière "le producteur" ou "le consommateur" quels étaient les rapports de propriété, d'appropriation réelle du surplus, quelles étaient

L'opinion de Préobrajensky sur les rapports entre les deux "lois" dans les différentes sphères de l'économie, résumée par Brus

"Préobrajenski distingue entre autres :

1) La sphère de la circulation entre entreprises d'Etat, où, selon lui, n'interviennent que les formes de l'échange marchand, et où la loi de la valeur n'agit exclusivement que du côté de la main-d'œuvre, et d'autant plus fortement que davantage d'articles consommés par les ouvriers sont achetés chez des producteurs et vendeurs privés.

2) La sphère de la circulation où l'Etat apparaît comme un producteur monopoliste mais non comme un vendeur monopoliste : cela vaut essentiellement pour les articles industriels vendus aux paysans. Cette sphère est régie par l'Etat qui fixe les prix mais doit tenir compte de la structure de la demande, laquelle se modèle pour une large part sous l'influence de la rentabilité des exploitations privées. C'est donc là un terrain de "lutte" entre les nouvelles lois régissant les procès économiques et la loi de la valeur qui exerce encore une certaine influence.

3) Le domaine de la circulation dans lequel l'Etat intervient comme acquéreur (le plus souvent à côté d'autres acquéreurs, et donc sans monopole). Il s'agit avant tout de l'achat des matières premières industrielles d'origine artisanale. En ce domaine, le rapport d'influence est l'inverse de ce que l'on observe dans le cas précédent : les rapports de prix fondamentaux sont déterminés par la loi de la valeur (le niveau maximum étant celui des cours mondiaux, et le niveau minimum étant fixé par les conditions de rentabilité), et la politique étatique des prix fondée sur les nouvelles lois économiques ne peut agir qu'à l'intérieur de ce cadre.

4) Le domaine du commerce de détail, portant sur les biens de consommation (surtout les ventes à la population urbaine). L'action de la loi de la valeur s'exprime ici, selon Préobrajenski, par la nécessité de respecter, dans la politique des prix, le principe de l'équilibre entre l'offre et la demande, sans que cela ait pour effet inéluctable de modifier la division du travail dans la sphère de la production (sans entraîner, par exemple, un accroissement automatique de la production là où le prix excède la valeur)."

[Brus 1968, p. 70]

les cohérences de classe distinguant chaque système de production, dans sa spécificité.

Autrement dit, pour Préobrajensky, les changements dans la "mesure" du travail social ne seraient pas, d'un système à l'autre, seulement une question de forme (l'augmentation du calcul planifié) pour aboutir aux mêmes proportions (comme le pensait Boukharine).

"Enfin, réduire tout le problème de deux régulateurs différents liés à deux systèmes différents de reproduction sociale, et toute la différence dans les conséquences matérielles de la régulation, à une différence entre mécanismes de régulation au sens étroit (...) c'est substituer un aspect du problème au problème dans son ensemble" (Idem, p.70)

La société post-capitaliste dont Préobrajensky se proposait d'analyser les "lois" se trouvait, disait-il, (se trouverait) dans une situation historiquement nouvelle :

- Elle devrait supprimer le plus rapidement possible le marché du travail pour donner au travailleur en tant que tel un statut central dans la nouvelle logique de production — liquider à jamais le chômage.

- Elle devrait également tendre à supprimer la propriété privée capitaliste; mais aurait encore besoin de recourir à elle, sur le plan interne et dans ses échanges mondiaux.

- Le marché ne dominerait plus, mais serait encore nécessaire sur le plan intérieur et mondial.

- La petite production marchande subsisterait (ne serait-ce que pour des raisons d'alliances de classe).

- Et globalement, à la lumière de l'expérience, la révolution prolétarienne s'avérait victorieuse d'abord dans les maillons les plus faibles du système capitaliste : il s'agirait donc, non pas seulement pour l'URSS, mais demain pour l'Europe face aux Etats-Unis, d'assurer la transition vers le communisme en partant d'une productivité inférieure à celle du capitalisme le plus développé.

Préobrajensky se posait donc le problème théo-

Classes sociales,

Faisons ici quelques rappels utiles. Le lecteur averti pourra les parcourir "en diagonale"... Sans revenir sur les concepts du Capital :

Le temps de travail (c'est-à-dire aussi ses conditions) de la société esclavagiste, n'était pas le même que celui de la société féodale, ni de la société capitaliste. Chaque société assurait une "production" et une "consommation". Mais les besoins à satisfaire étaient déterminés par les rapports de classe, les valeurs correspondantes, les mécanismes de détermination des priorités. Même à l'époque de la petite production marchande, la majeure partie de la production n'était pas subordonnée au marché mais aux commandes et contrôles d'Etat.

La société capitaliste a, elle aussi sa cohérence et ses critères propres. Mais elle cache ses critères sous le fouillis du marché généralisé. C'est cela qu'analyse le Capital — et non pas une pseudo "loi économique universelle"...

Alors que le surtravail du serf était approprié de façon "transparente" (dirait Gorbatchev) sur les terres du propriétaire féodal dans un temps physiquement déter-

miné (ou par des livraisons spécifiées), le surtravail du prolétaire est approprié sous la forme du "profit" monétaire : celui-ci, conditionné par l'ensemble de l'investissement capitaliste et réalisé au travers de la vente sur un marché, ne semble pas directement lié au seul travail. L'exploitation est camouflée.

De même, les critères de production "au moindre coût" que le marché sanctionne effacent un "détail" : parmi ces "coûts" la force de travail est considérée comme une marchandise, une chose, un facteur de production que l'on peut "combiner" aux machines selon des critères de profit. Dans la crise capitaliste, périodiquement, ces critères reprennent le dessus : la "flexibilité" du marché du travail s'impose par ses millions de chômeurs.

Les prix de marché reflètent des moyennes "d'efficacité" (de "productivité") derrière lesquelles les rapports sociaux semblent avoir disparus. Les prix se présentent comme "objectifs" (au-dessus du jugement des êtres humains). Pourtant, ce sont les avantages acquis dans la croissance, là où le mouvement ouvrier était le plus fort qui seront "jugés" (par le marché?) coûteux ou "inefficaces".

rique de l'économie de la période de transition dans les circonstances historiques, non prévues par Marx, où il se trouvait réellement posé, c'est-à-dire : non pas à partir d'une société rompant avec le capitalisme le plus développé ; ni dans une société immédiatement socialiste telle que la laissaient prévoir les textes classiques, où les "producteurs associés" pourraient se passer "du détour du marché"; mais bel et bien dans un cadre où le marché existerait encore mais ne devrait plus dominer; un cadre où il faudrait du temps pour dégager de nouvelles sources de productivité, propres au prolétariat.

"A l'heure actuelle, notre économie d'Etat est plus faible, à la fois techniquement et économiquement, que l'économie capitaliste d'Europe et d'Amérique. L'économie soviétique sera plus faible (...) que l'économie de l'Amérique capitaliste (et que celle du Japon, pouvons-nous ajouter aujourd'hui —CS). Dans la période initiale de son développement, la forme socialiste, par suite de l'absence aussi bien des prémisses matérielles à la réédification de sa base technique que des prémisses nécessaires à la culture et à l'éducation du prolétariat travailleur, ne peut développer tous les avantages organiquement propres au socialisme (...)" En outre, *"elle perd quelques-uns de ceux de l'économie capitaliste —(Préobrajensky pense ici à la contrainte marchande et notamment à la menace du chômage comme mécanisme capitaliste d'augmentation de la productivité—CS). Au contraire, celle-ci reste armée de pied en cap (...) ce qui, même dans la période de déclin du capitalisme, rend en général pour la forme socialiste la lutte concurrentielle avec le capitalisme sur la base de l'égalité".* (La nouvelle économie, p.184)

◇ b2 ◇ Par conséquent, les rapports avec le marché mondial —avec la loi de la valeur— seraient conflictuels :

L'autarcie était selon Préobrajensky rétrograde. Il y

aurait au contraire un besoin vital de relations avec le monde capitaliste. Tout le problème était de savoir sur quelles bases : avec ou sans protection.

"(...) représenter la lutte menée sous différentes formes contre l'économie privée, y compris sous la forme d'une collaboration forcée avec le capitalisme, comme une 'légende dorée', pacifique, cela signifie bavarder à la surface des phénomènes" ... (Idem, p.70)

Ou encore :

"Si aujourd'hui, dans notre pays, les relations économiques se formaient sur la base de la libre action de la loi de la valeur de l'économie mondiale, il se produirait ceci : étant donné les prix actuels du marché mondial et la surindustrialisation de l'Europe, les deux tiers de notre grande industrie se trouveraient éliminés à cause de sa situation déficitaire et de son caractère non nécessaire du point de vue capitaliste, du point de vue de la division mondiale du travail sur la base capitaliste. (Souligné dans le texte) Notre agriculture, à l'inverse, se ressentirait profondément, à long terme, de la transformation du pays en une semi-colonie agricole du système capitaliste mondial ; toutefois, au cours des premières années, elle en tirerait certainement profit à cause du niveau sensiblement plus bas des prix industriels et d'un échange plus favorable sur le marché mondial. (...)" ("Perspectives de la NEP", in *Critiques de l'Economie Politique*, p. 116)

Préobrajensky ajoute d'ailleurs, à l'égard des mencheviques qu'une extension de l'impact de la loi de la valeur sur le territoire de l'URSS n'aurait pas servi le développement d'un capitalisme national, mais la subordination de l'économie nationale aux exigences du capitalisme mondial, de sa division du travail.

Cette question de la confrontation au capitalisme mondial était centrale pour Préobrajensky —alors que Boukharine proposait d'en faire abstraction.

"Faire abstraction du marché extérieur signifie faire abstraction de nos relations réciproques avec

Histoire et "économie"

La question est la même pour l'enregistrement des besoins. Le marché capitaliste satisfait uniquement les besoins qui correspondent à ses propres critères : ceux qui peuvent s'exprimer avec des sous en poche (ce qu'on appelle la "demande solvable") et qui peuvent être vendus avec un profit (local) suffisant. La crise capitaliste met à nu ce contenu : la surproduction est bien surproduction de marchandises —face à d'immenses besoins non-satisfaits. Et derrière ces marchandises, il y a un rapport capitaliste : il faut vendre avec un profit "suffisant", jugé par chaque capitaliste privé.

Bref, répétons-le : lorsque Marx analyse la "loi de la valeur", ce n'est pas simplement le temps de travail comme substance de la valeur, derrière les prix, qu'il met en évidence. Mais un ensemble de mécanismes et rapports sociaux qui déterminent les investissements capitalistes. Le jugement sur le "travail socialement nécessaire" se fait en dernier ressort en fonction à la fois des conditions de production, des rapports de l'offre à la demande et des rapports sociaux qui déterminent les unes et les autres. La compétition entre capitaux privés est la force coercitive qui impose un tel jugement.

Quand cette compétition s'atténue dans le contexte de la concentration des capitaux ou des protections de l'Etat, la loi de la valeur perd sa force. La crise, l'aiguïssement renouvelé de la compétition lui fait reprendre le dessus : les privatisations, la crise de l'Etat providence en sont le reflet.

Derrière la recherche des "moindres coûts", le marché exploite et renforce les inégalités (entre nationalités, entre hommes et femmes, entre générations). Il ne permet pas la prise en compte de besoins aussi essentiels que le plein-emploi, les besoins éthiques, écologiques, les besoins collectifs et les aspirations à la sécurité et à la solidarité, le droit au loisir et à la paresse... Il prend en compte l'efficacité et les coûts au plan privé —mais sans mesurer les "effets externes" de chaque choix marchand, effets socio-économiques d'ensemble, effets moraux, psychologiques...

Ce qui est coût dans un système marchand capitaliste peut devenir source de nouvelle productivité dans un système socialiste : la démocratie dans le travail (pas seulement dans des élections périodiques au Parlement) et l'extension du temps de loisir.

l'économie mondiale, cela signifie faire abstraction de nos rapports de valeur tout à fait exceptionnels avec lui, de l'échange non-équivalent avec lui, du monopole du commerce extérieur (...) des conditions fondamentales de notre existence(...). (Préface à *La nouvelle économique*, p.78).

C'est souvent un des aspects du débat qui est omis dans sa présentation, alors qu'il illustre le mieux le point de vue de Préobrajensky : utiliser le marché en luttant contre ses critères implicites.

◇ b3 ◇ Le problème historique nouveau à résoudre était d'assurer la transformation —et non pas la reproduction, même élargie— des rapports de départ : pour être socialiste, une telle transformation impliquait à la fois un développement matériel des richesses et la réduction des inégalités et rapports d'oppression, alors que la marché tend à les reproduire.

"Ce n'est qu'en tenant toujours compte des deux pôles de tout le processus (le pôle initial et le pôle final) que nous pourrions comprendre la localisation historique de toute forme de transition, en évitant de nous perdre dans les détails ou de tomber dans l'économie vulgaire qui essaye de faire passer la description superficielle du présent pour une analyse scientifique d'un système concret". ("Utilité de l'étude théorique de l'économie soviétique", *Bolchevik* n°15-16, 31 août 1926, in *Critique de l'Economie Politique*, p.108)

(On est loin de la couverture apologétique de la planification bureaucratique comme "socialisme développé").

◇ b4 ◇ Mais, si la loi de la valeur ne peut être le régulateur de la nouvelle société, celle-ci serait elle dominée par une autre loi d'accumulation ? Préobrajensky en a fait l'hypothèse tout en soulignant qu'il ne savait pas encore bien quel serait son contenu : l'expérience et l'investigation scientifique permettraient, avec le recul, de mieux la cerner. Il a néanmoins donné un nom à cette nouvelle loi à découvrir : "loi d'accumulation socialiste primitive" (primitive, par analogie avec les problèmes de l'accumulation primitive capitaliste).

Cette loi devait selon lui "dicter à l'Etat" quels devaient être les rapports —et les transferts de valeur— entre secteur d'Etat et secteur privé, l'industrialisation impliquant notamment une accumulation sur le dos de la partie riche de la paysannerie.

On sait comment Staline a pu reprendre ce point de vue, en le caricaturant, pour renforcer l'industrialisation forcée au sacrifice de l'agriculture —et au-delà, des *Nepmen*, des producteurs privés quels qu'ils soient...

3. L'actualisation nécessaire.

a) La démarche historique de Préobrajensky reste au plan théorique et expérimental fondamentalement fertile. Nous avons montré au cours des exposés

en quoi le recours au marché comme régulateur loin de résoudre les problèmes de la planification bureaucratique, loin d'être socialement neutre et loin d'assurer l'émergence de relations socialistes autogestionnaires, s'avère une impasse sur ces trois plans.

☛ De façon plus vaste, tous les pays qui se sont posé ou se poseront le problème de rompre avec le sous-développement et la dépendance, ont été confrontés/seront confrontés à cette question centrale : le nécessaire rapport avec l'environnement capitaliste, mais l'impossibilité de se soumettre à ses critères si l'on veut effectivement poursuivre une logique de satisfaction des besoins populaires.

Cela ne signifie pas l'autarcie. Mais une protection par rapport à la loi de la valeur, une défense globale qui ne peut isoler un pays du flot des économies dominantes, mais qui peut lui permettre de naviguer à contre-courant. On peut le faire d'autant mieux qu'on a la maîtrise, la connaissance des forces en conflit. La Yougoslavie est d'autant plus en crise qu'elle s'est ouverte à la "saine compétition", en la supposant justement seulement "saine".

L'approche historique qu'avait Préobrajensky de la loi de la valeur nous est apparue essentielle —et éclairante pour interpréter l'expérience de l'autogestion yougoslave : la loi de la valeur "a besoin" d'un marché généralisé pour fonctionner comme "régulateur". Elle "a besoin" d'un marché du travail et du capital. Autrement dit, elle a besoin de relations sociales qui réduisent le "travail" (le travailleur) à une chose, un coût, une marchandise que l'on (qui? l'autogestion ouvrière?) doit pouvoir "substituer" ou combiner avec d'autres "facteurs de production".

Notre bilan aura donc un paradoxe : la logique des réformes marchandes "autogestionnaires" pousse à la suppression de l'autogestion ouvrière.

☛ Mais le constat d'impasse des anciens critères pour la nouvelle société ne donne pas pour autant de réponse évidente sur ce que peut être une "mesure" socialiste du travail utile. Il s'agit de découvrir le nouvel espace-temps (qui peut ne plus être local et de court terme, s'il n'est plus défini par le marché) et les mécanismes (les acteurs) qui permettront de juger ce travail utile.

C'est sur ce point que le point de vue de Préobrajensky mérite d'être critiqué.

b. La question de la loi d'accumulation primitive socialiste

Nous ne reprenons pas la formulation de

Préobrajensky sur les deux "lois" antagoniques, à laquelle nous préférons celle, plus large, de "deux régulateurs". Le capitalisme concurrentiel est le seul cas historique où l'économie semble imposer sa "loi" indépendamment d'une volonté humaine (bien qu'on puisse analyser les rapports sociaux cachés par le marché et discuter au plan théorique et pratique du rôle de l'Etat dans les mécanismes du capitalisme concurrentiel). L'extension réelle prise par les automatismes marchands donne sa portée à la notion de "loi" économique.

☞ Dans le cas d'un mode d'accumulation "socialiste" (ou de transition socialiste), le terme de loi, sans doute utilisé dans le souci d'une approche scientifique, paraît moins adéquat, sinon confus.

L'auteur de *la Nouvelle Economique* présente en effet la loi de la valeur comme "la loi naturelle de la production marchande" —ce qui a un sens—; mais par analogie, il dit aussi qu'il s'agit de rechercher (*La Nouvelle Economique*, p. 92) :

"les lois naturelles de l'accumulation socialiste (qui) ne nous sont connues qu'en ébauche" et qui "dictent à l'Etat (...) sur la base de la nécessité 1) des proportions déterminées dans la distribution des forces productives (...); et 2) des proportions déterminées d'accumulation (...)." (Idem, p. 107)

... "qui dictent à l'Etat" : Il semble qu'il y ait là à découvrir des proportions —différentes de celles qu'indiqueraient la loi de la valeur— uniques, que l'investigation scientifique suffirait à déterminer.

Or, le nombre des possibles s'élargit —cela, le terme de "loi" ne permet pas de le souligner? Certes, il existe des contraintes et des cohérences nécessaires. Il faut effectivement les découvrir et les expliciter —ce qui revient à découvrir aussi les mécanismes régulateurs adéquats aux nouveaux buts de transformation sociale. Les conflits et déséquilibres surgis à chaque étape, face à chaque ensemble d'institutions et de rapports sociaux sont le révélateur des cohérences qui se cherchent. Mais on est loin d'une "loi naturelle de l'accumulation socialiste" au-dessus des hommes.

L'objectif de satisfaction des besoins et de plein épanouissement de chacun fait peser les contraintes subjectives, culturelles et sociales d'un poids qualitativement nouveau sur les "proportions" optimales de l'accumulation et sur la définition même des critères pour en juger

La bureaucratie était absente de *la Nouvelle Economique*. Qui pouvait "dicter à l'Etat" les choix nécessaires? La "loi" d'accumulation socialiste s'est vite transformée en "décret".

Le centre de gravité de notre approche s'est donc déplacé des rapports plan/marché à la question : qui décide, selon quels critères, quels intérêts sociaux, quels

mécanismes institutionnels? —et ceci aussi bien derrière le marché que derrière le plan (et dans leur articulation). L'approche historique et sociale qu'avait Préobrajensky de la loi de la valeur demeurait essentielle. Mais la bureaucratisation du plan s'avérait une nouvelle source de stratification sociale menaçant elle aussi l'avenir socialiste...

Les réformes marchandes produisaient, comme l'avait prédit Préobrajensky l'accroissement des inégalités— mais les principales menaces de restauration capitaliste allaient se manifester au sein même du secteur dit social...

La suppression de la domination du marché permet effectivement de mettre à l'ordre du jour une logique économique qui subordonne les choix d'investissements à la satisfaction des besoins, au sens large —le besoin de transformation de la nature du travail, des rapports sociaux eux-mêmes devenant central.

☞ Mais la question posée —et non résolue à ce jour— est celle d'un mode de régulation qui prenne en compte explicitement comme contrainte le "subjectif", les choix de sociétés rendus transparents dans leurs grandes lignes.

Autrement dit, la question de la démocratie, comme facteur de production, doit être mise au cœur des mécanismes de l'accumulation socialiste. C'est pourquoi nous préférons au terme "loi" celui de "régulateur" qu'utilise par ailleurs Préobrajensky. On peut parler dès lors dans les sociétés post-capitalistes de conflit entre deux régulateurs :

- l'un, marchand, dont la cohérence est liée à la compétition des capitaux, à la libre entreprise et à ses droits d'embauche et de licenciement d'une force de travail marchandise ;

- l'autre "socialiste" met la solidarité, la réduction des inégalités et la détermination consciente des principaux besoins (dont celui de plein-emploi) au cœur de ses critères.

Le rejet de l'hypothèse de Préobrajensky sur les deux régulateurs implique : soit de démontrer l'indémontrable : que le régulateur marchand peut assurer la satisfaction des critères socialistes; soit de renoncer aux objectifs traditionnellement admis comme socialistes...

Nous préconisons, au contraire, l'actualisation critique de Préobrajensky est notre démarche. Elle consiste à reprendre l'hypothèse de régulateurs en conflit, mais à rejeter explicitement l'idée que les objectifs socialistes pourraient être satisfaits par des moyens bureaucratiques —ou encore par un Etat se substituant aux citoyens/travailleurs.

La très grande similitude des résistances sociales aux décrets du plan bureaucratique et aux lois de la dictature marchande sont à nos yeux la manifestation d'une cohérence sociale qui se cherche : il faut encore inventer les rapports sociaux qui lui permettrait de s'exprimer comme système de production et d'échange socialiste.

ANNEXES

L'Opposition de Gauche et la paysannerie (1927) (extraits de la plate-forme)

"(...) Dans le pays, où l'écrasante majorité de la population est [aujourd'hui] constituée par la petite et la toute petite paysannerie, et en général, la toute petite propriété, les processus principaux de cette lutte [pour la répartition du revenu national] s'accomplissent souterainement ça et là, de jour en jour, jusqu'à ce que d'une manière soudaine et inattendue ils fassent irruption à l'extérieur. (...) Les formes multiples, aussi bien apparentes que cachées, de l'exploitation des masses artisanales par le capital commercial et par le capital de l'industrie à domicile, sont la source extrêmement importante et toujours grandissante de l'accumulation de la nouvelle bourgeoisie.

Les impôts, les salaires, les prix, le crédit sont, dans notre régime, les leviers essentiels pour la répartition du revenu national, le renforcement de certaines classes et l'affaiblissement d'autres.

(...) On peut affirmer que fournir des indications publiques sur les contradictions du développement et de l'accroissement des forces hostiles, c'est de la panique et du pessimisme (...). Nous ne partageons pas ce point de vue. Il faut voir clairement les dangers. Nous les indiquons avec précision pour lutter plus sûrement contre eux et pour les vaincre.

(...)

Dans la lutte de classes qui se déroule à la campagne, le Parti doit, non seulement en paroles, mais par ses actes, se mettre à la tête des ouvriers agricoles, des paysans pauvres, des masses fondamentales des paysans moyens et les organiser pour la lutte contre les tendances capitalistes des koulaks.

(...) Il est nécessaire de prendre vis-à-vis de ce prolétariat [agricole] les mêmes mesures que celles qui régissent la situation des ouvriers industriels.

Le crédit agricole ne doit pas être utilisé pour le plus grand bien des couches aisées de la campagne. Il faut mettre un terme à la situation où les fonds destinés aux paysans pauvres, très minimes en eux-mêmes, sont dilapidés assez souvent, non là où ils étaient destinés primitivement, mais au profit des couches aisées de la campagne.

Il faut opposer au fermage la croissance plus rapide des communautés agricoles. Il est indispensable d'allouer systématiquement d'année en année, de plus grosses sommes aux paysans pauvres faisant partie des communautés agricoles.

Parallèlement, il est nécessaire d'apporter une aide plus systématique aux économies rurales pauvres qui ne font pas partie des communautés agricoles, en les exonérant complètement de l'impôt, en faisant une politique de réorganisation agricole correspondant à leurs intérêts. (...)

Le Parti doit prendre toute mesure utile pour aider au

relèvement économique des paysans moyens par une politique juste dans la fixation des prix, en mettant des crédits à leur portée, par la coopération, en amenant petit à petit cette partie la plus nombreuse de la paysannerie, au passage à une production collective, au moyen de machines.

Les tâches du Parti doivent être, par rapport à la croissance des couches koulaks de la campagne, de limiter les aspirations capitalistes de celles-ci. Il est inadmissible de réviser la Constitution qui enlève tout droit électoral aux éléments des campagnes qui exploitent le travail d'autrui. Il est nécessaire de créer une imposition très progressive, prendre par le moyen des lois, la défense des salariés, fixer un taux minimum du salaire des ouvriers agricoles. En ce qui concerne la terre, par une juste politique de classe, mettre fin aux appétits grandissants du koulak, et éviter, dans le domaine de l'approvisionnement de la campagne en tracteurs, que ces derniers ne tombent pas en majorité entre les mains des koulaks.

(...)

Seul le processus d'augmentation progressive de l'industrialisation de l'agriculture peut créer une base toujours plus large pour la coopération socialiste de production, pour le collectivisme. Sans la révolution technique, même dans le domaine des moyens de production, sans machine agricole, sans le changement dans le système de la culture de la terre, sans les engrais chimiques, etc., tout travail profond ayant des chances de réussite pour la collectivisation de l'agriculture est impossible.

(...)

Le développement victorieux de la coopération agricole n'est possible qu'à condition que la plus grande initiative se fasse jour parmi la population participant à la coopération. La bonne liaison de la coopération avec la grosse industrie et avec l'Etat prolétarien assure un travail normal des organisations coopératives et exclut toute méthode de bureaucratization.

[L. Trotsky, G. Zinoviev, et al., "Plateforme de l'Opposition de Gauche" (rédigée août-septembre 1927, également intitulée "La vraie situation en Russie", in *Les bolcheviks contre Staline 1923-1928*, Publications de la Quatrième Internationale, Paris, 1957, pp. 88-90, 103-105).

Le rôle de la crise des céréales d'après M. Lewin

"La crise des collectes prit le parti au dépourvu. (1) En octobre 1927, Staline avait encore publiquement assuré au pays que la politique poursuivie jusqu'ici avait été couronnée de succès et que tout allait bien. Il avait prétendu, notamment, que les rapports avec la paysannerie étaient excellents. (2) Il ne pouvait s'agir d'un simple cas 'd'optimisme officiel' trompeur, car Staline n'aurait pu tenir ces propos aussi imprudents s'il avait prévu ce

qu'il devait présenter sous peu comme la 'grève des paysans'.

Lorsque les livraisons atteignirent un niveau dangereusement bas et que l'attitude des moujiks menaça de provoquer une famine dans les villes, le Politburo dirigé par Staline décida de recourir à des mesures d'urgence. Quelles que fussent les menaces, les réactions des dirigeants étaient automatiquement conditionnées par leurs expériences de la guerre civile. Aussi procéda-t-on à une mobilisation générale des ressources du parti en dépêchant sur le terrain des plénipotentiaires investis de pouvoirs exceptionnels et des brigades d'ouvriers, en décidant de réprimer et d'épurer les autorités jugées inefficaces ou récalcitrantes, et en mettant sur pied des troïkas pour organiser la collecte des céréales, etc. L'opération prit un caractère militaire, comme à l'époque de la guerre civile, et la 'ligne de classe' procéda de la même inspiration : les paysans pauvres se virent promettre 25% des céréales confisquées avec leur aide aux paysans aisés. La clause 107 du code pénal entrée en vigueur en 1926 et visant les spéculateurs fut invoquée contre les paysans dissimulant des céréales.

Toutefois, en dépit de cette 'attitude de classe' et des accusations portées contre les koulaks et les paysans aisés (à cette époque, on faisait peu de cas des différences qui pouvaient exister entre les deux catégories) — Staline présenta officiellement les événements comme une 'grève des koulaks' — la véritable racine du problème était ailleurs. Staline le savait, et il le dit, dans un autre contexte; Mikoïan s'en expliqua lui aussi dans l'organe du parti : la majeure partie des céréales qu'il fallait trouver n'était pas entre les mains des koulaks, mais plutôt entre celles des *serednjaki* (les paysans moyens), et ceux-ci n'auraient aucun intérêt à vendre tant qu'ils n'auraient pas grand-chose à acheter avec leur argent. (3) Dès lors, comment pouvait-on les amener à vendre et, qui plus est, à vendre non pas sur le marché libre mais à l'Etat?

La méthode choisie fut la plus expéditive : fermeture des marchés, pressions administratives et épongeages des excédents monétaires. pour ce faire, on ne pouvait s'en prendre aux seuls koulaks et c'est donc la grande majorité des paysans qui furent visés par ces très graves mesures; et ce fut assurément un temps de crise, particulièrement aux alentours de l'été, lors de la seconde vague de mesures exceptionnelles, introduites au lendemain du plénum d'avril qui avait en réalité promis d'y mettre fin.

Cette crise n'ayant pas été prévue, il est évident que ce 'tourant à gauche' de la part de Staline ne fut pas une décision mûrement réfléchie, mais une suite de mesures dictées par les circonstances? C'est là un trait caractéristique de l'histoire du 'bond en avant' soviétique et de la politique de Staline à cette époque.

"Le régime était donc encore fort loin de toute espèce de 'collectivisation totale', mais, comme nous le savons, il était déjà engagé sur cette voie, même s'il n'en était guère conscient à l'époque.

Les réflexions de Staline sur la situation s'étaient cristallisées au plénum de juillet et suivaient encore les mêmes grandes lignes, indépendamment des manœuvres

liées à la lutte interne contre la droite que la 'crise des céréales', alors au plus fort, avait portée au grand jour. Staline savait, et il le dit au Comité central dans un discours tenu secret à l'époque, que les paysans auraient à payer un tribut (*dan'*) pour les besoins de l'industrialisation. (4) Il ne faisait ainsi que reprendre la théorie de Préobrajenski, mais sans les scrupules ni les réserves de ce dernier. Staline comprit que les ouvriers devraient être mis à contribution, et que cela ne pourrait qu'amplifier les contradictions sociales. Dans ces conditions, comment allait-on tenir encore quatre ans, le temps que l'Etat et le secteur collectif permissent une amélioration de la situation? Staline en avait pris son parti : en attendant, le régime prendrait des mesures exceptionnelles pour collecter les céréales. Il l'avait déjà fait dans le courant de l'année. Il le suggéra à nouveau au mois de juillet et, en avril 1929, le parti en fit sa politique officielle. (5) Boukharine exagérait à peine lorsqu'il confia à Kamenev : 'Il devra noyer les soulèvements dans le sang' (6), — mais Staline y était prêt".

Notes

- (1) Discours de Rykov, *Pravda*, 11 mars 1928.
- (2) Voir le discours de Staline du 23 octobre 1927, in *Socinenja*, vol. X, pp. 196-197.
- (3) Cf. C. A. Mikoïan, *Pravda*, 10 février 1928.
- (4) Staline, Discours au plénum de juillet, *ibid.* p. 159
- (5) *Ibid.*; et le discours au plénum d'avril 1929, *Bol'sevik*, n°23-24, 1929, p. 34; ce discours figure aussi dans *Socinenja*, vol. XII.
- (6) N. I. Boukharine à L. B. Kamenev, in *Socialisticeskii Vestnik*, n°9, p. 10.

[Moshe Lewin, *La formation du système soviétique*, Paris : Gallimard, 1985, pp 138-142.]

L'aile droite d'après M. Lewin

"Les différences entre la droite et les staliniens peuvent se résumer en une controverse autour d'un seul et unique problème : "l'industrialisation et la transformation des campagnes devaient-elles se faire essentiellement par des méthodes politico-économiques ou, au contraire, en recourant à des mesures exceptionnelles", en d'autres termes à la contrainte? Le régime devait-il opter pour un immense réseau de coercition ou pour une autre approche plus souple (1)? Dans ce dilemme, c'est l'avenir de la Russie soviétique tout entière qui était en jeu.

La droite penchait naturellement vers l'approche souple, et sa foi reposait sur la possibilité de progresser "par les méthodes de la NEP" ainsi que sur son analyse de la crise qui différait de celle des staliniens. D'après la droite, en effet, la crise tirait ses origines d'un certain nombre d'"erreurs : planification défectueuse, lacunes de la politique des prix, inapplication de toute une série de mesures relatives à l'aide de la production agricole (2). En opposition à cette explication, le point de vue de la majorité du Politburo avait tendance à insister bien davantage sur les

facteurs objectifs, tels que la petite taille des exploitations paysannes et la prédominance de la culture en bandes.

Suivant l'analyse de la droite, la crise aurait pu être évitée, et il était encore temps d'éviter une rechute si les autorités consentaient à battre en retraite pour faire certaines concessions aux paysans (réouverture des marchés, meilleurs prix versés aux producteurs, aide au secteur privé et, si nécessaire, importation de céréales, etc. (3) car, comme Boukharine devait le faire valoir, mieux valait importer des céréales que de recourir à des mesures exceptionnelles (4). On pourrait songer à des mesures à plus long terme quand l'atmosphère se serait un peu apaisé.

La droite prônait donc un retour aux mesures économiques et budgétaires comme principale méthode pour influencer le marché. Elle parlait relativement peu des sovkhozes, dans lesquels elle vouait uniquement une mesure d'exception; et si elle était plus favorable aux kolkhozes, elle recommandait la plus extrême prudence sur ce terrain : il ne fallait créer de nouveaux kolkhozes que dans la mesure où ceux-ci étaient manifestement supérieurs aux exploitations privées et plus viables.

Plus tard, en avril 1929, la droite réclama un plan biennal (*dvuhletka*) dans le cadre du plan quinquennal — un plan qui serait expressément conçu pour améliorer l'état de l'agriculture et la sortir de son arriération (5). La droite pensait qu'il y avait encore des progrès à attendre du secteur privé, et elle souhaitait préserver la NEP, avec ses *nepmen*, ses *koulaks*, etc. Elle voulait bien modérer le pouvoir et l'essor des *koulaks*, mais uniquement par des mesures fiscales. Et si, à ce stade, la droite reconnaissait largement la nécessité d'une industrialisation, elle était hostile à l'idée d'une marche forcée à toute allure qui séduisait Staline (6). D'après ses porte-parole, le pays avait déjà atteint à la fin de l'année 1928 la limite de ses possibilités d'investissement, et il fallait maintenant se préoccuper de constituer des réserves et d'assurer que les projets de construction qui avaient été mis en chantier étaient compatibles avec les matériaux de construction disponibles. Comme on l'a déjà dit, la droite admettait aussi la nécessité d'une *perekacka*, mais seulement dans des limites qui laisseraient aux paysans la liberté de constituer quelques réserves.

Selon Boukharine, les difficultés auxquelles se heurtait le pays provenaient, entre autres choses, d'une "relative anarchie" et d'une "planification ainsi que d'une coordination intersectorielle défectueuses" constamment aggravées par des rythmes de croissance d'une rapidité injustifiable. Ses "Notes d'un économiste" et d'autres écrits se présentent comme un plaidoyer pour une administration économique scientifique (7) — chose qui, nous le savons, n'a jamais été vraiment le point fort de l'industrialisation soviétique, que ce soit au cours du premier plan quinquennal ou à une époque plus récente.

En opposition à la thèse stalinienne de la lutte des classes, qui allait en s'amplifiant avec les progrès du socialisme, le mot d'ordre de Boukharine était : "Pas de troisième révolution!" Dans son esprit, le temps n'était pas encore venu d'introduire le communisme dans les campagnes (8). L'alliance avec la paysannerie (*smycka*)

devait avant tout être maintenue sur la base du mouvement coopératif.

Le résumé qui précède n'est qu'une rapide esquisse des positions de la droite. Une partie de leurs idées nous sont parvenues de sources staliniennes, et nous ne disposons d'aucun recueil complet de leurs propositions ou de leurs discussions. Mais l'essentiel de leurs convictions est bien là, et l'on ne saurait les écarter à la légère. Quelques-unes de leurs analyses étaient manifestement erronées : ainsi de la confiance excessive placée dans le mécanisme des prix et les mesures budgétaires dans un pays engagé dans une formidable entreprise d'industrialisation, de leur trop grande insistance sur les potentialités du secteur privé dans l'agriculture et de leur manque d'insistance sur l'urgente nécessité de développer de nouvelles formes d'organisation. D'autres paraissent avoir été entièrement justifiées : ainsi de leur objection à des taux de croissance exagérément élevés, à une exploitation excessive de la paysannerie, à l'absence de méthode scientifique dans la planification et la mise en œuvre du processus, et à l'accent exclusif placé sur la contrainte."

Notes

(1) Sur l'opposition de Rykov à un système de coercition, voir Robert V. Daniels, *The Conscience of the Revolution*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1960, p. 329-330.

(2) Voir N. I. Boukharine, discours au plénum de juillet 1928, cité par Daniels, *Conscience, op. cit.*, pp. 331, 335; *KPSS v rezolucijah, op. cit.*, vol. II, p. 559.

(3) Les propositions des "droitistes" peuvent être reconstituées à partir des sources officielles (entre autres) : Staline, *Socinenija*, vol. XI, pp. 218-325; vol. XII, p. 92; *Bol'sevik*, n°23, 24, 1929, pp. 30-35, 46; *16-tyj s'ezd... stenotcet*, éd.de 1962, n°56, 133, 135, 215, 266.

(4) *16-tyj s'ezd... stenotcet*, éd.de 1962, n. 135.

(5) *Ibid.*, n. 56 (matériaux tirés des archives du parti); discours de Rykov au Sovnarkom, *Pravda*, 6 avril 1928.

(6) Cf. *KPSS v rezolucijah, op. cit.*, vol. II, p. 558; Y. E. Rudzutak, *16-tyj s'ezd... stenotcet, op. cit.*, p. 201; Boukharine désavoua toute "marche en avant à bride abattue" (*skroropali-tel'nye tempy*) dans son "Testament politique de Lénine" ("Politiceskoe zavescanie Lenina") in *Pravda*, 24 janvier 1929.

(7) N. I. Boukharine, "Zametki ekonomista", *Pravda*, 30 septembre 1928; et "Politiceskoe zavescanie Lenina", où il dit : "Nous vaincrons grâce à une gestion économique scientifique ou nous ne vaincrons pas du tout."

(8) Boukharine, "Politiceskoe zavescanie".

[Moshe Lewin, *La formation du système soviétique*, Paris: Gallimard, 1985, pp. 147-149.]



Abonnez-vous aux
Cahiers d'Etude et de Recherche

Conclusion

vers un optimum social
à propos d'un point de vue d'Ota Sik

GER

N°7/8

“Les individus ne peuvent se soumettre leurs propres rapports avant de les avoir eux-mêmes créés.”

Karl Marx, *Ebauche d'une Critique de l'Economie Politique*

D'un monde à l'autre

Lorsqu'il analysait les “lois” de la société post-capitaliste, Préobrajensky partait d'une remarque apparemment banale, mais loin d'être admise [1966, p. 68] :

“Le mécanisme dépend de la structure économique dans laquelle il se présente”.

C'est la raison pour laquelle l'auteur de la Nouvelle Economie était convaincu que la transition au socialisme ne pouvait avoir pour régulateur, ni dans sa forme, ni dans son contenu, la “loi de la valeur”. Cela ne signifiait pas se passer du marché —mondial et interne— mais assurer le dépérissement de ses fonctions au profit de relations planifiées.

Mais il fallait que le plan ne fût pas à son tour un instrument d'aliénation du travail, de subordination des travailleurs et des travailleuses à des choix et à une gestion qui leur seraient extérieurs. L'Etat devait dépérir (1).

L'Etat s'est au contraire développé, omniprésent, tentaculaire. La construction du “socialisme dans un seul pays” (largement arriéré), fut un acte de guerre contre tous les ennemis vrais et présumés, au sein de la forteresse assiégée. [Moshe Lewin, 1987] Le plan devait s'imposer dans ses moindres détails : telle devenait dans la “théorie” de Staline la Loi (d'accumulation socialiste) en lutte contre la loi de la valeur. L'initiative privée fut réprimée sans qu'elle soit toujours menaçante, et souvent sans qu'existent encore des possibilités de la remplacer par d'autres formes d'organisation de la production. Pire, avec l'initiative privée, c'est l'initiative tout court, individuelle et collective qui fut interdite —bloquant, ce faisant, le développement du potentiel de progrès dont était porteuse la propriété “sociale”.

La crise de 1929 avait de son côté sonné le glas des automatismes marchands : les réponses libérales marchandes à la crise ne faisaient qu'aggraver l'ampleur de celle-ci. Le problème n'était pas seulement la production de masse de biens de consommation ne trouvant pas encore de débouché de masse tant que le salaire restait seulement un coût. L'échelle de production recouvrait aussi un poids et une concentration du prolétariat rendant explosives les vieilles recettes de sortie de crise par la compression des salaires et le chômage de masse. La seconde guerre mondiale (et non pas seulement les techniques keynésiennes) allait donner les conditions politiques et économiques d'une nouvelle croissance longue

(2). La victoire contre le fascisme se transformera vite en guerre froide entre alliés d'hier. Le vrai relais de la guerre froide devait être une “socialisation” du capitalisme : Keynes l'avait explicitement préconisée pour la survie du système. Il n'était plus possible de traiter comme “irrationnelles” les résistances collectives, ni de croire aux vertus d'un modèle d'automatismes marchands qui résorberaient d'eux-mêmes le chômage. Les motivations et intérêts de chaque entrepreneur n'avaient aucune raison de converger par la grâce de la main invisible sur des équilibres de plein-emploi. L'Etat devait intervenir.

Il est frappant que l'on puisse encore entendre des discours apologétiques sur le marché alors que la longue croissance d'après-guerre s'est faite en limitant le rôle du marché. Le besoin d'un système planifié s'est, de ce point de vue, exprimé à l'Est comme à l'Ouest —mais dans le cadre de rapports sociaux (de rapports de propriété, donc) nourrissant des contradictions différentes.

Socialisation des risques à l'Ouest ...

De part et d'autre, sur une échelle et dans des conditions bien plus vastes que celles dont partait Préobrajensky, on a vu se développer une nouvelle rationalité en conflit avec la loi de la valeur.

Le capitalisme a connu à sa façon une tendance croissante à la socialisation des risques, à la planification *ex ante* des productions (des profits et des salaires) : la monnaie de crédit s'est émancipée de sa base marchande... Mais sans supprimer la propriété privée et le motif de profit, donc aussi les fonctions de la monnaie comme moyen d'accumulation et de spéculation. (Dans une période d'incertitude, comme c'est le cas aujourd'hui, le crédit qui anticipait une production marchande réalisée devient “créance douteuse”, la spéculation remplace l'investissement productif et aggrave le risque d'effondrement financier). Les contradictions de classe furent seulement contenues dans les cadres politiques issus de la seconde guerre mondiale et atténués par l'expansion : les résistances sociales croissantes au taylorisme, les conflits inévitables sur le partage de la valeur ajoutée, les exigences plus fortes des salariés dans une période de croissance des richesses et de plein-emploi allaient marquer la fin de l'Etat de grâce. La logique du profit (“de l'offre” comme disent les théoriciens pudiques) devait reprendre ses droits. La loi de la valeur, la loi du marché, comprimée et violée dans un système de moins en moins concurrentiel, allait reprendre de la force et de la substance avec la dérégulation libérale.

Mais tous les problèmes soulevés par Keynes demeurent —avec ceux qu'ils n'avaient pas soulevés : le capitalisme concurrentiel n'est plus possible. Mais la

(1) Pour l'aliénation dans les pays dits “socialistes”, voir notamment : E. Mandel [1967, ch. 10 et 11], Ticktin [1974] et les contributions des philosophes yougoslaves C. Petrovic, P. Vranicki, L. Tadic, Z. Pesic-Golubovic, M. Tchaldarovic et M. Markovic, dans la revue *Praxis*, publiée à Belgrade dans les années soixante-dix.

(2) Voir M. Dupont, F. Olivier, A. Taillandier et C. Verla, *La crise, les crises, l'enjeu*, 1987.

socialisation du capitalisme se heurte à ses rapports de propriété.

De l'autre côté, la planification bureaucratique a assuré une industrialisation qui s'est bel et bien passée de marché pour l'essentiel. Et s'il faut faire des comparaisons, autant les faire avec les pays qui partaient des mêmes caractéristiques socio-économiques : les pays de la périphérie capitaliste. Mais le coût politique, social et économique de ce pseudo-socialisme n'est plus à démontrer. Ses impasses soulignent aussi l'absence de cohérence de classe de la bureaucratie. Son recours aux mécanismes marchands — idéalisés — provoquera les problèmes connus des pays capitalistes, mais avec d'autres rapports de propriété : paradoxalement, en l'absence de droits d'organisation syndicale et politique libre, la résistance ouvrière aux mécanismes marchands a eu et aura davantage gain de cause qu'à l'Ouest, parce que la bureaucratie n'a pas de position économique indépendante : elle gère l'économie au nom des travailleurs... Elle n'est pas un "vrai" propriétaire.

Voilà ce qui est à l'arrière-fond des impasses communes du "socialisme d'Etat" et du "socialisme de marché". Mais voilà aussi ce qui rend complexe la confrontation à un marché capitaliste dominé, lui, par de vrais propriétaires.

Quelques remarques sur le point de vue d'Ota Sik

A la lumière de l'expérience et de la crise yougoslave, Ota Sik est revenu en 1981 ["Pillars of a Democratic and Socialist System", dactylographié] sur les conceptions qu'il avait défendues lors du Printemps de Prague, en 1968. Dans cet intéressant retour critique, il estimait "nécessaire de subordonner le procès de distribution à des buts sociaux démocratiquement déterminés". (p. 16) Il contestait (pp. 18-19) dans cette optique, la liberté qu'avaient eue les entreprises yougoslaves de répartir leur revenu net :

"En premier lieu, disait-il, un tel mode de distribution ne permet pas d'assurer les équilibres macro-économiques. Ce développement disproportionné produit une forte inflation. Deuxièmement, ce mode de distribution ne permet pas (...) des différenciations cohérentes de revenu selon la performance des entreprises, à cause d'une formation monopoliste des revenus (...) Troisièmement, ce mode de distribution empêche la réalisation d'objectifs démocratiques de développement de l'économie toute entière sur la base de choix alternatifs".

Mais Ota Sik maintenait en même temps l'hypothèse d'une allocation des investissements sur la base d'un marché et d'une orientation des entreprises par la recherche du profit.

La précondition d'un débat réel sur ces questions est qu'il suppose possible la démocratie de chaque choix, quel que soit le niveau de la prise de décision.

Si l'on suppose cette question résolue, alors peut

commencer une discussion théorique et pratique (appuyée sur l'expérience) : quels sont les problèmes qui sont plus efficacement résolus aux divers échelons (global, régional, local...)? Quels sont les avantages et inconvénients des mécanismes marchands, dans un contexte donné et pour résoudre quoi? (3)

Le point de vue d'Ota Sik suscite trois remarques.

Première remarque : les trois choix pour l'autogestion

La première est que si la liberté de l'autogestion reste locale et orientée vers le revenu, elle est nécessairement en conflit avec le souci d'équilibre macro-économique et de contrôle de l'inflation. Face à cela, il y a trois attitudes possibles :

- Soit l'on revient aux limites d'une autogestion contrainte par des règlements centraux, étatistes (comme dans les années cinquante, en Yougoslavie — cf. exposé 2) mais l'on retrouve les conflits et contradictions évoquées.

- Soit l'on supprime toute autogestion ouvrière et l'on renonce aux objectifs socialistes.

- Soit l'on donne une existence nationale à l'autogestion : l'on fait en sorte que les choix de distribution effectués sur le plan central n'émanent pas d'une institution étrangère aux autogestionnaires qui devront l'appliquer, mais proviennent de leur propre décision prise à un autre niveau. L'intérêt qu'ils peuvent avoir à le faire et à le respecter, est la possibilité de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent en tant que consommateurs de biens de consommation et de biens de production, face à l'inflation; il est aussi la possibilité de mieux résoudre les problèmes de l'emploi; il est d'élargir leur horizon en tant que producteurs/gestionnaires. Là réside l'essentiel à résoudre

Ce qui nous amène à une deuxième remarque à propos du modèle d'Ota Sik

Deuxième remarque : intérêts individuels et besoins sociaux, quelle convergence?

Les questions qu'il vaut mieux trancher par des choix démocratiques centraux plutôt que selon les procédures marchandes se déduisent, comme le fait Ota Sik, des déséquilibres macro-économiques apparus. Mais elles dépendent également de l'hypothèse qu'on retient sur les sources possibles de convergence entre intérêts individuels et besoins sociaux. La place que cet auteur

(3) Sur l'optimum et le socialisme, voir notamment, dans *Optimum et croissance en système socialiste*, Etudes coordonnées par Marie Lavigne, 1978, les articles de F. Seurot, "La fonction d'utilité en système socialiste", L. Desprès, "Politique économique et fonction objectif du plan : la notion d'optimalité praticable dans un modèle de planification de l'économie nationale", R. Tartarin, "Schémas de reproduction et politiques d'industrialisation" et G. Duchêne, "Les limites de la recherche de l'efficacité dans la politique économique soviétique"; le livre de M. Ellman, *Planning Problems in the USSR*, 1973; M. Godelier, *Rationalité et irrationalité en économie*; M. Markovic, "New Forms of Democracy and Socialism"; M. Genné, "Inclusion de l'emploi dans l'objectif d'équité".

—et d'autres théoriciens/ennes des réformes marchandes — attribue au marché découle d'une approche idéalisée des vertus du marché et d'une vision statique "pessimiste" des comportements individuels dans le travail. Ota Sik le dit explicitement dans son étude : il ne voit pas d'autre moyen que le marché pour stimuler un travail plus productif et de meilleure qualité. Sinon, dit-il (p. 13), chacun essaie de "maximiser son revenu pour le plus faible travail possible". De ce constat négatif naît un modèle où l'organisation de la production et les choix d'investissements doivent rester soumis au profit marchand. Nous avons essayé de montrer en quoi un tel mécanisme d'accumulation ne peut pas avoir les vertus d'une gestion capitaliste sans en avoir aussi les inconvénients —et d'autres en plus. La réalité "imparfaite" du marché réellement existant ne résoudra ni les problèmes des surinvestissements et des coûts et gaspillages croissants, ni ceux posés par la productivité du travail; elle produira inflation et inégalités tout en éloignant des objectifs socialistes de plein-emploi et de désaliénation du travail, produisant des conflits croissants... Le coût social d'un modèle "parfait" de maximisation du profit micro-économique concurrentiel serait encore plus lourd.

Autrement dit, il y aura divergence croissante et non pas convergence entre intérêts individuels et besoins sociaux, si l'on fait du profit marchand le moteur de l'allocation des ressources.

Pourquoi ne pas rechercher plutôt une transformation des motivations individuelles elles-mêmes?

Travail en miettes et travail bien fait

Les limites du taylorisme, du travail "en miettes" sur les gains de productivité sont connues. A l'opposé, les résultats positifs de l'agriculture hongroise quand les marges de responsabilité se sont accrues; la remise en cause des gaspillages par les travailleurs avec le développement du contrôle social en Hongrie en 1956, ou en Pologne sous *Solidarnosc*; la souffrance constatée de ne pouvoir "bien travailler"; la "conscience professionnelle" analysée par Kornaï même quand l'ensemble du système le rend inefficace... il y a là des preuves en nombre croissant d'aspirations profondes brimées tant par le bureaucratisme que par les relations marchandes.

Elles portent bien davantage sur le contenu du travail que sur sa rémunération —à condition que celle-ci soit suffisante et que chacun puisse constater une amélioration régulière du niveau de vie. Une telle sécurité peut aider à tourner les préoccupations vers d'autres aspirations latentes. L'idée que seuls le risque du licenciement et l'individualisation des rémunérations stimuleraient la qualité du travail n'est nullement prouvée —outre que ces stimulants ont leurs effets pervers. Dès que le travail est intéressant par lui-même (et assure un niveau de vie jugé, par consensus, socialement équitable dans un contexte donné), alors la routine et le conservatisme se combattent aisément : dans la confrontation des résultats, sous la pression des équipes colla-

borant ensemble, celle des utilisateurs de biens ou de services, ... par le plaisir d'un travail bien fait.

Mais ce n'est plus à l'échelon d'un atelier, ni sur la base d'une gestion financière tournée vers l'appât du gain, que des progrès ou une créativité du travail peuvent pleinement se déployer. S'il s'agit toujours d'un travail en miettes alors autant en faire le moins possible pour le plus grand revenu... De même, si les efforts d'énergie et d'imagination se dépensent en vain dans un système où ils ne sont pas généralisés, ou pire si ces efforts sont accomplis au bénéfice d'intérêts privés de couches privilégiées, alors autant vaut le repli et le bricolage chez soi.

☞ **L'autogestion ouvrière de l'accumulation —de la "consommation différée"— impose un système cohérent où les buts, les moyens, les rapports de production et de distribution, les critères de mesure du travail et les stimulants réunifient le producteur, le consommateur et le gestionnaire. (4)**

Troisième remarque : la cohérence de buts et des moyens, une nécessité

Ce qui nous conduit à une troisième remarque à l'égard des idées d'Ota Sik sur les différenciation des revenus selon les performances des entreprises.

Le théoricien tchécoslovaque a raison de souligner "la formation monopoliste de revenus" en Yougoslavie. Mais il y a derrière une tendance profonde (constatable également dans les pays capitalistes quand le mouvement ouvrier y a été fort) à généraliser les avantages acquis par les plus "performants", ou encore à déconnecter le revenu personnel (ou salaire) de mécanismes concurrentiels (5) —ce qui rend contre-productif le stimulant monétaire, source d'inflation... La nécessité de stimulants matériels n'est contestée par personne. C'est leur place et leur nature qui fait débat.

La diminution du temps de travail, la suppression des postes les plus pénibles, le dégagement d'un temps de formation, de gestion, de loisir, la domination par "l'homme" des conditions de son existence, peuvent être des stimulants matériels autres que monétaires, comme le goût de la prise de décision en elle-même...

On ne les a guère exploités alors même que l'autogestion les rend actuels. Ne doit-on pas prendre le but (transformer les rapports sociaux, élever la productivité pour réduire le travail) comme stimulant en réduisant ceux (monétaires) qui ont des effets désagrégeurs —sans que leurs règles ne soient respectées, ni leurs vertus pleinement démontrées? La réunification du travailleur et de son travail et la libre expression publique des besoins, le débat sur les stimulants eux-mêmes, aideraient à dépasser les solutions inadéquates aux problèmes posés. Une gestion

(4) Voir K. Mihailovic [1982], et D. Bensaïd [1976].

(5) Cf. notamment, J. P. Benassy, R. Boyer, R. M. Gelpi, "La régulation monopoliste", *Revue économique*, mai 1979.

démocratique de la distribution pourrait relier l'augmentation des revenus monétaires à la hausse de la productivité d'ensemble du système (incitant par là-même à la généralisation de tous les progrès locaux et à l'association des plus "performants/antes" avec les autres pour leur transmettre un savoir-faire); en même temps, elle pourrait laisser agir localement toutes sortes de stimulants liés à amélioration de l'organisation du travail et de sa qualité. Ce qui pose à nouveau la question de l'espace où peut se juger, par les producteurs/trices et les consommateurs/trices, un tel résultat : celui, compartimenté et obscur, de la valeur? Ou bien plutôt celui de la chaîne entière du travail social et de sa valeur d'usage?

La très étroite cohérence soulignée dans toute l'œuvre de Marx entre les rapports de production et de distribution se présente certainement dans un contexte très complexe lorsque les habitudes restent marquées par des stimulants marchands.

"En poursuivant la chimère de réaliser le socialisme à l'aide des armes pourries que nous a léguées le capitalisme ... on risque d'aboutir à une impasse..."

Che Guevara

Les contradictions de départ sont sans doute incontournables :

"La survivance des normes bourgeoises de distribution réagit sur les rapports de production planifiés, dit Ernest Mandel, dans la mesure où elle crée —en régime de pénurie!— un fort stimulant en faveur d'un rattachement des revenus non plus seulement aux "inpus" de travail, mais à la productivité relative de celui-ci, puisque celle-ci est calculée et donc connue. Ce rattachement peut être individuel ou collectif; il peut désintégrer ou accentuer la solidarité des travailleurs au sein d'une entreprise ou d'une localité ou d'une branche industrielle. Il accentuera toujours l'inégalité (souligné dans le texte) au sein de l'ensemble des producteurs associés et sera donc une force de dissociation subjective de ceux-ci". (6)

Mais les "normes bourgeoises de distribution" (basées sur un droit égal dans une situation où subsistent des inégalités) incarnées dans le précepte : "A chacun selon son travail" ont été en pratique interprétées et appliquées de façon multiple, comme nous l'avons évoqué au cours de notre étude. Au-delà des déformations couvrant des privilèges, les critères de distribution optimum dans un cadre d'accumulation "socialiste" ne nous paraissent pas évidents. Quant aux textes de Marx sur cette question, Engels nous en a laissé un éclairage peut cité (7). A propos du débat sur le mode de distribution dans le socialisme, il faisait dans une lettre le commentaire suivant (8) :

"On a pris la chose de façon très matérialiste con-

tre certaines expressions juridiques idéalistes. (...) Mais la société socialiste n'apparaît pas pour aucun des participants (à la discussion), comme une chose saisie dans un changement et un progrès continuel (...). Pourtant, d'une manière rationnelle on peut seulement 1° chercher à découvrir le mode de répartition avec lequel elle a commencé et 2° chercher à trouver la tendance générale dans laquelle le nouveau développement se meut".

(Nous soulignons—CS)

On est là fort loin d'une vision normative du socialisme "défini" comme une société dont le mode de distribution devrait être "à chacun selon son travail". La distribution selon les besoins a pris partout une importance croissante dès aujourd'hui. Et les stimulants matériels du travail, adéquats à sa transformation... ont-ils vraiment été "découverts"?

"En poursuivant la chimère de réaliser le socialisme à l'aide des armes pourries que nous a léguées le capitalisme (la marchandise prise comme unité économique, la rentabilité, l'intérêt matériel individuel comme stimulant, etc...) on risque d'aboutir à une impasse... Pour construire le socialisme, il faut changer l'homme en même temps que la base économique. D'où la grande importance de choisir correctement l'instrument de mobilisation des masses. Cet instrument doit être fondamentalement d'ordre éthique, sans oublier une correcte utilisation du stimulant matériel, surtout de nature sociale".

[Che Guevara, "Le socialisme et l'homme", 1965]

"La marchandise prise comme unité économique" et le "travail socialement nécessaire"

Dans le capitalisme, la marchandise analysée par Marx est une unité contradictoire : valeur d'usage (produite par le "travail concret", avec des qualités physiques spécifiques) et valeur (produite par le travail "abstrait", dépense d'énergie humaine "en général" substance de la valeur d'échange). Il ne peut y avoir valeur réalisée sans valeur d'usage. Mais le capital subordonne la valeur d'usage à la valeur d'échange parce que le profit est le but et qu'il n'existe pas sans valeur marchande. Qu'importe les besoins. Seule compte la demande solvable, (le besoin avec des sous en poche) à condition qu'elle incorpore "un profit suffisant". La crise capitaliste sacrifie les valeurs d'usage produites et les besoins non satisfaits dès lors que le profit des ventes n'est plus "suffisant". Le "travail socialement nécessaire" qu'analyse Marx, recouvre en dernière analyse un triple jugement dont les mécanismes sont unifiés et cachés par le marché : jugement sur les coûts et la demande, mais aussi de façon imbriquée aux deux premiers, jugement sur les rapports sociaux "efficaces" pour la société donnée. L'unité économique de la marchandise incorpore tout cela à la fois.

(6) E. Mandel ["Du nouveau..." 1970].

(7) Mis en lumière par R. Rosdolsky dans "La limite historique de la loi de la valeur" [1972].

(8) F. Engels à C. Schmidt (VIII-1890) à propos d'un débat dans le *Volkstribüne*, cité par Rosdolsky [1972] p. 23.

Dans la société post-capitaliste, les mécanismes marchands et la monnaie subsistent. Mais leurs fonctions peuvent se modifier, dépérir durablement pour autant que d'autres mécanismes — d'autres rapports sociaux — les assument mieux (ressurgir si tel n'est pas le cas...). Même quand ils ne sont plus marchandises, les biens restent le produit d'un travail concret (spécifique, non mesurable) et abstrait (comparable à un autre). Il faut économiser le second en transformant le premier (réduire le travail pénible, développer les qualifications, la mécanisation). Mais la marchandise comme unité ne domine plus — la crise de la planification bureaucratique n'est pas crise de surproduction marchande : elle est crise de mauvaise (sur/sous) production de valeurs d'usage et gaspillage de travail humain.

Vérifier qu'un travail est socialement nécessaire

Dans un système de "propriété collective", il est proprement absurde de détruire des valeurs d'usage produites, sous le seul prétexte que le coût de production — la dépense en travail — a été (trop) élevé, ou que l'ensemble des chaînons de valeurs d'usage nécessaires à la fabrication d'un bien se trouve interrompu par un goulot d'étranglement (une mauvaise planification). On peut analyser les résultats et les rectifier sans que cette rectification exige une modification des prix pour assurer la "relance". C'est la raison pour laquelle même des prix aberrants n'empêchent pas le système de fonctionner (mal, car il faudrait une mesure des dépenses rapportée aux besoins).

Dans *Calculs économiques et formes de propriété* (1970), Bettelheim soulignait à juste titre que la société de transition ne disposait pas encore des "concepts adéquats à la mesure du travail social qui n'est jamais donné dans l'espace du travail physique".

Il relevait (pp. 19-22) notamment la difficulté de "mesure" des travaux "utiles" au regard des besoins sociaux alternatifs que le système était en mesure de satisfaire à un moment donné. On n'a pas encore trouvé, de ce point de vue, disait-il, l'équivalent "socialiste" du "travail socialement nécessaire" qui renvoie "aux effets sociaux utiles". Mais ce problème théorique ne renvoie-t-il pas d'abord à l'analyse des rapports bureaucratiques? (10)

L'articulation travail privé/travail social peut se transformer : dans le capitalisme concurrentiel, une marchandise est d'abord le produit du travail privé : elle est fabriquée dans le cadre de la libre entreprise, par des décisions privées, indépendantes les unes des autres. La responsabilité de cette production est privée — ce qui pour le capitaliste est le prix à payer pour garder le profit. Le risque de la faillite est pour le travailleur celui du chômage si le travail privé dépensé n'est pas reconnu par le marché capitaliste comme "socialement nécessaire" — c'est-à-dire répondant à une demande incorporant "un profit suffisant"... La planification, même bureau-

cratique, donne au travail dépensé un certain contenu social direct — comme elle confère au risque une dimension collective, partagée. (9)

☞ Mais ce changement n'épuise pas le sujet : ce que le mécanisme marchand unifie permet une sanction des gaspillages. Plus que dans toute autre société, le socialisme exige des jugements de valeur sur la qualité du travail et sur sa quantité — du point de vue du travailleur et de la travailleuse en tant que producteur ou productrice et en tant que consommateur ou consommatrice. Le risque peut être assumé collectivement. Mais il faut en même temps pouvoir rectifier les défauts, les erreurs, dégager du point de vue du système l'équivalent du "travail socialement nécessaire". La vérification de la qualité et des besoins effectivement satisfaits est indispensable. Le jugement de l'usager (consommateur, ou entreprise recevant un bien productif) doit pouvoir s'exprimer.

L'acte d'achat peut être un des moyens d'une telle vérification. Mais de là il ne découle pas la nécessité que la monnaie soit le seul ou le meilleur moyen de jugement : s'il n'y a pas achat, il faut encore analyser pourquoi. S'il y a défaut, également. On peut laisser les prix refléter une insuffisance de production. Mais le mode de distribution de biens rares doit faire l'objet d'un débat s'il s'agit de biens essentiels. Sinon la hausse des prix privilégie les riches. De plus, la hausse de prix libres ne doit pas nécessairement conduire à des investissements en ordre dispersés dans une branche "profitable". Par contre elle peut être prise en considération pour faire une étude spécifiée de marché évitant l'anarchie des surproductions marchandes. Les moyens nécessaires à la satisfaction des besoins peuvent être différenciés — après discussion publique — de façon à dégager les ressources centralisées pour les "besoins absolus" assurés pour tous selon un mode de distribution à débattre. Le reste peut être laissé à l'initiative individuelle ou collective décentralisée. Les ordinateurs sont un moyen essentiel à la fois pour l'enregistrement des besoins éclairant les producteurs dans leurs choix, et pour prendre en compte des contraintes macro-économiques dans les choix décentralisés.

Le jugement direct, périodique, des communautés concernées par les initiatives prises peut aider à insérer celle-ci dans l'objectif d'ensemble d'une meilleure satisfaction des besoins.

Derrière tout ces mécanismes, la monnaie peut ne plus être un moyen d'accumulation privée et donc un enjeu spéculatif. Elle peut ne plus être le moyen par lequel le travail privé est reconnu comme social — ou ne pas l'être de façon dramatique par la mévente et la faillite comme risque individuel. Par contre, elle peut rester un moyen de circulation, de vérification de l'usage

(9) Sur ces questions du traitement du travail dans la transition, cf. Bettelheim [1946, 1968 et 1970], Boncoeur [1981], Horvat [1964], Préobrajensky [1966], Boukharine [1976], E. Mandel ["Du nouveau..." 1970].

(10) Bettelheim soulignait dans ce sens que la "la solution de ce problème exige" un "degré de transformation suffisante" des formations sociales de transition" [1970, p. 31]. Mais il ne poursuit pas la critique des rapports sociaux existants. Il reviendra plus tard sur son propre "économisme" [Introduction,

CER

N° 7/8

effectif d'une dépense sociale (par une nouvelle inversion de l'articulation privé/social). [Bettelheim, 1946] Et si le jugement direct des intéressés (producteurs et consommateurs) confirme l'inutilité d'une production non achetée, alors les moyens de sa reconversion et d'un meilleur usage des moyens de production et du travail peuvent être déterminés par la société. Ce sont les communautés de travailleurs et de consommateurs intéressés à une même production de biens ou de services qui doivent pouvoir déterminer si un travail moins bon qu'un autre reste néanmoins utile —et comment l'améliorer.

De même que l'unité économique de la marchandise incorporait un triple jugement sur les coûts, les besoins et les rapports sociaux, il faut un contrôle social dans ces trois domaines —les techniques d'enregistrement monétaire des besoins ou des coûts devant être subordonnées aux choix sociaux globaux.

Ce qu'il faut alors remettre en cause, ce n'est pas — pour reprendre les termes de Bettelheim— "l'espace théorique du plan" dominé par la valeur d'usage, mais qui contrôle le plan et qui détermine son espace —ou celui du marché.

Tant que le travail réellement dépensé, "physiquement" contrôlable, se camouflera derrière le plan bureaucratique —qui couvre tous les gaspillages, nourrit les parasites et maintient le travail aliéné—; ou tant qu'il sera "chosifié" par le marché... la bureaucratie règnera en maître et le travail n'acceptera aucune règle pour être mesuré, "socialement".

Le dépérissement de la marchandise comme unité économique a commencé, mais sans permettre dialectiquement à la démocratie économique de se substituer au marché, sans permettre un jugement social sur les dépenses en travail par les "producteurs associés" eux-mêmes. Ceci n'est pas simple. Mais encore faut-il le rechercher.

Nous assumons donc un "préjugé" durable contre le marché en tant que régulateur (ce que nous avons distingué d'une utilisation partielle de mécanismes marchands). La difficulté est qu'on ne peut pas simplement faire dépérir le marché dans ses différentes fonctions : il faut alors qu'émergent d'autres modalités de détermination des coûts, des gaspillages, des besoins. Le terrain du débat doit se déplacer, faisant explicitement du point de vue social (qui juge ?) le point de départ de la nouvelle cohérence économique recherchée —et non un appendice, un supplément d'âme, au mieux un correcteur. C'est alors en partant des besoins sociaux que l'on peut, cas par cas, déterminer quelles sont les meilleures façons de les satisfaire —en tirant devant tous le bilan de l'expérience. Comme le fait Ernest Mandel (dans le débat avec Alec Nove) il est essentiel dans cette démarche de distinguer parmi les besoins ceux qui sont considérés (par les intéressés eux-mêmes) comme essentiels, stratégiques, devant être satisfaits pour tous ; et les besoins qui se diversifient et peuvent être satisfaits selon des méthodes décentralisées, en prenant en compte d'autres

critères de financement et de distribution. L'ensemble peut faire l'objet de bilans périodiques et d'ajustements. La clarté des choix impliquant nécessairement qu'on montre les implications, avantages et inconvénients de choix —ensemble cohérents de décisions et mécanismes. La qualité de la vie, du travail, des rapports à la nature, les choix éthiques, les grandes options de solidarités nationales et internationales... sont autant de "besoins" non exprimables par le marché, qui doivent faire l'objet de débats et jugements explicites pesant dans toutes les procédures de choix.

Le processus de désaliénation du travail devrait être le but consciemment poursuivi dans les choix opérés à chaque étape, et dans les moyens —institutionnels, culturels, socio-économiques mis en œuvre pour les réaliser : telle est la fonction de la démocratie.

La démocratie économique comme rapport de production/distribution

Celle-ci n'est ni simple, ni toujours directe. Elle doit se dégager à la fois du fétichisme des relations marchandes et du bureaucratisme des ordres administrés. L'expérience montre que cela exige un ensemble complexe d'institutions, de mécanismes, de moyens.

Il ne s'agit pas là de problèmes techniques, bien que les ordinateurs et les moyens audio-visuels soient essentiels à la résolution des questions soulevées : le choix auxquels se trouve confrontée une société industrialisée sont multiples et complexes, comme le sont les intérêts sociaux en présence. Les différenciations de classe seront lentes à disparaître. Elles peuvent, on l'a vu, renaître dans la société post-capitaliste —et elles se doublent d'autres formes de stratifications et de conflits. Les mêmes individus n'ont pas non plus des intérêts immédiatement convergents en tant que consommateurs ou producteurs. Les points de vue nationaux et les corporatismes, les différences sexuelles et culturelles sont autant de sources durables de tensions.

Dans ce cadre, il faut prendre les visions léguées par Marx et Engels pour ce qu'elles sont : des fils conducteurs pour une autre mode d'organisation sociale où les progrès dans le développement des forces productives viendront de la désaliénation du travail; où la généralisation consciente de chaque nouvel apport au bénéfice de tous remplacera la compétition égale entre les inégaux; où le critère de profit et de demande solvable cesseront de limiter les besoins satisfaits. Cela n'indique ni comment y parvenir, ni quel est le mode d'organisation d'une telle société. Mais cela n'est pas sans portée dans l'analyse critique du "socialisme réellement existant". Sur ce plan, Alec Nove [1983] noie, en quelque sorte, le poisson : on peut souligner, comme il le fait à juste titre, la naïveté d'une vision du socialisme sans différences, sans conflits, sans compétences professionnelles spécialisées — où chacun serait interchangeable avec l'autre dans toutes les tâches. La démocratie directe ne résout pas à elle seule, contrairement à l'image qu'on pourrait en tirer de la lettre des textes marxistes. Mais c'est la substance qui nous importe : peut-on et doit-on tendre vers une

société où n'existerait plus de monopole de pouvoir lié à des privilèges? Où les différences ne nourriraient plus les rapports d'oppression et d'exploitation? Ce qui pose la question —expérimentale— des moyens politiques, conscients, de combattre les mécanismes spontanés qui, à partir des différences (re)produisent et cristallisent les rapports d'oppression et d'exploitation.

Chacun ne doit pas pas, ne peut pas, décider de tout à chaque instant. Le fait de rapprocher la décision de ceux qui sont le plus directement concernés par ses conséquences peut aider à définir les institutions nécessaires.

☛ Dans cette optique, les "producteurs associés" devraient avoir un pouvoir déterminant sur l'organisation du travail. Les droits d'organisation et d'expression des diverses communautés (nationalités, femmes, jeunes...) (11) permettraient seuls une résistance effective à un point de vue oppresseur parce qu'exclusif.

Le constat du coût social, culturel, économique à payer lorsqu'une dimension importante se trouve étouffée, est sans doute la seule force rationnelle qui puisse inciter au consensus. Par contre, l'appel au "tous ensemble" opposé aux luttes "ringardes" [François de Closets, 1985] est, au mieux, une naïveté sinon une mystification, lorsque les inégalités socio-culturelles demeurent substantielles. Le consensus n'a de chance d'être un mode effectif de décision réduisant les antagonismes —que si ... les antagonismes se sont déjà réduits dans un cadre plus égalitaire de distribution du travail et de l'appropriation de ses résultats. C'est la raison pour laquelle, les institutions de pouvoir ne peuvent être discutées indépendamment des rapports de propriété et des mécanismes socio-économiques de la prise de décision.

☛ La démocratie directe "à besoin" d'institutions pour ne pas être formelle, de même qu'elle "à besoin" d'être soutenue par un processus de réduction des inégalités culturelles et sociales.

La séparation dans le temps des efforts consacrés à chacun de ces aspects d'un même problème d'ensemble est la source de cristallisations de pouvoirs et d'antagonismes qu'il est ensuite plus difficile et coûteux de remettre en cause.

Partis, experts, regroupements

L'idée que les grands choix économiques sont du ressort de la décision d'un Parti (voire de plusieurs partis) est toute aussi mystificatrice que celle qui renvoie ces questions aux seuls "experts". Mais il serait également faux d'opposer à ces deux impasses la vision naïve d'une démocratie directe qui pourrait se passer et des débats politiques et des experts. La défiance envers les économistes qui érigent certaines théories ou méthodes par-

(11) Dans son article sur les nouvelles formes de démocratie et le socialisme [1981], M. Markovic donne une forme générale à cette approche : il est d'avis que le fédéralisme est la forme optimale de représentation des diverses communautés dans une société globale socialiste; les Chambres représentant les citoyens, les nationalités et les producteurs permettent cette confrontation/osmose des points de vue. La négociation et le consensus doivent être la forme de prise de décision privilégiée.

tielles en rationalité universelle —indiscutable, donc— a son pendant dans la défiance envers la politique quand celle-ci est pure manipulation ou monopole de pouvoir.

L'économie est comme une arme, dit S. C. Kolm : tout dépend qui s'en sert. Cela est vrai aussi du politique.

La pluralité d'experts (chaque institution de démocratie directe devant pouvoir recourir à des "contre-expertises") est toute aussi essentielle que la pluralité d'expression des options politiques (qui doivent combattre les langages d'expert...). Mais les institutions scientifiques, comme les partis ou regroupements politiques (qu'ils prennent ou non la forme "parti") peuvent être distingués du pouvoir de décision. La vision d'ensemble des problèmes que donnent les regroupements de communautés politiques peut stimuler l'auto-activité. Le recours possible à des jugements d'experts peut à son tour donner confiance. La garantie de pouvoir se défendre contre un abus fait elle aussi partie de ce tout qui donne une crédibilité aux droits reconnus. Autrement dit, l'autogestion comme système intégral, et la démocratie directe exigent des institutions scientifiques et des regroupements politiques.

Si en revanche les partis ou les experts se substituent à la démocratie directe, les horizons bornés de l'existence maintiendront les consciences étroites et se payeront de conflits croissants d'intérêts.

Mais tant que tout choix "central" —engageant la société toute entière— demeure assimilé à "Etatisme" ou dictature —parce que l'expérience répétée a ancré cela dans les consciences, le débat sera faussé. Alors, les replis localistes, régionalistes ou corporatistes seront inévitables quelles que soient les décisions formelles d'harmonisation des intérêts.

Demain, l'utopie socialiste

"U-topie, c'est 'nulle part', c'est-à-dire société qui n'existe pas. Ce n'est pas impossible".

Serge-Christophe Kolm

Le socialisme ne signifiera —heureusement— pas l'uniformité d'individus bâtis selon un même moule, mais au contraire, de nouvelles différences et de nouveaux conflits... Le pari qui sous-tend "l'utopie" socialiste n'est pas qu'il pourrait exister une société sans contradictions. Il est qu'avec un certain niveau de développement socio-économique et culturel, la société humaine sera plus libre dans son ensemble en maîtrisant consciemment ses contraintes, c'est-à-dire aussi en les transformant pour répartir entre tous chaque progrès accompli sur la nature et le temps.

Il s'agit là d'un pari indémontré —mais non pas indémontrable. Son actualité ne se juge pas au niveau de développement particulier d'un pays donné quand les forces productives se sont mondialisées, quand "la création de la richesse réelle devient moins dépendante du temps de travail", mais "dépend de l'état général de la science et du progrès de la technologie ou de l'application de cette science à la production (...)"

[Karl Marx, *Grundrisse*]

Plan

0. Petit guide de lecture
1. Les débats sur l'URSS des années vingt
2. Le débat sur la nature de classe de l'URSS et des pays apparentés, l'aliénation et la démocratie socialiste
3. Problèmes théoriques et pratiques de la planification
4. Les contraintes extérieures : marché mondial, sous-développement, échange inégal, crise.
5. L'URSS depuis les années quarante et les pays de l'Est
6. La Yougoslavie
7. Périodiques

0. Petit guide de lecture

Pour ceux qui voudraient simplement s'initier au débat :

☛ sur le débat soviétique des années vingt :

Boukharine, Nicolas, Eugène Préobrajensky et Léon Trotsky. *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*. Publié avec les commentaires de Lénine. Paris : Maspero/Livres "Critiques de l'Economie Politique", 1972.

Lewin, Moshe. *La formation du système soviétique*. Gallimard, Paris, 1985.

Préobrajensky, Eugène. *La nouvelle économie*. Préface de Pierre Naville. Introduction d'Ernest Mandel. Paris : EDI, 1966.

☛ sur les problèmes de la planification :

Mandel, Ernest. Les chapitres sur l'URSS et la transition. *Traité d'économie marxiste*. 10/18, Paris, 1969.

Nové, Alec. *L'économie soviétique*. Paris : Economica, 1981.

_____. *The Economics of Feasible Socialism*. Allen and Unwin, Londres, 1983.

Brus, Włodzimierz. *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*. Paris : Maspero, 1968.

_____. *Socialist Ownership and Political Systems*. Routledge and Kegan Paul, Londres et Boston, 1975.

☛ sur l'histoire de la Yougoslavie :

Autis, Phyllis. *Tito*. Seuil, Paris, 1972.

Djilas, Milovan. *Une guerre dans la guerre*. Laffont, Paris, 1979.

Markovic, Mihailo. "Les nouvelles formes de la démocratie et le socialisme" in *Praxis International*, 1981.

Meister, Albert. *Où va l'autogestion yougoslave?* Anthropos, Paris, 1970.

Samary, Catherine. *Le marché contre l'autogestion - L'expérience yougoslave*. PubliSud/La Brèche, Paris, 1988.

Nous avons inclus dans cette liste les ouvrages cités dans ce cahier, quelques textes de référence classiques, un éventail de points de vue différents sur les questions abordées et une sélection d'études importantes.

1. Les débats soviétiques des années vingt

Boukharine, Nicolas. *L'impérialisme et l'économie mondiale*.

_____. *L'économie de la période de transition*. (1920) EDI Paris, 1976.

_____. (avec E. Préobrajensky). *L'ABC du communisme*. (1919)

_____. *L'impérialisme et l'accumulation du capital*. (1925)

_____. *La voie vers le socialisme et l'alliance ouvrière et paysanne* (1925).

_____. *Projet de programme de l'Internationale communiste* (1928).

Boukharine, Nicolas, Eugène Préobrajensky et Léon Trotsky. *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*. Publié avec les commentaires de Lénine. Paris : Maspero/Livres "Critiques de l'Economie Politique", 1972.

Boukharine, N., L. Kamenev, E. Préobrajensky et L. Trotsky. *La question paysanne en URSS (1924-1929)*. Paris : Maspero/"Critiques de l'Economie Politique", 1973.

Cahiers Léon Trotsky. Numéro spécial "Les trotskystes en Union soviétique", n°6, 1980, Institut Léon Trotsky, Paris.

Broué, Pierre. *Le Parti bolchevique, Histoire du P.C. de l'URSS*. Paris, Minuit, 1971.

Carr, Edward Hallett. *A History of Soviet Russia*. 14 volumes. Macmillan, Londres, 1953-1978. Derniers volumes avec R. W. Davies. Edition française commencée par les Editions de Minuit, Paris, à partir de 1969.

Cohen, Stephen F. *Bukharin and the Bolshevik revolution : A Political Biography*. Knopf, New York, 1973.

Critique communiste. Numéro spécial "Qu'est-ce-que l'URSS?" Paris, octobre 1977.

Dallemagne, Jean-Luc. "Présentation" du *Débat soviétique sur la loi de la valeur*. Maspero, Paris, 1972.

Deutscher, Isaac. *Trotsky. Le prophète armé (1879-1921)*. 2 vols. 1954. *Le prophète désarmé (1921-1929)*. 2 vols. 1959. *Le prophète hors-la-loi (1929-1940)*. 2 vols. 1959. 10/18, Paris, 1979.

Heitman, Sidney N. *Nikolai Bukharin. A Bibliography*. Stanford, California, 1969.

Kamenev, Lev. "Les questions économiques à l'ordre du jour." (octobre 1924) *La question paysanne en URSS (1924-1929)*. Paris : Maspero/"Critiques de l'Economie Politique", 1973.

Lénine, V. I. *L'Etat et la révolution (août 1917)*

_____. *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer (mars-avril 1918)*

_____. *Les tâches immédiates du gouvernement soviétiques (avril 1918)*

_____. *Sur l'infantilisme de "gauche" et les idées petites-bourgeoises (mai 1918)*

_____. *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat (octobre 1919)*

_____. *Le gauchisme, maladie infantile du communisme (avril-mai 1920)*

_____. *L'impôt en nature (La portée de la nouvelle politique et ses conditions) (avril 1921)*

_____. *Thèses du rapport sur la tactique du PCR présentées au IIIe congrès de l'Internationale communiste (avant-projet) (juillet 1921)*

_____. *L'attribution de fonctions législatives à la Commission d'Etat sur le Plan (décembre 1922)*

_____. *De la coopération (janvier 1923)*

_____. *Lettre au congrès (dit Testament politique) (1922-23)*

Lewin, Moshe. *Le dernier combat de Lénine*.

_____. *Political Undercurrents in Soviet Economic Debates. From Bukharin to the Modern Reformers*. Pluto, Londres, 1975.

_____. *La formation du système soviétique*. Gallimard, Paris, 1985.

_____. *La paysannerie et le pouvoir soviétique 1928-1930*. Mouton, Paris.

Luxembourg, Rosa. *La révolution russe*. (1919)

Mandel, David. *The Petrograd Workers and the Fall of the Old Regime*. Macmillan Press, 1983.

Mandel, Ernest. "Etapas de l'économie soviétique", *Traité d'économie marxiste*. Paris : Julliard, 1962.

Marx, Karl. *L'idéologie allemande*. La Pleiade, Paris.

- _____. *L'ébauche d'une critique de l'économie politique*.
 _____. *Critique du Programme de Gotha*.
 _____. *Le Capital*.
 _____. *Le Manifeste communiste*.
 Nove, Alec. *L'économie soviétique*. Paris : Economica, 1981.
 Prébrazajensky, Eugène. *La nouvelle économique*. Préface de Pierre Naville. Introduction d'Ernest Mandel. Paris : EDI, 1966. [Première édition : *Novaia Ekonomika*, Moscou : 1926-27.]
 _____. *De la NEP au socialisme*. CNRS, Paris, 1966.
 Rakovski, Christian. "Les dangers professionnels du pouvoir" in *De la bureaucratie*. Maspero, Paris, 1969.
 _____. "Au congrès et dans le pays" (1930) in *Cahiers Léon Trotsky* n°18, juin 1984, Institut Léon Trotsky, Paris.
 Rosdolsky, Roman. "La limite historique de la loi de la valeur. L'ordre social socialiste dans l'œuvre de Marx" in *Critiques de l'économie politique*, n°6, janvier-mars 1972.
 Trotsky, Léon. "L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme" in *La nature de l'URSS*. Textes rassemblés et présentés par J.-L. Dallemagne. Maspero, Paris, 1974.
 _____. "Cours nouveau" (1923), "La révolution permanente" (1928), "Le socialisme dans un seul pays", "La révolution défigurée" (1927), "La révolution trahie" (1936) in *De la Révolution*. Minuit, Paris, 1963.
 _____. *La nouvelle étape* (1921)
 _____. *Vers le capitalisme ou vers le socialisme?* (1925)
 _____. *Plateforme de l'Opposition de gauche* (1927)
 _____. *L'Internationale communiste après Lénine*. (1928) PUF, Paris, 1969.
 _____. *Histoire de la révolution russe*. (1931-33) Seuil, Paris, 1950.
 _____. *La Quatrième Internationale et l'URSS, la nature de classe de l'Etat soviétique* (1933)
 _____. *L'URSS en guerre* (1939)
 _____. *Encore et toujours sur la nature de l'URSS*. (1940)
 _____. *Œuvres 1933-1940*. 24 volumes. Institut Léon Trotsky, Grenoble, 1978-1987.
 Zinoviev, Grigori. *Le Léninisme*. Moscou, 1925.
 _____. (avec L. Trotsky, et al.). "Déclaration des treize - Plateforme de l'Opposition unifiée" (juillet 1926) in Trotsky, *La lutte anti-bureaucratique en URSS*, tome 1. Paris, UGE, 1975.
 _____. (avec L. Trotsky et al.). "Plate-forme de l'Opposition de gauche" (juillet 1927) in *Les Bolcheviks contre Staline 1923-1928*. Paris : Publications de la Quatrième Internationale, 1957.
- 2. Le débat sur la nature de classe de l'URSS et des Etats apparentés, l'aliénation et les voies de la démocratie socialiste**
- Andreff, Wladimir. "Capitalisme d'Etat ou monopolisme d'Etat en URSS? Propos d'étape", in *Economie politique de la planification en système socialiste*. Economica, Paris, 1978.
 Bahro, Rudolf. *L'alternative*. Stock 2, Paris, 1979.
 Bensaïd, Daniel. *La révolution et le pouvoir*. Stock, Paris, 1976.
 Bettelheim, Charles. *Les luttes de classes en URSS*. Seuil/Maspero, Paris, 1974 (t. I), 1977 (t. II), 1982-1983 (t. III).
 Castoriadis, Cornelius. *La société bureaucratique*. 10/18, Paris, 1973.
 _____. *Devant la guerre*. Fayard, Paris, 1981.
 Cliff, Tony. *State Capitalism in Russia*. Pluto Press, Londres, 1974.
Critique communiste. Numéro spécial "Qu'est-ce que l'URSS?" Paris, octobre 1977.
 Dallemagne, Jean-Luc. "La dégénérescence de l'Etat ouvrier" in Léon Trotsky, *La nature de l'URSS*. Maspero, Paris, 1974.
 Exposés du cercle Léon Trotsky. *De la Russie révolutionnaire à l'URSS des bureaucrates*. Supplément à *Lutte ouvrière* n°874, 1985.
- _____. *Yalta, de la peur de la révolution au partage du monde*. Supplément à *Lutte ouvrière* n°856, 1984.
 Guevara, Ernesto Che. *Le socialisme et l'homme à Cuba*. (1965) Réédition La Brèche, Paris, 1987.
 Horvat, Branko. *Towards a Theory of Planned Economy*. Iser, Belgrade, 1964.
 Kuron, Jacek et Karol Modzelewski. *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais*. (1966) Cahiers rouges/Maspero, Paris, 1969.
 Mandel, Ernest. "Du nouveau sur la question de la nature de l'URSS. - Lutte entre la 'loi de la valeur' et 'la logique du plan'", *Quatrième Internationale*, n°45, sept. 1970.
 _____. *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion*. Anthologie. Maspero, Paris, 1970.
 _____. "En défense de la planification socialiste" in *Quatrième Internationale*, septembre 1987.
 _____. "Ten theses on the social and economic laws governing the society transitional between capitalism and socialism", in *Critique, A Journal of Soviet Studies and Socialist Theory*, n°3, Autumn 1974.
 _____. "Sur la nature de l'URSS", *Critique communiste*, numéro spécial "Qu'est-ce que l'URSS?", Paris, octobre 1977.
 _____. *Traité d'économie marxiste*. 10/18, Paris, 1969.
 _____. *La formation de la pensée économique de Karl Marx*. Maspero, Paris, 1967.
 Marie, Jean-Jacques. "L'URSS aujourd'hui", *La Vérité*, organe de l'OCI, février 1976, Paris.
 _____. *Défense du marxisme : l'URSS, marxisme et bureaucratie*. EDI, Paris, 1976.
 Markovic, Mihailo. "Socialisme et autogestion", in *Etatisme et Autogestion*. Anthropos, Paris, 1973.
 _____. "New Forms of Democracy and Socialism" in *Praxis International*, 1981.
 _____. "Une société nouvelle et son organisation" in *L'Homme et la Société*, janvier 1971.
 "Marxism and Human Rights", a collective work reprinted from *Praxis in Labour Focus on Eastern Europe*, 1972, Londres.
 Naville, Pierre. *Le nouveau Léviathan*. Anthropos, Paris, 1970.
 Pesic-Golubovic, Zaga. "What Is the Meaning of Alienation?" in *Praxis*, n°3, 1966.
 _____. "Socialism and Humanism", in *Praxis*, n°4, 1965.
 Petrovic, Gajo. "Man as Economic Animal and Man as Praxis" in *Inquiry*, vol. 6, 1963.
 Quatrième Internationale. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", résolution du douzième congrès mondial, *Quatrième Internationale*, n° 17-18, 1985, Paris.
 Rakovski, Marc. *Le marxisme face aux pays de l'Est*, Savelli, Paris, 1977.
 Stojanovic, Svetozar. *Critiques et Avenir du Socialisme*. Seuil, Paris, 1969.
 Tadic, Ljubomir. "Solidarité et liberté" in *Praxis*, n°4, 1965.
 _____. "Sozialismus und Emanzipation", in *Praxis International*, n°1, vol. 1, 1981.
 Ticktin, Hillel. "Socialism, the Market and the State, Another View: Socialism vs. Proudhonism", *Critique* 3, autumn 1974.
 Vranicki, Predrag. "Socialism and the Problem of Alienation" in *Praxis*, n°2-3, 1965, Belgrade.
- 3. Problèmes théoriques et pratiques de la planification**
- Asselain, J.-C. *Plan et profit en économie socialiste*. Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1981.
 Bettelheim, Charles. *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*. PUF, Paris, 1946.
 _____. *Calcul économique et formes de propriété*. Maspero, Paris, 1970.
 _____. *La transition vers l'économie socialiste*, Maspero, Paris, 1968.

Bonœur, Jacques. "Le traitement du travail dans quelques modèles théoriques de la planification" in *Travail et monnaie en système socialiste*. Sous la direction de Marie Lavigne, Economica, Paris, 1981.

Brus, Włodzimierz. *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*. Paris : Maspero, 1968. [Première édition : 1961, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, Varsovie.]

Critiques de l'économie politique. Socialismes de l'Est. Blocages économiques, crise sociales. Paris, avril-juin 1982.

Desprès, Laure. "Politique économique et fonction objectif du plan : la notion d'optimalité praticable dans un modèle de planification de l'économie nationale" in *Economie politique de la planification en système socialiste*. Etudes coordonnées par Marie Lavigne. Economica, Paris, 1978.

Dobb, Maurice. *Economie du bien-être et économie socialiste*. Calmann-Lévy, Paris, 1971.

Duchêne, Gérard. "Les limites de la recherche de l'efficacité dans la politique économique soviétique" in *Economie politique de la planification en système socialiste*. Etudes coordonnées par Marie Lavigne. Economica, Paris, 1978.

Ellman, Michael. *Planning Problems in the USSR - The Contributions of Mathematical Economics to their Solution*. Cambridge University Press, 1973.

Genné, Marcelle. "Essai de dépassement de la méthode coûts/avantages de L. Squire et H. V. van der Tak : inclusion de l'emploi dans l'objectif d'équité", in *Population, Travail, Chômage*. Etudes coordonnées par H. Bartoli.

Lavigne, Marie. "Optimum et croissance en système socialiste" in *Economie politique de la planification en système socialiste*. Etudes coordonnées par Marie Lavigne. Economica, Paris, 1978.

Lange, Oscar. *Economie politique*. PUF, Paris, 1962.

Lepage, Henri. *Capitalisme et autogestion*.

Mandel, Ernest. "En défense de la planification socialiste" in *Quatrième Internationale*, troisième série n°25, septembre 1987.

Nove, Alec. *The Economics of Feasible Socialism*. Allen and Unwin, Londres, 1983.

Seurot, F. *Inflation et emploi dans les pays socialistes*. PUF, Paris, 1983.

_____. "La fonction d'utilité en système socialiste" in *Economie politique de la planification en système socialiste*. Etudes coordonnées par Marie Lavigne. Economica, Paris, 1978.

Sik, Ota. "Pillars of a Democratic and Socialist Economic System". Textes dactylographiés du colloque international "Les Leçons du Printemps de Prague". Paris, octobre 1981.

Tartarin, Robert. "Schémas de reproduction et politiques d'industrialisation" in *Economie politique de la planification en système socialiste*. Etudes coordonnées par Marie Lavigne. Economica, Paris, 1978.

Urgense. "Un taylorisme arithmétique dans les économies planifiées du centre" in *Critiques de l'économie politique. Socialismes de l'Est. Blocages économiques, crise sociales*. Paris, avril-juin 1982.

Vanek, J. *General Theory of Self-Managed Market Economy*. Cornell University Press, Ithaca, 1970.

_____. *The Labor-Managed Economy: Essays*. Cornell University Press, Ithaca, 1977.

4. Les contraintes extérieures : marché mondial, sous-développement, échange inégal, crise

Amin, Samir. *La déconnexion*. La Découverte, Paris, 1986.

_____. *L'accumulation à l'échelle mondiale*. Anthropos, Paris, 1970.

_____. *L'échange inégal et la loi de la valeur*. Anthropos, Paris, 1973.

Andreff, Wladimir et G. Graziani. "Contrainte extérieure et politique d'adaptation" in *La réalité socialiste*, études coordonnées par Marie Lavigne et Wladimir Andreff. Economica, Paris, 1985.

Barsoc, Collectif. *Les lendemains de la crise*. La Brèche, Paris, 1984.

Beaud, Michel. *Le système national-mondial hiérarchisé*. Agalma/La Découverte, Paris, 1987.

Brenner, Robert. "The Origins of Capitalist Development: a Critique of Neo-Smithian Marxism - On Sweezy, Frank and Wallerstein", in *New Left Review* 104, July-August 1977.

Dupont, M., F. Olivier, A. Taillandier et C. Verla. *La crise, les crises, l'enjeu*. Collection Racines/La Brèche, Paris, 1987.

Gunder Frank, André. "Développement capitaliste ou révolution socialiste", in *Le développement du sous-développement : l'Amérique latine*. Maspero, Paris, 1972.

Gunder Frank, André, et Jeanne Deward, Jean Bailly, Patrick Florian, Eugène Chatelain et al. Articles in *La formation du sous-développement-Critiques de l'Economie Politique*, avril-juin 1971.

Gunder Frank, André, et Samir Amin. *La crise, quelle crise?* La Découverte, Paris, 1982

Lipietz, Alain. *Miracle ou mirage: problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-monde*. La Découverte, Paris, 1985.

Löwy, Michael. *The Politics of Uneven and Combined Development - The Theory of the Permanent Revolution*, New Left Books, Londres, 1981.

_____. *Sur la révolution permanente*. Cahiers d'Etude et de Recherche, n° 4, Paris, 1986.

Michalet, Charles-Albert. *Le défi du développement indépendant*, Rochevignes, Paris, 1983.

Salama, Pierre. *Le procès du sous-développement*, Maspero, Paris, 1972.

Salama, Pierre et Gilberto Mathias. *L'Etat sur-développé*, La Découverte, Paris, 1983.

Trotsky, Léon. "Particularités du développement de la Russie" in *Histoire de la révolution russe*.

_____. "La révolution permanente" in *De la révolution*. Minuit, Paris, 1963.

Wallerstein, Immanuel. *Le capitalisme historique*, La Découverte, Paris, 1985.

5. L'URSS depuis les années quarante et les pays de l'Est

Aganbegian, Abel G. *Perestroïka, le double défi soviétique*. Economica, Paris, 1987.

Arnot, B. "Soviet Labour Productivity and the Failure of the Shchekino Experiment", *Critique* 15, 1981.

Barton, Paul. *L'institution concentrationnaire en Russie 1930-1957*. Plon, Paris, 1959.

Barton, Paul et A. Weil. *Salariat et contrainte en Tchécoslovaquie*. Marcel Rivière, Paris, 1956.

Brus, Włodzimierz. *Histoire économique de l'Europe de l'Est*. La Découverte, Paris, 1986.

_____. *Socialist Ownership and Political Systems*. Routledge and Kegan Paul, Londres et Boston, 1975.

Brus, Włodzimierz, Zdenek Mlynar et Pierre Kende. *Les crises des systèmes de type soviétique*. Etudes dirigées par Z. Mlynar. Institut de Recherche..., Köln, 1983-85.

Chavance, Bernard. "Trois types d'économie socialiste : Union soviétique, Yougoslavie, Chine" in *Critiques de l'économie politique. Socialismes de l'Est. Blocages économiques, crises sociales*. Paris, avril-juin 1982.

CIRC. *La condition ouvrière en URSS : les pénalités sociales*. Pavois, Paris, 1951.

Dobb, Maurice. *Soviet Economic Development Since 1917*. New York, 1966.

Drach, Marcel. *La crise dans les pays de l'Est*. La Découverte, Paris, 1984.

Fejtő, François. *Histoire des démocraties populaires*. Volume 1: *L'ère de Staline, 1945-1952*. Seuil, Paris, 1952. Volume 2: *Après Staline*. Seuil, Paris, 1969.

Frémeaux, Philippe et Christine Durand. *Comprendre l'économie soviétique*. Syros, Paris, 1985.

Gorbatchev, Mikhaïl. *Perestroïka*. Paris, 1987.

Haraszti, Miklos. *Le salaire aux pièces : ouvrier dans un pays*

de l'Est. Seuil, Paris, 1976.

Holubenko, Michael. "The Soviet Working Class : Discontent and Opposition", *Critique* n°4, Spring 1975.

Kornaï, Janos. *Socialisme et économie de la pénurie*. Economica, Paris, 1984.

Kowalewski, Zbigniew. *Rendez-nous nos usines*. La Brèche, Paris, 1985.

Krawchenko, Bohdan. "La classe ouvrière soviétique aujourd'hui", *Inprecor* n°202, 9/9/1985, Paris.

Lavigne, Marie. *Les économies socialistes soviétiques et européennes*. Ammand Colin, Paris, 1979.

Lavigne, Marie, et Anita Tirapolsky. *L'URSS : Une économie socialiste*. Paris : Hatier, 1979.

Leborgne, Danielle. "1930-1980 : 50 ans de croissance extensive en URSS" in : *Socialismes de l'Est. Blocages économiques, crise sociales. Critiques de l'économie politique*. Paris, avril-juin 1982.

Mandel, David. "La crise du socialisme réellement existant", *Etudes internationales* vol. XIII, n°2, 1982.

Mandel, Ernest. "La réforme de la planification soviétique et ses implications" in *Les Temps Modernes*, Paris, vol. 20, n°229, juin 1965.

Medvedev, Roy. *Le stalinisme*. Seuil, Paris, 1972.

Nove, Alec. *L'économie soviétique*. Paris : Economica, 1981.

_____. *The Economics of Feasible Socialism*. Allen and Unwin, Londres, 1983.

Radvanyi, Jean. *L'URSS en révolution*. Messidor-Editions sociales, Paris, 1987.

Sapir, Jacques. *Pays de l'Est : vers la crise généralisée?* Fédération, Lyon, 1980.

_____. *Travail et travailleurs en URSS*. La Découverte, Paris, 1984.

Schwarz, Solomon. *Les ouvriers en Union soviétique*. Marcel Rivière, Paris, 1959.

Semyonova, Olga, et Victor Hayes. *Syndicalisme et libertés en Union soviétique*. Maspero, Paris, 1979.

Seppo, David. Dans la revue *Inprecor* : "La classe ouvrière face à la 'refonte' de Gorbatchev", n°240, 13/04/1987; "Réforme économique et démocratie" et "Une classe ouvrière sceptique", n°251, 19/10/1987; "Perestroïka et course aux armements", n°260, 29/2/1988.

Smuga, Cyril. "Ni plan, ni loi de la valuer. Sur la logique de l'accumulation en Pologne" in *Quatrième Internationale*, n°19, décembre 1985, Paris.

Uhl, Petr. *Le socialisme emprisonné*. La Brèche, Paris, 1981.

Zimine, Alexandre. *Le stalinisme et son "socialisme réel"*. La Brèche, Paris, 1982.

6. La Yougoslavie

Autis, Phyllis. *Tito*. Seuil, Paris, 1972.

Bakaric, Vladimir. "Intervention au Congrès du PCY-Ljubliana 1958" in *Les Nouvelles Yougoslaves* n°221, 9 mai 1958.

_____. *Les fondements théoriques de la reproduction sociale dans le socialisme*. Questions actuelles du socialisme, Belgrade, 1975.

_____. *Reproduction élargie et intégration sur des bases autogestionnaires*. Rapport au 2ème congrès de l'autogestion. Sarajevo, 1971, dactylographié.

Bicanic, R. *Economic Policy in Socialist Yugoslavia*. Cambridge University Press, 1963.

Canapa, M.-P. *La Yougoslavie*. PUF/QueSais-je, Paris, 1980.

_____. *Réforme économique et socialisme en Yougoslavie*. Ammand Colin, Paris, 1970.

Djilas, Milovan. *Sur les voies nouvelles du socialisme*. Livre yougoslave, Belgrade, 1950.

_____. *La nouvelle classe dirigeante*. Plon, Paris, 1962.

_____. *Une guerre dans la guerre*. Laffont, Paris, 1979.

Djurdjevac, Veselin. "Essai sur la propriété étatique et la propriété sociale", in *Economie politique de la planification en système socialiste*. Economica, Paris, 1978.

Horvat, Branko. *An Essay on Yugoslav Society*. IASP, New York, 1969.

_____. *The Yugoslav Economic System*. 1976.

Jovanov, N. *Radnicki strajkovi v SRFJ (1958-1969)*. Zapis,

Belgrade, 1979.

Kardelj, Edouard. *Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste*. Anthropos, Paris, 1976.

Lee, Michèle. "La lutte de la minorité albanaise en Yougoslavie" in *Quatrième Internationale*, septembre 1982.

_____. Dans la revue *Inprecor* : "De la rupture avec Staline à l'association avec le FMI" n°181, 08/10/1984; "Crise économique et réveil de la classe ouvrière" et "Les derniers développements dans l'affaire des 'six' de Belgrade" n°205 21/10/1985; "La vague de grèves s'amplifie" n°255, 14/12/1987.

Maksimovic, Ivan. "Social Property", in *Le socialisme dans la théorie et la pratique yougoslave*. Belgrade, 1976.

Markovic, M. "New forms of democracy and socialism" in *Praxis International*, n°1, avril 1981.

_____. "Socialisme et autogestion" in *Etatisme et autogestion*. Anthropos, Paris, 1973.

_____. "Une société nouvelle et son organisation" in *L'Homme et la Société*, janvier 197, Paris.

Meister, Albert. *Où va l'autogestion yougoslave?* Anthropos, Paris, 1970.

Meneghello-Dincic, Bruno. *Les expériences yougoslaves d'industrialisation et de planification*. Cujas, Paris, 1980.

Mihalilovic, Kosta. *Ekonomska stvarnost Jugoslavija*. Belgrade, 1982.

Samary, Catherine. *Les logiques sociales contradictoires de l'accumulation yougoslave 1945-1985*. Thèse de Doctorat d'Etat, Nanterre, 1986.

_____. "Yougoslavie : vers le capitalisme ou vers le socialisme?" in *Critiques de l'Economie Politique* n° 7-8, 1972, Maspero.

_____. *Le marché contre l'autogestion-L'expérience yougoslave*. PubliSud/La Brèche, Paris, 1988.

Tchaldarovic, Mladen. "Dissolutionary Processes in the System of Self-Management" in *Praxis*, n°4, 1965.

Verla, Catherine. Dans la revue *Inprecor* : "Un équilibre très instable-Dossier Yougoslavie" n°75, 17 avril 1980; "Après les émeutes du Kosovo" n°104, 22/06/1981; "Solidarité, une affaire intérieure yougoslave" n°122 05/04/1982; "Vers la première épreuve de force de l'après-titisme" n°136, 08/11/1982; "Débats autour de la nouvelle réforme économique" n°164, 09/01/1984; "Tensions nationales et conflits sociaux et politiques" n°230 17/11/1986.

_____. "Yougoslavie 1945-1985 : le bureaucrate, l'ouvrier, l'autogestion", *Quatrième Internationale*, n°19, décembre 1985, Paris.

7. Périodiques

Across Frontiers. P.O. Box 2382, Berkeley CA 94702, USA.

Against the Current. Numéro spécial sur le débat Nove-Mandel, février 1988. 7012 Michigan Ave., Detroit MI 48203, USA.

Cahiers de l'Institut Léon Trotsky. Chez Joubert, 2, rue Bayard, Grenoble 38000, France.

Le Courrier des Pays de l'Est, mensuel. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris.

Critique, trimestriel. 31 Cleveden Road, Glasgow G12 0PH, Grande Bretagne.

Current Digest of Soviet Press. 1480 West Lane, Columbus OH 43221, USA.

Gegenstimmen. Postfach 41, A1033 Wien, Autriche.

Inprecor. 2 rue Richard-Lenoir, Montreuil 93108, France. Numéro spécial URSS n°251, 19/10/1987.

Labour Focus on Eastern Europe. c/o Crystal Management, 46 Theobalds Road, London WC1 8NW, Grande-Bretagne.

New Left Review. P.O. Box 339, London WC1X 8NS, Grande-Bretagne.

La Nouvelle Alternative. 14-16 rue des Petits-Hôtels, 75010, Paris, France.

Ostereuropa Forum aktuell

Ostereuropa-Info

Quatrième Internationale. 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Les Temps modernes. Paris. Numéro spécial sur la transparence.

L'URSS et l'Europe de l'Est. Annuel. Notes et Etudes documentaires sld Thomas Schreiber. 29-31 quai Voltaire, Paris, France.